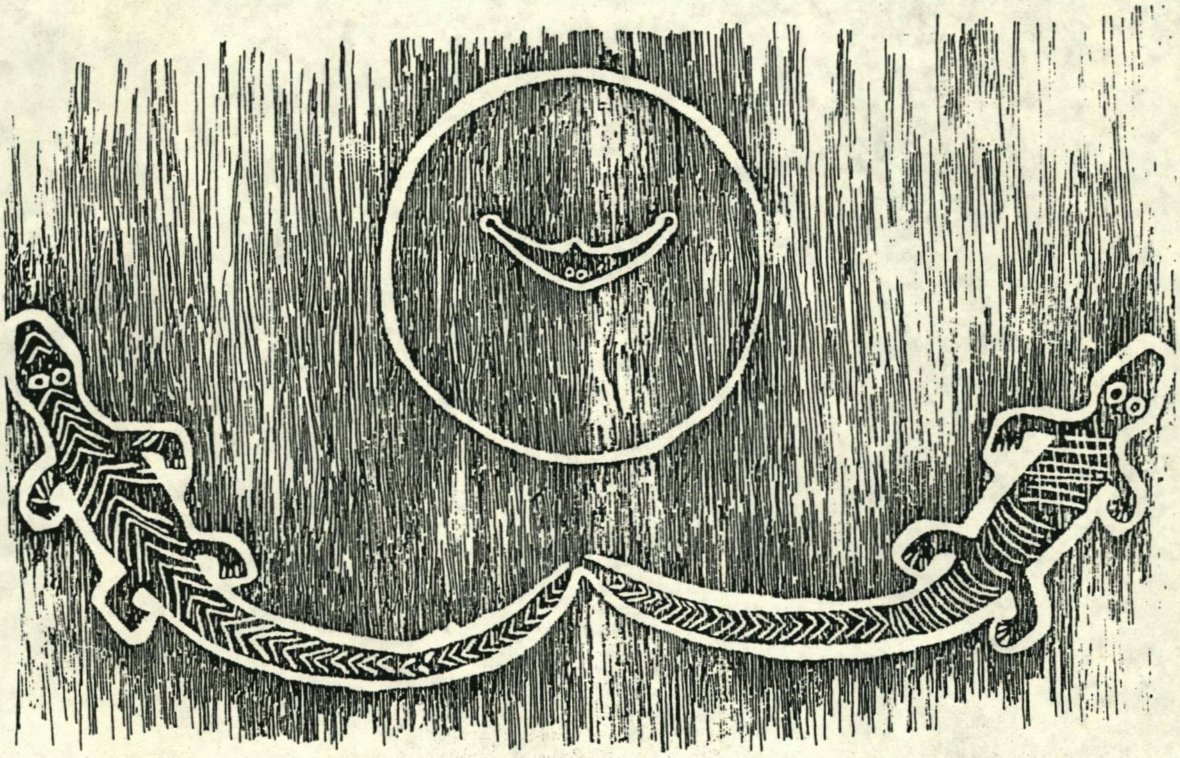
TL497

TIMOR-ORIENTAL, TERRE D'ESPOIR

II SEMINAIRE DE TIMOR
DE
L'UNIVERSITÉ DE PORTO

Avec une Introduction Historique sur

TIMOR-ORIENTAL, OCCUPATION ET GENOCIDE
À L'HEURE DE LA DECOLONISATION



Rectorat de l'Université de Porto

Septembre 1990

"TIMOR - ORIENTAL, TERRE D'ESPOIR"

DEUXIEME SEMINAIRE DE TIMOR
DE
L'UNIVERSITE DE PORTO

(Du 28 avril au 1er mai 1990)

Avec une Introduction Historique sur

TIMOR-ORIENTAL, OCCUPATION ET GENOCIDE
A L'HEURE DE LA DECOLONISATION

A. Barbedo de Magalhães
Professeur de Chaire de la FEUP

Rectorat
Université de Porto

Septembre 1990

REMERCIEMENTS

La réalisation de ce deuxième Séminaire de Timor de l'Université de Porto se doit au vœu formulé par le Recteur de l'Université de Porto, le Professeur Alberto Amaral, au moment de la publication de la brochure sur le premier Séminaire de Timor de l' UP (réalisé entre le 10 et le 17 septembre 1989). Au Recteur , à toute l'équipe du Rectorat , au Secrétariat des Relations Publiques du Rectorat et au Cabinet d'Assesseur du Planning, ainsi qu'à la Direction de la Faculté d'Ingénieur de l'UP où ont eu lieu la majeure partie des scéances de ce Séminaire, nous adressons donc tous nos remerciements, pour l'encouragement et le soutien reçus.

Sans l'appui des groupes "Paix et Justice pour Timor-Oriental" et de la "Commission pour les Droits du peuple Maubère de Porto", leur concrétisation n'aurait point été possible. A ceux-ci et à tous les autres groupes et mouvements de solidarité qui ont soutenu et participé à cette réalisation, tous nos remerciements.

Nous avons pu compter, dès la première heure, sur le soutien de la Convergence Nationaliste de Timor, et sur chacun des mouvements qui en sont partie intégrante - le Fretilin et l'UDT - et de leurs dirigeants au Portugal, Abílio Araújo et Paulo Pires respectivement. Nous avons pu également compter sur de nombreux habitants de Timor, à titre individuel, et notamment de José Ramos Horta dont les contacts internationaux furent précieux.

Le GRITO (groupe de Résistance et d'Intervention de Timor-Oriental), soutenu par le metteur en scène Miguel Loureiro , a donné au Séminaire , un contenu culturel très important,en apportant aux participants et au public en général, un peu des traditions, de la musique, de la danse et des chants, des jeux mais aussi des souffrances et de la lutte du peuple de Timor. Au Grito et au technicien de son et lumière, Eduardo Brandão et à ses collaborateurs, Pedro Branco et Abílio Vinhas, est dû un mot très spécial de remerciement pour leur travail infatiguable et leur dévouement.

La Mairie de Porto a sponsorisé et apporté un soutien de grande envergure à la réalisation des deux spectacles du Grito. A Monsieur le Maire, Fernando Gomes, à Madame la Conseillère du Département d'Animation de la Ville, Manuela Melo, au responsable de la Casa do Infante, Monsieur Manuel Real et à tout le personnel de la Mairie qui a contribué, et de beaucoup, à ces spectacles, toute notre reconnaissance.

Nous sommes reconnaissants à la Fondation de Monsieur l'Ingénieur António de Almeida, qui a également sponsorisé cette réalisation, à l'Ambassade des Etats-Unis d'Amérique et à tous ceux qui, d'une façon ou d'une autre, ont soutenu la réalisation de ce Séminaire.

Ce furent les participants, beaucoup plus importants et nombreux que prévu initialement, qui ont donné aux journées leur contenu de valeur, projection et signification. A remarquer la présence officielle d'une importante représentation de la Commission Eventuelle de l'Assemblée de la République pour l'Accompagnement de la Situation de Timor, avec des députés de tous les groupes parlementaires, dirigés par leur Président, Monsieur le Député António de Sousa Lara, et de personnalités de grande envergure comme le Général Ramalho Eanes, Conseiller d'Etat et ex- Président de la République (de 1975 à 1981 et de 1981 à 1986), du Député au Parlement Européen José Barros Moura, de l'ex-Gouverneur de Timor Monsieur le Brigadier Lemos Pires, de Monseigneur l'Evêque Fernando Soares, de l'Eglise Lusitane (de confession Anglicane), de professeurs et étudiants universitaires, journalistes, juristes, hommes politiques et chercheurs.Une importante représentation de Timor, des courants d'opinion les plus divers , a donné un contribut inestimable à ce Séminaire.

A remarquer la participation d'importantes personnalités étrangères, notamment de Monseigneur l'Evêque (résignataire) de New York, le Révérend Paul Moore, Jr (de l'Eglise Episcopale des USA - confession Anglicane), le réfugié politique indonésien Liem Soei Liong, la spécialiste australienne Sasha Stepan, de Monash University, et le professeur et écrivain britanique John Taylor.

L'on doit un mot de reconnaissance à Monsieur l'Ingénieur João Meireles et à Conceição Alves pour l'efficacité et extrême dévouement, avec lesquels ils ont réalisé les mille et une tâches indispensables à la concrétisation de ce Séminaire.

Nous remercions encore Mme Gabrielle Bardet par son travail de traduction, realisé dans un temps record, et Mlle Ana Paula Coutinho par le soin mis dans la révision de la version française du texte.

Finalement, un autre merci à Aïda Costa, pour sa disponibilité permanente et pour le soin apporté à la dactylographie et composition du texte de cette brochure.

A tous, tous nos remerciements et notre reconnaissance.

Le Coordinateur du deuxième Séminaire de Timor de l'Université de Porto

A. Barbedo de Magalhães
(Prof. de Chaire)

Note sur la forme synthétique adoptée pour la présentation de ce Séminaire

Prévu initialement pour environ 35 participants, l'intérêt que ce deuxième séminaire de Timor de l'UP a suscité, dépassa, de très loin, les prévisions les plus optimistes. Les près de cinquante communications et discours écrits, distribués aux participants, annexes inclues, ont dépassé les cinq cent feuilles, et les débats, entre plus de cent cinquante participants inscrits, équivalent au même.

Dans de telles circonstances, leur publication en version intégrale, deviendrait par trop onéreuse.

Suite aux suggestions de divers participants, notamment du Député Sousa Lara, du PSD, Président de la Commission Eventuelle de l'Assemblée de la République pour l'Accompagnement de la Situation de Timor-Oriental, et du Recteur de l'Université de Porto en personne, nous avons décidé d'élaborer un texte beaucoup moins dense. Pour ce faire, nous avons dû résumer les communications, et même omettre complètement certaines d'entre elles. C'est ce que nous avons fait, notamment, en ce qui concerne les discours prononcés à la scéance d'ouverture, qui ne sont point cités dans cette brochure, non parce qu'ils sont moins importants, mais pour le fait que leur portée et leur signification aient plus à voir avec le moment où ils ont été proférés et avec la réalisation en elle-même de ce Séminaire.

Nous avons dû omettre également les animés et interessants débats que la plupart des interventions ont suscité.

Puisque la brochure maintenant publiée se destine à être divulguée, en portugais, anglais et français, parmi un public qui, dans de nombreux cas, méconnait complètement, ou presque, le problème de Timor-Oriental, nous avons fait une "introduction historique" et des notes complémentaires sur quelques-uns des thèmes de ce Séminaire.

Les textes introductifs et les synthèses des communications et débats sont de la responsabilité du coordinateur de ce deuxième séminaire de Timor de l'UP. Dans les transcriptions ou citations des interventions, nous avons utilisé les caractères en italique.

De cette façon, au lieu d'un ensemble complet de communications et de débats, ce que l'on présente dans cette brochure, est une synthèse du Séminaire, complémentée d'informations que les participants, de manière génèrale, connaissaient déjà, mais qui pour une grande partie du public lecteur peuvent être utiles.

SUMMAIRE

PAG.

PREMIERE PARTIE

INTRODUCTION HISTORIQUE

TIMOR-ORIENTAL: OCCUPATION ET GENOCIDE A L'HEURE DE LA DECOLONISATION

1 - Timor-Oriental: Légèrement plus grand que le Koweit, et également très riche en pétrole. 1

2 - Territoire non-autonome sous l'administration portugaise, culturellement très different de l'indonésie 2

3 - La révolution des oeillets a ouvert les portes a l'auto-determination des ex-colonies portugaises et a la création des partis politiques à Timor.......... 4

4 - En septembre 1974, l'Indonésie obtient le soutien australien pour absorber Timor et, à partir de là, commence a destabiliser le territoire en vue de l'annexation 6

5 - En 1974/75, le Portugal commence la décolonisation de Timor ... mais l'Indonésie l'empêche de la mener à bon terme 9

6 - Alors qu'au Portugal on vit une période de grande instabilité politique et l'Indonésie garde en otages des militaires portugais, a Timor, une courte guerre civile prend fin au bout d'un mois, le Fretilin prenant alors le controle du territoire 12

7 - Le 7 decembre 1975, l'Indonésie envahit Timor-Oriental et, tout de suite après l'ONU condamne cette invasion et exhorte au retrait des forces occupantes 16

8 - La communauté internationale refuse d'accepter la farse que l'Indonésie a appelée "Auto-determination" 19

9 - En quinze ans d'occupation indonésienne, le peuple de Timor souffre un authenthique génocide 23

10- Malgré d'énormes souffrances et difficultés, la résistance de Timor se maintient ferme et tenace 32

11- Bien que sans appui de la part des grandes puissances et même de ses principaux alliés, le Portugal continue à défendre le droit a l'autodétermination du peuple de Timor-Oriental 45

DEUXIEME PARTIE

DEUXIEME SEMINAIRE DE TIMOR DE L'UNIVERSITE DE PORTO

"TIMOR-ORIENTAL, TERRE D'ESPOIR"

I - TIMOR-ORIENTAL, LA COMMUNICATION SOCIALE ET LE CONTEXTE INTERNATIONAL

I.1 - Pour arriver à ce que le monde ignore leurs crimes, les forces indonésiennes n'hésitent pas à assassiner six journalistes étrangers 49

I.2 - Communication du journaliste António José de Silva de la RTP (Radio-Télévision Portugaise) 51

I.3 - Communication du journaliste José Carlos Vieira de l'Agence de Presse Lusa 52

I.4 - Communication du journaliste Manuel Acácio de la TSF - Rádio Jornal 54

II - TIMOR - ORIENTAL, INDONESIE, AUSTRALIE ET LE TABLEAU GEOPOLITIQUE MONDIAL : HYPOTHESES D'EVOLUTION

II.1 - Il est possible qu'il y ait, en Indonésie, des manifestations comme celles qui ont fait tomber les régimes autoritaires installés aux Filipines, en 1986, et en Corée du Sud, en 1988 57

  II.1.1 - La récente évolution en Asie, Europe de l'Est et dans le Monde, est une affirmation de la primauté des droits de l'Homme et des droits des Peuples 57

  II.1.2 - La crise de la "sucession" met en cause la survie du régime Indonésien 63

II.2 - Une visite récente à Timor-Oriental 65

  II.2.1 - Note biographique sur l'Evêque D. Paul Moore, Jr. 65

  II.2.2 - Témoignage du Rév. D. Paul Moore, Jr., Evêque Résignataire de New York 65

II.3 - Le traité de coopération entre l'Indonésie et l'Australie pour l'exploitation du pétrole de la mer de Timor 69
Sasha Stepan, Monash University d'Austrlie

II.4 - Timor-Oriental: scénarios pour les années quatre-vingt-dix 73
John G. Taylor, écrivain et professeur de la South Bank Polytechnique de Londres

II.5 - Indonésie: perspectives de changement 76
Liem Soei Liong, réfugié politique indonésien

II.6 - Conjoncture de Timor 79
Prof. Adriano Moreira, Professeur et Député du Centre Démocratique et Social

II.7 - Timor et le Droit International 81
Ingénieur Rui Silva, Député du Parti Rénovateur Démocratique

II.8 - Timor, question nationale, question internationale 82
Raúl Castro, Avocat et Député de l'Intervention Démocratique

II.9 - L'appui du Parlement Européen à la lutte des droits de l'Homme et du droit à l'autodétermination et à l'indépendence du peuple du Timor-oriental 83
José Barros Moura, Député au Parlement Européen, du Parti Communiste Portugais

II.10 - Timor-oriental, de l'utopie à la réalité 84
Francisco Xavier de Meneses, ex-Administrateur des Communes de Viqueque, Baucau et Ermera et ex-Maire de Dili, à Timor

II.11 - L'Indonésie parie sur la nouvelle génération 85
Licinia Ramos Horta, timoraise

II.12 - Contribut à une approche politique du problème du Timor-Oriental 87
Commission pour les Droits du Peuple Maubére

III - ASPECTS ANTHROPOLOGIQUES ET CULTURELS ET FORMES D'ORGANISATION SOCIALE ET POLITIQUE DE LA NATION DE TIMOR

III.1 - Le natif de Timor, prédateur ou écologiste? 89
Francisco Xavier de Meneses

III.2 - Les BÚNAK (Timor Oriental): Organisation sociale et politique 90
Père Apolinário Guterres, timorais, et João Santos, Anthropologue

III 3 - Culture et structure sociale 91
Luis Costa, Ex-Prête et timorais

III.4 - Le Timor Oriental de demain 93
Fátima Guterres, timoraise

IV - LES EGLISES ET LE TIMOR-ORIENTAL

IV.1 - L'Eglise face à Timor-Oriental 95
"La paix est Possible à Timor Oriental" - Ana Nunes

IV.2 - L'Eglise et Timor Oriental 97
"Paix et Justice pour Timor Oriental" - Père José Baptista

IV.3 - Responsabilité de l'Eglise et des Chrétiens dans la paix et l'autodétermination de Timor 99
Père Bernardino Queirós Alves

IV.4 - La visite du Pape Jean Paull II à Timor Oriental 100
Ana Margarida Sales Luis, étudiante timoraise

IV.5 - Déclaration sur Timor Oriental 101
Synthése d'un document de la Commission Permanente de l'Église Lusitaine

V - **STRATEGIES POUR OBTENIR LA PAIX ET L'AUTODETERMINATION**

V.1 - Le cas du Sahara Occidental: un modèle pour Timor Oriental? 103
Pedro Pinto Leite, spécialisé en Droit International de l'Université de Leiden (Holande)

V.2 - Le Timor Oriental: - Autodétermination et Indépendence 104
Maître Manuel Tilman, timorais

V.3 - Un Plan Global de Paix est nécessaire 106
Raul de Brito, Député du Parti Socialiste

V.4 - Stratégies pour la Paix 107
Teresa Cunha, Présidente Nationale du Mouvement Chrétien pour la Paix

V.5 - Stratégie pour obtenir la Paix 108
António Assunção Rosa, timorais

V.6 - Guerre de résistance: le pilier principal pour obtenir l'autodétermination et l'indépendence 109
José Guterres, timorais, ex-combattant des Falintil

V.7 - Stratégies pour obtenir la Paix et l'Autodétermination 111
Luis Costa, timorais

V.8 - La préservation de l'identité de Timor: quelques propositions structurelles .. 112
Brigadier Mário Lemos Pires, ex-gouverneur du Timor Portugais

V.9 - Timor Oriental, projeter les voies du futur 113
José Ramos Horta, timorais

VI - **SCEANCE DE CLOTURE: TIMOR ORIENTAL, TERRE D'ESPOIR**

VI.1 - Intervention de Monsieur le Général Ramalho Eanes, ex-President de la République (de 1976 à 1981 et de 1981 à 1986) et Conseiller d'État 117

VI.2 - Intervention de Monsieur Paulo Pires , timorais et Président de la Commission Politique de l'UDT (Union Democratique de Timor) 120

VI.3 - Intervention de Monsieur Abílio Araújo , timorais et membre du Comité Central et Chef de la Delegation du Fretilin en Service à l'Extérieur (DFSE) 122

VI.4 - Intervention de Monsieur le Député du PSD (Parti Social Démocratique António Sousa Lara, Président de la Commission Eventuelle de l'Assemblée de la Républic pour l'Accompagnement de la Situation de Timor 123

VI.5 - Intervention de Monsieur le Professeur Alberto Amaral., Recteur de l'Université de Porto 125

PREMIERE PARTIE

INTRODUCTION HISTORIQUE

TIMOR - ORIENTAL : OCCUPATION ET GENOCIDE A L'HEURE DE LA DECOLONISATION

1 - Timor Oriental: LEGEREMENT PLUS GRAND QUE LE KOWEIT, ET EGALEMENT TRES RICHE EN PETROLE.

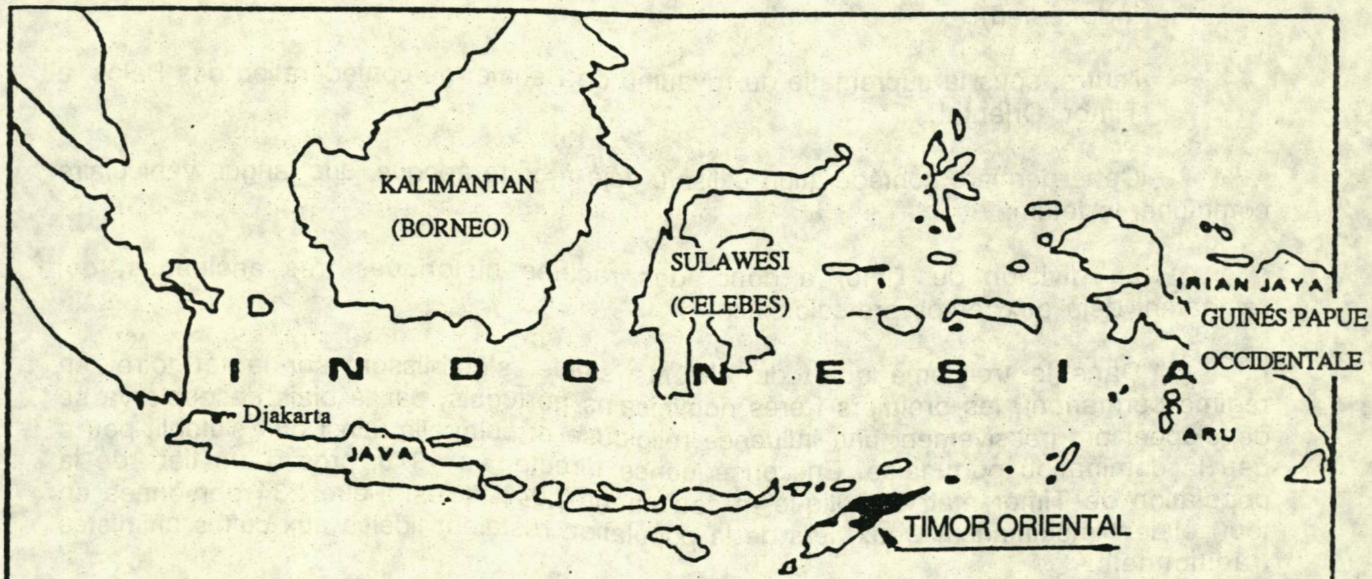
Timor se situe à l'extrême - orient de l'Archipel de Sonda, à près de 600 Km de Darwin (aéroport australien le plus proche) et approximativement à 2200 Km de Djakarta (capitale indonésienne, dans l'île de Java).

Le territoire de Timor Oriental comprend non seulement la moitié orientale de l'île, mais aussi l'enclave de Oe-Cusse, l'île de Ataúro et l'ilôt de Jaco, pour un total de près de 19 000 Km2 (surface légèrement supérieure à celle du Koweït, qui est de 17 818 Km2).

Dans la mer de Timor, entre Timor Oriental et l'Australie, il existe des gisements de pétrole considérés parmi les vingt plus importants du monde.

La polulation du territoire était, début 1975, de près de 700 000 habitants (approximativement la moitié de celle du Koweït).

Le territoire de Timor occidental, appartenant à l'Indonésie, a une surface de près de 11 000 Km2.


KALIMANTAN
(BORNEO)
SULAWESI
(CELEBES)
IRIAN JAYA
GUINÉS PAPUE
OCCIDENTALE
INDONESIA
Djakarta
JAVA
ARU
TIMOR ORIENTAL
Darwin
AUSTRALIE

2 - TERRITOIRE NON-AUTONOME SOUS L'ADMINISTRATION PORTUGAISE, CULTURELLEMENT TRES DIFFERENT DE L'INDONESIE

A l'époque pré-coloniale, les empires javanais , dont l'apogée se situe entre le Xème et le XVème siècle, n'ont exercé aucune influence culturelle sur Timor.

Les principaux courants religieux qui ont marqué la majeure partie de la population indonésienne , non seulement de Java mais aussi des autres îles, n'ont pas non plus atteint cette île. Au cours des premiers siècles de l'ère chrétienne, les autres îles reçevaient l'influence hindoue , avec sa religion polythéïste, qui accompagnait les vagues successives de migrants provenants de l'Inde. Quelques siècles plus tard, et avec une prédominance au VIIIème siècle, ce fut au tour du boudhisme d'imprimer sa marque. A cette époque, l'on érigea à Borobudur, dans l'île de Java, le plus grand temple boudhiste du monde. Finalement, et surtout au XVème siècle et suivants, c'est au tour de l'islamisme de pénétrer et de s'affirmer. Aujourd'hui, l'Indonésie est la nation de prédominance islamique la plus peuplée du monde, avec environ 88% de ses presque 180 millions d'habitants à s'affirmer, officiellement, musulmans.

En contraste avec cette situation et tableau d'influences culturelles, quand les missionnaires et marchands portugais arrivèrent à Timor, au début du XVI^{ème} siècle (probablement en 1515), la population restait animiste et ne connaissait pas l'écriture. Ni le hindouisme, ni le boudhisme ni même l'islamisme ne s'étaient implantés parmi les peuples de Timor, qui sont restés en marge des influences culturelles dominantes en Indonésie, malgré l'échange commercial existant alors avec la Chine, Malaca et autres régions appartenant de nos jours à l'Indonésie.

A cette époque, c'est-à-dire, au XVIème siècle, l'île se trouvait déjà divisée en deux confédérations de royaumes:

- l'un, sous l'hégémonie du royaume de Sombay, ou confédération du Servian, à l'occident (correspondant, grosso modo, à ce qui est devenu le Timor Indonésien);
- l'autre, sous la suprématie du royaume de Behale, ou confédération des Belos, à Timor Oriental.

Cette dernière confédération utilisait, déjà à cette époque, une langue véhiculaire commune, le tétum.

La division de Timor a donc, des racines historiques très anciennes, qui remontent déjà aux temps pré-coloniaux.

Dans le troisième quart du XVIème siècle, s'établissent sur le territoire, en régime permanent, les premiers frères dominicains portugais, par le biais desquels va se développer progressivement une influence religieuse et culturelle, ainsi que s'établit peu à peu la domination portugaise. En conséquence directe, en 1970, près d' un tiers de la population de Timor était catholique et seulement 0,04% (c'est-à-dire 234 personnes en tout) étaient msulmanes! Deux tiers de la population restaient fidèles aux cultes animistes traditionnels.

En 1651, les Hollandais reconquièrent Kupang (à l'extrême-ouest de l'île) des mains des Portugais et commencent à pénétrer dans la moitié occidentale de Timor. La division coloniale de l'île est , de ce fait, également très ancienne.

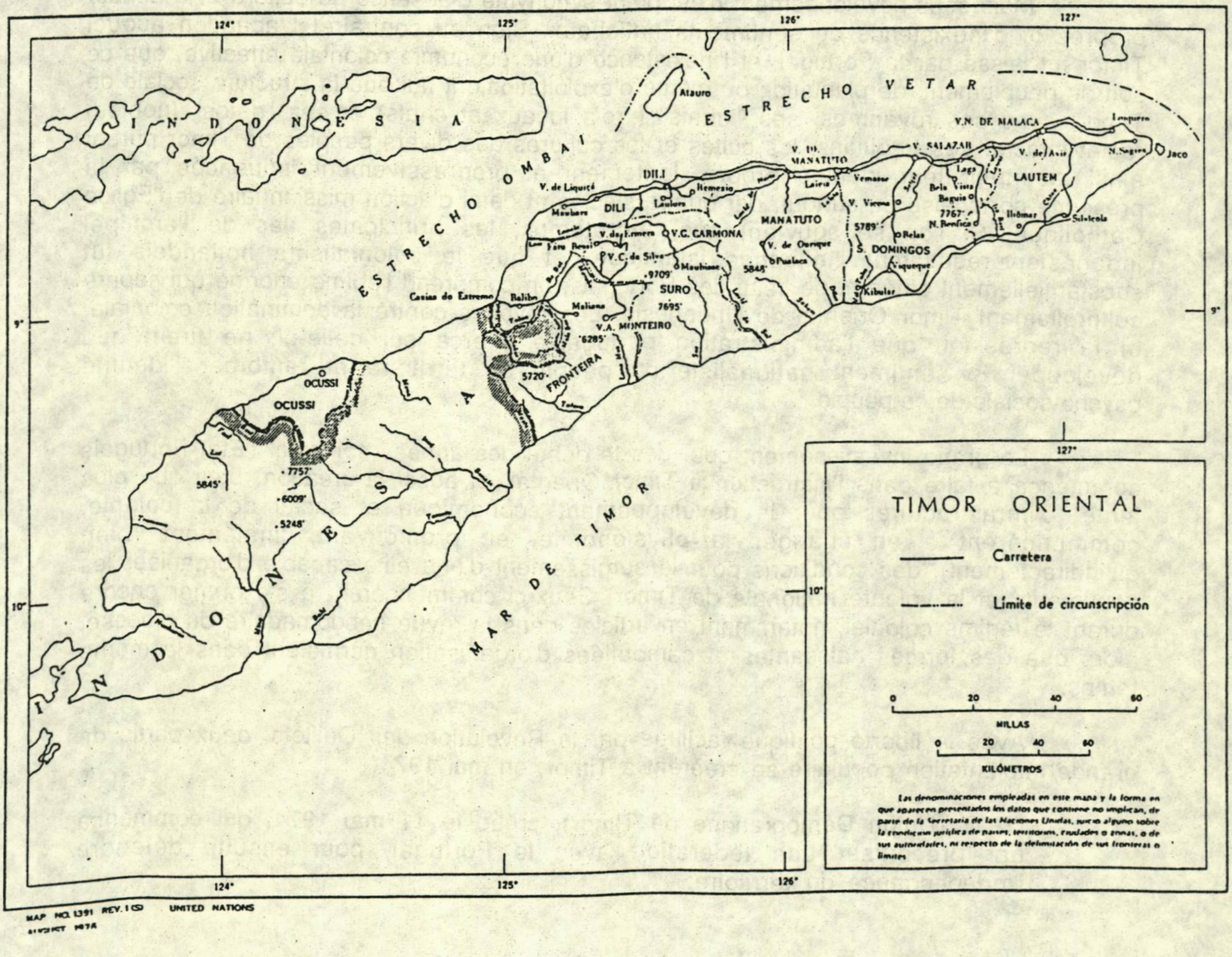
En 1859, un traité signé entre le Portugal et les Pays-bas fixe la frontière entre le Timor portugais (Timor Oriental) et le Timor hollandais (Timor occidental).

En 1945, les anciennes Indes Orientales Hollandaises deviennent la République d'Indonésie, à laquelle appartient le Timor occidental.

Entre 1945 et juin 1974, le Gouvernement Indonésien, en obédience au droit international, affirme, à l'ONU et en-dehors, n'avoir aucune revendication territoriale sur le Timor Oriental.

En 1960, Timor Oriental fut considéré par l'ONU comme territoire non-autonome sous l'administration portugaise, à l'abri de la résolution 1514 (XV) du 14 décembre 1960.

A partir de 1962 et jusqu'en 1973, l'Assemblée Générale des Nations Unies a approuvé successivement plusieurs résolutions reconnaissant le droit à l'autodétermination de Timor Oriental (ainsi que du reste des colonies portugaises d'alors).


INDONESIA
ESTRECHO OMBAI
ESTRECHO VETAR
MAR DE TIMOR
Atauro
V.N. DE MALACA
V. SALAZAR
V. DE MANATUTO
DILI
V. de Liquiçá
Maubara
Hemesio
Laulara
Laleia
Vemasse
V. Viqueque
Lagá
Bela Vista
Baguia
7767'
N. Benfica
LAUTEM
V. de Avis
N. Sagres
Jaco
Ilhomar
Soleicola
MANATUTO
5789'
Relas
V. de Ourique
Fuiloro
S. DOMINGOS
Viqueque
Kibular
V.C. de Silva
V.G. CARMONA
V. de Ermera
Fatu Bessi
Mauhisse
9709'
5845'
SURO
7695'
Maliana
V.A. MONTEIRO
6285'
5720'
FRONTEIRA
Balibo
Cassa do Extremo
OCUSSI
7757'
6009'
5248'
5845'
124°
125°
126°
127°
9°
10°
TIMOR ORIENTAL
Carretera
Límite de circunscripción
0 20 40 60
MILLAS
0 20 40 60
KILÓMETROS
Las denominaciones empleadas en este mapa y la forma en que aparecen presentados los datos que contiene no implican, de parte de la Secretaría de las Naciones Unidas, juicio alguno sobre la condición jurídica de países, territorios, ciudades o zonas, o de sus autoridades, ni respecto de la delimitación de sus fronteras o límites
MAP NO. 1391 REV. 1 (S) UNITED NATIONS

3 - LA REVOLUTION DES OEILLETS A OUVERT LES PORTES A L'AUTODETERMINATION DES EX-COLONIES PORTUGAISES ET A LA CREATION DE PARTIS POLITIQUES A TIMOR

La révolution du 25 avril 1974, qui causa la chute du régime non démocratique de Salazar et Caetano, ouvrit les portes, simultanément à la démocratie au Portugal, et à l'autodétermination et l'indépendance pour ses anciennes colonies.

Pendant que les colonies portugaises en Afrique connaissaient des mouvements en vue de la libération et, que dans les trois plus grandes (Angola, Mozambique et Guinée-Bissao) se combatait une guerre usante, due à l'intransigeance du Gouvernement salazariste de Lisbonne - qui resta toujours fermé aux vents de l'histoire - à Timor Oriental, le sentiment nationaliste se développait dans l'ombre, encore à la recherche de forme d'expression politique.

L'état embryonnaire du système éducatif, jusqu'à la fin des années cinquante, et le sous-développement social et économique du territoire, rendirent difficile la constitution d'une élite capable de canaliser les sentiments nationalistes, retardant ainsi son organisation.

Mais sous-développement n'est point synonyme d'absence de culture et d'identité propres ni d'inexistence de sentiments nationaux. Bien au contraire! L'abandon auquel Timor fut laissé par le Portugal, et l'inexistence d'une économie coloniale effective, que ce soit de peuplement, de plantation ou même d'exploitation,ont fait que la structure sociale de Timor, avec ses royaumes, ses "luirais" (rois locaux et chefs) et ses "datos" (nobles) restât intacte. Les traditions, les cultes et les cultures des divers peuples de Timor purent ainsi maintenir leur identité propre, lentement et progressivement influencée par la présence portugaise et, surtout, par quatre siècles et demi d'action missionnaire de l'Eglise Catholique. Si l'on se souvient que, entretemps, les principales îles de l'archipel indonésien recevaient l'influence islamique, et que le colonialisme hollandais fut substantiellement différent de celui des Portugais, on comprend l'abîme énorme qui sépare culturellement Timor Oriental de l'Indonésie. Les révoltes contre la domination coloniale, et la répression que l'administration portugaise exerça sur celle-ci, ne firent que développer le sentiment nationaliste du peuple du territoire et renforcer l'identité psycho-sociale de ce peuple.

Le grand investissement que, dès le début des années soixante, l'Etat Portugais commença à faire dans l'instruction à Timor Oriental, et aussi la création, bien que plus lente, d'infrastructures pour le développement économique et social de la colonie, commencèrent à en changer la physionomie, en promouvant, finalement (bien qu'indirectement), des conditions pour le surgissement d'une élite capable d'organiser les sentiments et la volonté nationale de Timor. Ceux-ci commencèrent à s'exprimer encore durant le régime colonial, notamment en articles dans la revue hebdomadaire du diocèse, alors que des formes naissantes et camouflées d'organisation germaient dans le même temps.

Avec la liberté politique facilitée par la Révolution des Oeillets, deux partis de grande implantation populaire se créèrent à Timor, en mai 1974:

- l'UDT (Union Démocratique de Timor), créée le 11 mai 1974, qui commença par préconiser une fédération avec le Portugal, pour ensuite défendre l'indépendance du territoire;

- l'ASDT (Association Sociale Démocratique de Timor), créée le 20 mai et qui, quelques mois plus tard, donna naissance au FRETILIN (Front Révolutionnaire de Timor Oriental Indépendant), qui lutta toujours pour l'indépendance de Timor Oriental.

Sous l'impulsion des autorités indonésiennes, fut également créée, le 27 mai 1974, l'APODETI (Association Populaire Démocratique de Timor) qui défendait l'intégration du territoire à l'Indonésie, avec un statut d'autonomie spécial. Ce parti n'a jamais obtenu un soutien supérieur à environ 2 à 3 % de la population.

En 1975, d'autres petits partis se créèrent, avec très peu d'acceptation d'ailleurs, notamment le KOTA et le Parti Travailliste.

4 - EN SEPTEMBRE 1974, L'INDONESIE OBTIENT LE SOUTIEN AUSTRALIEN POUR ABSORBER TIMOR ET, A PARTIR DE LA, COMMENCE A DESTABILISER LE TERRITOIRE EN VUE DE L'ANNEXATION

Le 17 juin 1974,le Ministre des Affaires Etrangères indonésien, Adam Malik, affirmait publiquement que Timor Oriental avait droit à l'indépendance et que le Gouvernement indonésien non seulement n'avait aucune intention d'expansion au-delà des territoires stipulés dans sa Constitution, mais encore était même disposé à maintenir les relations les meilleures avec un Timor indépendant. Malgré les affirmations du Ministre, le 12 du même mois, le parlementaire indonésien John Naro défendait déjà l'intégration et, en juillet de la même année, les Généraux Ali Murtopo et Benny Murdani avaient établi un plan pour l'incorporation de Timor à l'Indonésie. A leur avis, celle-ci devait se faire le plus rapidement possible, et, si nécessaire, de par la force (1). Le 28 août 1974, le journal indonésien Berita Yudha, de son côté, affirmait que le droit à l'autodétermination ne pouvait se dégager de la stratégie générale au niveau mondial...

L'idée d'intégrer Timor Oriental à l'Indonésie n'était pas nouvelle. Fin 1972 et en 1973, le groupe d' Opérations Spéciales des Services Secrets Indonésiens (Bakin/OPSUS), préoccupé par l'avancée des communistes et le retrait américain du Vietnam, se montrait fortement opposé à toute éventuelle indépendance de Timor. Et le 14 février 1974, la Commission de Censure, existante alors au Portugal, interdisait la transcription d'un article d'un journaliste français qui avait séjourné à Timor car *"il disait du mal de nous et que les Indonésiens n'avaient pas abandonné l'idée d'occuper Timor"* (13 / p. 106).

Le 6 septembre 1974, le Général Suharto, qui hésitait à accepter les propositions annexionnistes de certains de ses généraux et conseillers, par peur des réactions internationales, se réunit à Wonosobo, dans l'île de Java, avec le Premier Ministre Australien Gough Whitlam, qui lui assura le soutien de l'Australie à la politique indonésienne d'intégration de Timor. Quelques jours plus tard, la presse indonésienne, australienne, portugaise et internationale faisaient mention de *"l'appui australien à l'intégration à l'Indonésie"* affirmant que *"le Gouvernement australien considère que cette solution pour l'île de Timor assurerait une plus grande stabilité dans la région"*. Bien que le discours officiel ajoutât que *"le soutien de l'Australie à l'incorporation de la colonie portugaise de Timor à l'Indonésie"* dépendrait de ce que *"ses habitants l'approuveraient en un vote reconnu par la communauté internationale"*(2), plus tard l'Australie ignorerait cette préoccupation et finirait par reconnaître l'annexation sans que le peuple de Timor ait effectué de vote en ce sens, reconnu par la communauté internationale...Les intérêts stratégiques et les préoccupations avec la stabilité régionale, d'un côté, la panique causée par l'avancée des communistes au Vietnam (la chute de Saïgon eut lieu le 30 avril 1975), le désir de bonnes relations avec l'Indonésie... et l'intérêt pris au pétrole de la mer de Timor, de l'autre, auront donc dicté l'attitude du Gouvernement Australien, *"en accord total avec le Président Suharto en ce qui concerne ce problème"*.

L'accord du Gouvernement Australien et le soutien des Etats-Unis d'Amérique auront été fondamentaux dans la décision du Président Suharto d'avancer dans le sens de l'annexation.

On savait déjà, alors, que la mer entre Timor Oriental et l'Australie était très riche en pétrole. En 1971/72, l'Indonésie et l'Australie avaient signé un accord qui définissait la frontière maritime entre les deux états et qui, bien évidemment, faisait exclusion d'un segment entre le "Timor Portugais" et l'Australie. En 1974/75 des conversations entre l'Australie et le Portugal étaient en cours pour fixer la frontière de cette zone si riche. Mais l'Australie n'arrivait pas à obtenir autant qu'elle le voulait! Et, de ce fait, son ambassadeur à Djakarta rappelait à son Gouvernement dans un télégramme daté du 17/8/75:

> (...) *"J'aimerais savoir si le Gouvernement (Australien) s'est déjà rendu compte de l'intérêt, pour le Ministère de Minéraux et de l'Energie, de la situation de Timor. Il me semble que ce département pourrait être intéressé à colmater la brèche ("gap") dans l'accord sur la frontière maritîme, et que cela serait plus facile de négocier avec l'Indonésie, en concluant le présent accord, qu'avec le Portugal ou avec un Timor Portugais Indépendant"*.(3)

L'appui du Gouvernement Australien au Président Suharto, exprimé lors du meeting du 6 au 8 septembre 1974, signifiait qu'à partir de là, la décision était prise: le Timor Oriental devrait s'intégrer à l'Indonésie, que ce soit ou non le désir de son peuple.

Curieusement, cette décision, et je dirais même sa divulgation en public, était antérieure à la transformation de l'ASDT (Association Sociale Démocratique de Timor) en Fretilin (Front Révolutionnaire de Timor Oriental Indépendant) - qui n'eut lieu que quelques jours après (le 11/9/1974). Elle précéda également le virage à gauche de la révolution portugaise (concrétisée par la chute du Président Spinola, le 28 septembre 1974 et par le mouvement du 11 mars 1975). Il est évident que le virage à gauche du Gouvernement de Lisbonne (en phase transitoire de l'implantation de la démocratie qui se vivait alors au Portugal) et que la radicalisation des mouvements politiques de Timor servit parfaitement à l'Indonésie pour justifier, aux yeux du monde, l'annexation de Timor. De même, l'évolution internationale, et notament celle en Indochine, finirait pour créer un climat international favorable à l'intervention indonésienne.

C'est ainsi qu'en 1975 se sont réunis multiples facteurs qui ont mené une partie importante de la communauté internationale à accepter - ou méme à appuyer - l'invasion et l'annexation de Timor-Oriental. Et le Gouvernement Indonésien a profité de ce contexte favorable pour réaliser ce qui était, déjà avant, une aspiration de quelques-uns de ces principaux dirigeants et commandants militaires.

En resumé, nous pouvons, donc, considérer quatre raisons principales pour l'invasion:

a) - Climat de panique des pays occidentaux et de l'ASEAN (Association des Pays du Sud-Est Asiatique) face à l'avancée communiste au Vietnam et à la déroute et au retrait conséquent des troupes américaines dont le symbole est la chute de Saïgon le 30 avril 1975;

b) - Raisons géostratégiques, en rapport avec l'importance géographique de l'Indonésie pour les USA, l'Australie et le Monde Occidental, en général;

c) - Intérêts économiques (notamment de la part de l'Australie) en rapport avec l'énorme richesse pétrolière de la Mer de Timor;

d) - Nécessités internes du régime militaire indonésien dont les "faucons" prétendaient consolider la fragile unité nationale de l'archipel (où se manifestaient des mouvements autonomistes dans les autres îles), par le biais d'une "leçon exemplaire" de fermeté, qui leur permettrait une invasion suivie d'un écrasement rapide de toute réaction du peuple de Timor.

Malheureusement, les Gouvernements successifs (et éphémères) du Portugal, pendant la période d'instabilité qui suivit la Révolution des Oeillets du 25 avril 1974, ne surent pas non plus s'opposer avec la fermeté qu'il aurait fallu, aux ambitions indonésiennes. Méconnaissant la réalité culturelle, économique et politique de Timor, ils défendaient tout juste le principe d'autodétermination, selon lequel le peuple du territoire devait choisir lui-même son propre destin, en n'opposant aucune objection à l'intégration à l'Indonésie, si cela était la volonté, librement exprimée du peuple de Timor Oriental.

Mais ils se reposèrent trop sur le fait que l'Indonésie respecterait ce principe, comme elle l'avait prêché maintes fois. L'erreur de jugement fut bien plus tragique que quiconque ne l'aurait supposé à l'époque!

Comptant sur le soutien australien exprimé, avec la connivence des pays occidentaux en général et des USA en particulier, avec la compréhension de l'URSS (puisque le Général Suharto avait écrasé en 1965/66 le PKI, Parti Communiste Indonésien, précisément pro-chinois...) et sans opposition suffisamment ferme de Lisbonne, l'Indonésie avança avec son plan annexionniste.

La première phase de ce plan consistait à déstabiliser le territoire. Et, à cet effet, le Général Suharto donna le feu vert en octobre 1974 à l' *"Operasi Komodo"*, dirigée par les généraux Ali Murtopo, Benny Murdani et Yoga Sugama et par le colonel Sugiyanto. Cette opération comprenait le recrutement d'agents de Timor, de la propagande diffusée par les Radios Kupang et Atambua, situées du côté indonésien de Timor, et de la divulgation internationale, par le biais de l'agence de presse Antara, de nouvelles et rapports faux et alarmistes sur la situation à Timor. Elle comprenait également l'incitation de dirigeants politiques de Timor par tout un genre de promesses et d'émoluments (plus tard transformés en pressions) et la radicalisation des partis locaux par des agents infiltrés.

Dans une seconde phase, et dès 1975, l' *"Operasi Komodo"* incluait la préparation militaire d'une invasion, quand il devint absolument clair que le rejet de l'idée d'intégration était pratiquement total parmi les Timorais. Il revint au Général Benny Murdani la responsabilité principale de préparer l'invasion militaire de Timor Oriental. Le 18 février 1975, un simulacre d'invasion, à Lampung, au sud de l'iile de Sumatra, permit d'entraîner des troupes et de répéter les opérations qui prendraient place à Timor Oriental, à la fin de cette même année. Selon les analystes australiens, l'exercice aurait été un complet fiasco, ce qui aurait contribué à l'ajournement de l'invasion de Timor.

5 - EN 1974/75, LE PORTUGAL COMMENCE LA DECOLONISATION DE TIMOR ... MAIS L'INDONESIE L'EMPECHE DE LA MENER A BON TERME

Le nouveau Gouverneur de Timor, le Lieutenant-Colonel Mário Lemos Pires, nommé par le Gouvernement Portugais le 14 novembre 1974, commença, dès son arrivée dans l'île, un travail systématique de décolonisation, en préparant le territoire à une autodétermination à moyen terme.

Sur le plan politique, il appuyait la proposition du Fretilin, très bien reçue par l'UDT, dans le sens de la création d'une coalition entre les deux principaux partis de Timor. Ceux-ci passèrent donc à coopérer à partir de janvier 1975 en vue de l'indépendance, prévue alors pour dans cinq ou dix ans.

Ceci et d'autres mesures tendant à créer un climat de sérénité et de modération dans le territoire furent très mal perçues par les autorités indonésiennes, qui les critiquaient durement. Les provocations des émetteurs indonésiens (Radio Kupang et Radio Atambua) montèrent de ton. Les rumeurs sur une invasion imminente de Timor devinrent constantes, et un poste de radio australien en vint même à annoncer, le 24 février 1975, que l'Indonésie préparait une attaque de forces aériennes et amphibies à Dili (la capitale) et à Baucau (la deuxième ville la plus importante de Timor Oriental) pour les semaines suivantes. Comme pour corroborer ces intentions, le consul indonésien à Dili, Monsieur Tomodok, renvoya sa famille dans son pays.

Simultanément, le New Standard, journal indonésien contrôlé par le Général Ali Murtopo, conseiller du Président Suharto à la Sécurité, considérait que Timor Oriental ne pouvait prétendre à l'indépendance pour se trouver dépourvu de ressources et parce qu'un Timor indépendant pourrait être ouvert à l'influence des grandes puissances communistes et affecter la sécurité de la région.

Au début du mois de mars 1975, le Commando Indonésien pour la Sécurité annonça que le Timor Indonésien était fermé aux journalistes, qu'ils soient indonésiens ou étrangers. Cette mesure coïncidait avec la réalisation de travaux d'amélioration des routes qui menaient à la frontière avec Timor Oriental et avec le début d'autres exercices préparatoires de l'invasion (4).

Pendant ce temps, le Portugal continuait à développer sa politique de décolonisation.

En mai 1975, un document préparé à Lisbonne est présenté aux trois principaux partis de Timor, pour obtenir leur opinion quant à un programme pour l'autodétermination du territoire.

Le 27 mai 1975, l'UDT romp unilatéralement la coalition qu'elle avait établie le 20 janvier avec le Fretilin.La décision est prise peu après le retour à Dili de deux hauts dirigeants de l'UDT, Francisco Lopes da Cruz (Président) et César Mouzinho (Vice-Président) qui étaient allés à Djakarta la semaine d'avant et étaient entrés en contact avec diverses personnalités liées au Gouvernement Indonésien.

A la fin du mois de juin de 1975, des conversations formelles ont eu lieu à Macao, entre les représentants du Gouvernement central et les partis politiques timorais. Cependant, le Fretilin a refusé de participer dans cette réunion au sommet en invoquant, parmi d'autres, le pretexte que l'un des partis était intégrationiste et appuyé par l'Indonésie.

Dans la réunion de Macao, s'est établi, malgré tout, un accord entre le Gouvernement Portugais, l'UDT et l'APODETI. En résultat de cet accord, a été promulguée le 11 Juillet 1975, à Lisbonne, la Loi nº 7/75, laquelle prévoyait l'élection, en octobre de cette même année, d'une Assemblé Populaire de Timor pour définir son futur statut politique. D'après cette loi, une période transitoire d'environ trois ans était admise.

La rupture de la coligation entre l'UDT et le FRETILIN, provoqué par le premier des deux partis, sous l'influence de l'Indonésie, aussi bien que l'intranségeance du Fretilin, le refus de celui-ci à participer dans la réunion de Macao et quelques incidents violents provoqués par des militants de ce dernier parti à l'intérieur de Timor-Oriental, et les provocations et incidents à la frontiére, crées par des agents indonésiens, tout cela ouvrait, petit à petit, le chemin à une efective destabilisation du territoire ...

Malgré ces difficultés et ces problèmes, les mesures tendant à la décolonisation se concrétisaient, notamment dans les domaines de l'administration locale et de l'enseignement.

En rapport avec ce-dernier, il s'agissait d'adapter les programmes, les curricula des cours et les méthodes d'enseignement aux réalités et aux nécessités de Timor. L'école de la Mission Salésienne de Fatucama fut une des sources d'inspiration. Le développement des enseignements agricole et d'artisanat et petits métiers, l'introduction de l'éducation et l'appui sanitaire aux écoles, l'inclusion aux programmes de l'Histoire et de la Géographie de Timor, ainsi que de ses légendes et traditions, étaient quelques-uns des vecteurs de la restructuration en cours. Les écoles furent équipées d'ateliers d'artisanat et de petits métiers , on trouva des terrains pour en faire des potagers et un cours de recyclage fut étudié pour débuter le 11 août 1975. Une semaine avant (le 4 août 1975), avait déjà débuté à l'Ecole Salésienne de Fatumaca (près de Baucau), un cours de recyclage et de préparation pédagogique de contremaîtres agricoles, en vue de la préparation de maîtres pour les classes d'agriculture que l'on allait créer dans les treize écoles du cycle préparatoire existantes à Timor Oriental.

La Réforme Administrative, également instaurée par le Gouvernement , visait au remplacement de l'administration coloniale par une autre, où la volonté des populations locales, exprimée par des élections libres, fût prise en compte.

Le processus fut déclenché suite à une demande au Gouverneur, formulée par les populations de la "pointe est" de l'île, en décembre 1974. Quelques mois d'étude auxquels participèrent des représentants des partis de Timor, donnèrent naissance à une nouvelle législation et à un processus électoral qui commenca à être appliqué dans le département de Lautem (pointe est). Des journalistes, quelques diplomates et autres observateurs internationaux indépendants jugèrent effectivement comme démocratique, la consultation électorale effectuée. Le niveau élevé de participation (femmes inclues) aux votes, et le civisme avec lequel ceux-ci se déroulèrent, leur fit bonne impression et les surprit même.

Le 10 août 1975, le Gouverneur Portugais mettait en place la première Comission Administrative Régionale du Département de Lautem. Dans les élections réalisées au niveau des villages, des "sucos" (groupes de villages) et, enfin, au niveau du siège du département (Lospalos), seul un membre de l'APODETI (le parti favorable à l'intégration à l'Indonésie) fut élu. L'UDT et le Fretilin se montraient quasiment équilibrés en terme de nombre de délégués élus.

Cette élection régionale ne fut pas du goût du Gouvernement Indonésien, qui ne se montra point disposé à accepter que les élections s'étendissent aux douze autres départements, comme cela était prévu. Les généraux indonésiens savaient que les votes, étant libres et démocratiques, iraient mettre en évidence le très faible soutien populaire à la thèse de l'intégration. Et, pour cela, décidèrent de freiner le processus à tout prix.

Quelques semaines auparavant, en juin 1975, le Président de l'Indonésie lui-même avait affirmé en public, que Timor Oriental ne pouvait devenir indépendant pour manque de viabilité économique. Le Général Suharto considérait, en outre, que la continuation des liens avec le Portugal avait peu de sens, d'où il résultait que le sort de Timor Oriental résidait dans l'intégration à l'Indonésie. Curieusement, ces déclarations du Président Indonésien furent faites tout juste après sa digression à travers les Etats-Unis d'Amérique, le Canada, le Japon, l'Iran et la Yougoslavie...

Afin de confirmer la position du pays voisin, certains dirigeants de l'UDT partent pour Djakarta , le 25 juillet, et ont une importante réunion avec le Général Ali Murtopo et ses collaborateurs,le 2 août 1975. De retour à Dili le 6 du même mois, devant un paquet de mensonges bien fabriqués, ils arrivent à convaincre le reste des dirigeants de l'UDT à faire, quatre jours plus tard, un coup de force contre l'administration portugaise. Ayant pris, par la force, l'aéroport, le poste émetteur et quelques autres positions-clé, l'UDT exigeait, d'un côté, la mise en prison des dirigeants du Fretilin et, de l'autre, le passage immédiat du pouvoir aux mains de l'Union Démocratique de Timor.

Avec le coup d'Etat de la nuit du 10 au 11 août, l'Indonésie atteignait finalement le premier objectif de l' *"Operasi Komodo"* : déstabiliser la situation à Timor Oriental.

La restructuration de l'enseignement, la réforme administrative et autres mesures effectives de décolonisation progressive furent interrompues. L'intérêt et l'enthousiasme suscités parmi les professeurs et la population en général, rendraient rapidement impossible toute manœuvre de division et de déstabilisation. Probablement un mois plus tard, l'Indonésie n'aurait plus pu provoquer la guerre civile sur le territoire. Malheureusement pour le peuple de Timor, certains de ses leaders croyaient obtenir l'indépendance s'ils obéissaient aux instructions des gouvernants indonésiens. Quand ils se rendirent compte du leurre dans lequel ils étaient tombés, et du désastre qu'inconsciemment, ils avaient protagonisé, il était trop tard!

6 - ALORS QU'AU PORTUGAL, ON VIT UNE PERIODE DE GRANDE INSTABILITE POLITIQUE ET QUE L'INDONESIE GARDE EN OTAGES DES MILITAIRES PORTUGAIS, A TIMOR, UNE COURTE GUERRE CIVILE PREND FIN AU BOUT D'UN MOIS, LE FRETILIN PRENANT ALORS LE CONTROLE DU TERRITOIRE

L'été 1975 fut de grande instabilité politique au Portugal. Le régime démocratique n'étant pas encore consolidé, le Pays courut même le risque de tomber dans une guerre civile.

En outre, dans les ex-colonies d'Afrique,et notamment en Angola, la situation était très difficile et complexe. Faire une décolonisation aussi tardive, quand la guerre contre la domination coloniale durait depuis déjà 14 ans, et quand les pays étrangers appuyaient divers mouvements indépendentistes armés, en fonction de leurs propres intérêts, n'était pas chose facile!

C'est pour cela que la marge opérationnelle, interne et internationale, des gouvernements successifs en place à Lisbonne, était, en cette année de 1975, très réduite, et leurs préoccupations se tournaient plus vers la situation interne portugaise et vers l'Angola (dont l'indépendance fut officiellement déclarée le 11 novembre 1975), que vers le territoire lointain de Timor.

Disposant tout juste de soixante hommes (deux pelotons de parachutistes) comme unique force opérationnelle non constituée de Timorais, et donc, neutre dans le conflit, il était impossible au Gouvernement du Timor Portugais, de contrôler militairement tout le territoire.

Le contexte politique mondial, la situation difficile qui se vivait au Portugal en cet "été chaud" de 1975, et l'énorme distance (16 000 Km) qui le séparait de Timor, rendaient impossible l'envoi de renforts.

Dans de telles circonstances, il ne restait plus à la Puissance Administrative qu'à tenter de négocier une solution, en faisant appel aux Nations-Unies.

Dans cet objectif, trois jours après le coup d'état de l'UDT, le Gouvernement de Lisbonne envoie à Timor une mission officielle commandée par le Major António Soares. A son passage à Djakarta, la Mission est empêchée de poursuivre le voyage par les autorités indonésiennes et obligée de retourner au Portugal.

Sur le terrain, le Gouverneur Lemos Pires, tente le dialogue avec les dirigeants des divers partis de Timor. Quand l'accord semble possible et que les dirigeants de l'UDT et du Fretilin vont à la radio faire des appels à la Paix, du côté indonésien, la Radio Atambua incite à la violence, et le dialogue est coupé.

Devant l'impuissance de l'Administration Portugaise et avec l'objectif de mettre fin aux emprisonnements et morts provoquées par les forces de l'UDT, dans la nuit du 19 au 20 août 1975, des militaires de Timor affectés au Fretilin se soulèvent et assument le contrôle de la majeure partie des unités militaires. Les fonctionnaires portugais, faits prisonniers pendant quelques heures, sont libérés sur le matin et remis au Mess des Officiers. C'est donc en ce jour du 20 août que commence la guerre civile entre le Fretilin et l'UDT.

Les tentatives pour trouver une solution négociable, cependant, continuent. Le 22 août, une seconde mission , dirigée, cette fois-ci, par le Ministre de la Coordination Inter-territoriale, se rend à New-York pour conférer avec le Secrétaire-Général de l'ONU, et suit après pour l'Indonésie et l'Australie. On émet l'hypothèse de créer un comité de Bons Offices et une Force de Paix multinationale. Celle-ci devrait inclure des forces portugaises, australiennes, indonésiennes et de Malaisie. Le Ministre des Affaires Etrangères Indonésien n'accepte pas cela, et propose en échange l'envoi immédiat d'une force exclusivement indonésienne. Le Portugal rejette cette tentative de l'Indonésie pour obtenir la couverture de la Puissance Administrative en vue de l'occupation militaire du territoire.

Pendant ce temps, et selon les instructions de dirigeants indonésiens, les forces de l'UDT emprisonnent vingt-trois militaires portugais qu'ils remettent en otages aux autorités indonésiennes.

Quinze jours après le coup d'Etat de l'UDT, et pendant que le feu croisé atteignait la zone du port de Dili, où se concentraient les rares forces portugaises métropolitaines, un message radio informait que l'Indonésie envoyait à Dili un bâteau pour aller chercher et "mettre en sécurité" le Gouverneur Portugais et son "staff". Il s'agissait du destroyer "Mon Icidi"!

Afin de ne pas être pris en otage par aucune des forces belligérantes et de réunir des conditions de sécurité permettant la réalisation de conversations entre une Mission Ministérielle arrivée entretemps de Lisbonne et les divers partis de Timor, le Gouverneur Lemos Pires se retira avec son équipe, le 26 août 1975, dans l'île de Ataúro, également partie intégrante du Timor Portugais et située à près de trente kilomètres en face de la baie de Dili. Il échappait ainsi au piège monté par les indonésiens qui, en offrant leur protection, désiraient que ce soit le Gouverneur Portugais en personne à solliciter l'intervention militaire du pays voisin. Mais cette tentative ainsi que toutes les autres dans le même sens, faites par les dirigeants indonésiens aux hauts fonctionnaires portugais, furent toujours et systématiquement refusées.

Avec le coup d'Etat du 11 août contre l'administration portugaise et l'approche aux thèses indonésiennes de la part de certains dirigeants de l'UDT, ce parti perdit rapidement une grande partie de l'appui populaire dont il jouissait. En contrepartie, le Fretilin, devenu le seul mouvement véritablement indépendantiste, eut alors un soutien beaucoup plus grand. Dans ces conditions, la supériorité en nombre et militaire du Fretilin devient si importante que l'UDT n'a pas d'autre choix sinon reculer jusqu'à la frontière du Timor Portugais avec l'Indonésie, où elle finit par demander protection. Un peu plus d'un mois après le début de la guerre civile, celle-ci se termine le 24 septembre 1975, avec les forces de l'UDT, accompagnées de près de deux mille cinq cent réfugiés, qui traversent la frontière. Mais auparavant, les dirigeants de l'UDT sont obligés de signer un document où ils demandent l'intégration de Timor à l'Indonésie.

Quelques dirigeants de l'UDT qui se trouvaient en-dehors du territoire, en apprenant cela, répudièrent cette demande, en affirmant que ceux d'entre eux qui l'avaient signé ne l'avaient pas fait de leur libre consentement, mais en tant que prisonniers de l'Indonésie. C'était d'ailleurs ce qui leur était advenu ! Coincés entre les combattants du Fretilin et l'Indonésie, et avec leurs canaux de dialogue coupés, il ne leur était plus resté d'alternative sinon celle de signer une demande que, dans leur for intérieur, ils répudiaient complètement.

Plus tard , certains dirigeants de l'UDT concernés, dénoncèrent publiquement les manœuvres indonésiennes, et l'un des plus importants responsables de ce parti présenta même à la Comission de D écolonisation de l' ONU, son témoignage personnel sur les fausses promesses et menaces auquels lui et le reste des dirigeants politiques avaient été sujets par les indonésiens pour signer la demande d'intégration en question, de Timor Oriental à l'Indonésie.

Fin septembre, le Fretilin contrôlait la situation dans toute la moitié orientale de l'île de Timor. Avec insistance, celui-ci demande aux gouvernements des autres pays, et spécialement à ceux de la région, d'envoyer des observateurs pour se rendre compte de la situation vécue sur le territoire. Prétextant qu'un tel envoi pourrait être consid éré comme interférence étrange et remettre en cause le rôle du Portugal en tant que Puissance Administrative, ces demandes ne connurent pas de réponse. Seules quelques organisations humanitaires et des journalistes étrangers répondirent à l'appel. Ceux-ci constatent en effet le contrôle du terrain par le Fretilin, l'énorme soutien populaire dont il jouit et l'efficacité relative de l'administration transitoire dirigée par le Front.

La Croix-Rouge Internationale (CVI), invitée à opérer sur le territoire, développait une action très méritoire dans le domaine de la santé et de l'assistance depuis fin août. Disposant de liberté de circulation, elle visita toutes les zones de guerre civile, et le Chef de Mission, André Pasquier, conclua que le nombre de morts de cette guerre fraticide se situait aux alentours de mille cinq cent. La situation dans les prisons put également être contrôlée, puisque le Fretilin autorisa la visite de la CVI à tous les lieux de détention.

Entretemps, l'Administration Portugaise continuait, symboliquement, dans l'île de Ataúro.

Quant à l'UDT, ainsi que les ving-trois militaires métropolitains retenus comme otages, ils étaient aux mains de l'Indonésie.

L'APODETI avait si peu de militants que son rôle dans la guerre civile fut quasiment nul. En termes politiques, cependant, c'était plutôt un bon atout pour l'Indonésie.

Par maintes fois, le Fretilin et le Portugal tentent le dialogue pour résoudre le problème. Les autorités indonésiennes font savoir qu'ils jugeront inacceptable toute négociation ne faisant pas participer les partis dont les dirigeants se sont réfugiés sur leur territoire - et, en même temps, empêchent ceux-ci de participer à toute négociation...

Bien que dès août et sepembre, quelques forces indonésiennes aient pénétré en territoire de Timor Oriental, près de la frontière, c'est surtout en octobre 1975 que ces incursions deviennent importantes et violentes.

Ne pouvant obtenir la connivence de la puissance administrative pour couvrir l'occupation militaire, les Indonésiens essayent de convaincre l'opinion publique mondiale de ce que ce sont les réfugiés de Timor eux-mêmes qui reconquièrent le terrain perdu, avec le soutien de quelques volontaires indonésiens.

Pour maintenir cette fiction, ils n'hésitent pas à assassiner cinq journalistes de la télévision australienne, le 16 octobre, pour empêcher que leurs films sur les attaques indonésiennes à Timor Oriental ne viennent démasquer cette mystification.

Du 1er au 3 novembre, se réunissent à Rome, les Ministres des Affaires Etrangères du Portugal et de l'Indonésie. Tous les deux sont d'accord sur le fait que la décolonisation de Timor est de la responsabilité du Portugal, et que des négociations entre le Portugal et tous les partis de Timor doivent commencer. A son arrivée à Lisbonne, le Ministre des Affaires Etrangères du Portugal (le Major Melo Antunes) affirme que le Ministre Indonésien a garantit que son pays n'interviendrait pas militairement ni ne pressionnerait le peuple de Timor...

Juste après, le Portugal propose aux partis de Timor la réalisation de conversations entre le 15 et le 20 novembre. Tous sont d'accord mais l'UDT et l'Apodeti - contrôlées par l' Indonésie - ne sont pas d'accord sur la date ni sur le lieu , Darwin, qui avait été proposé entretemps. Encore une fois le dialogue est rendu non viable par les autorités indonésiennes!

Le 28 novembre 1975, le Fretilin, fatigué de tenter la voie du dialogue, déclare unilatéralement l'indépendance, qui n'est reconnue ni par le Portugal, ni par les Nations-Unies.

7 - LE 7 DECEMBRE 1975, L'INDONESIE ENVAHIT LE TIMOR - ORIENTAL ET, TOUT DE SUITE APRES, L'ONU CONDAMNE CETTE INVASION ET EXHORTE AU RETRAIT DES FORCES OCCUPANTES

A la fin du mois de novembre 1975, l'Indonésie se confrontait avec les résultats suivants de sa politique d'intégration :

a) - Elle n'avait pas réuni le minimum de soutien populaire nécessaire à l'intégration du Timor Portugais par libre choix de la population du territoire, malgré le fait que personne n'ait fait d'obstacles à la réalisation de propagande dans ce sens. Les différences culturelles étaient trop accentuées et provenaient de quatre siècles d'évolution en sens opposé!...

b) - Etant arrivé à stopper le processus de décolonisation, que la Puissance Administrative menait à bien en dialogue avec les partis de Timor et en accord avec le droit international, l'Indonésie ne pourra cependant pas obtenir du Portugal ni du Gouvernement local, la couverture à so occupation militaire du territoire, malgré de nombreuses tentatives dans ce sens.

c) - Etant arrivé à créer l'instabilité dans le Timor Portugais, par les procédés de corruption les plus malhonnêtes, provocation, pression et menace, cette même instabilité prenait fin aux derniers jours de septembre 1975. Le contrôle et l'administration du territoire par le Fretilin étaient effectifs, car celui-ci jouissait d'un grand soutien populaire. Timor Oriental, où continuait à flotter le drapeau portugais, était ouvert non seulement à la Croix-Rouge Internationale, mais aussi aux journalistes internationaux , diplomates, organisations chrétiennes d'aide, ou à quiconque désirant le visiter.

d) - Seul sur le plan international, l'Indonésie était arrivée à de bons résultats.

Ayant recours à une propagande bien orchestrée, dans laquelle elle investissait fortement, l'Indonésie arriva à créer une image internationale de violence et de terreur communiste qui, en cette année de la chute de Saïgon, trouvait une énorme réceptivité.

En assassinant les journalistes étrangers qui se trouvaient à Timor, le Gouvernement Indonésien s'assurait le non-démenti de cette propagande par la Communication Sociale.

Les intérêts de la plupart des états et des églises chrétiennes elles-mêmes nous menaient à contempler avec compréhension, sinon sympathie, l'intégration de Timor à l'Indonésie. Beaucoup supposaient que la stabilité régionale en bénéficierait.

Finalement, malgré le mouvement politico-militaire du 25 novembre qui commençait à clarifier la situation politique portugaise, il faudrait encore plusieurs mois pour qu'un état démocratique s'institutionnalise complètement au Portugal et plusieurs années seraient nécessaires pour que le pays retrouve sa stabilité et augmente sa capacité d'intervention diplomatique sur la scène internationale.

Les attaques, à la frontière, avaient permis à l'Indonésie d'avancer de quelques kilomètres, mais très peu. Le Fretilin, bien que très mal armé, sans aviation, sans marine ni artillerie lourde, résistait avec courage et ténacité à l'avance des forces du pays voisin et des réfugiés de Timor qu'il avait mobilisés et encadrés.

Devant ce tableau si maigre de résultats de l' *"Operasi Komodo"*, l'Indonésie décida de faire une invasion en force, avant que la réalité de la situation ne soit connue internationalement.

Le 7 décembre 1975, à 2 heures du matin, l'invasion commençait par une attaque en masse à Dili, de forces aériennes et navales (lancement de parachutistes, y compris) et avec le débarquement de nombreux bataillons.

L'opération dont le commando général appartenait au Général Benny Murdani, comprenait près de dix mille soldats, et ce fut l'action militaire indonésienne la plus importante depuis la fin de la guerre d'indépendance.

A environ trente kilomètres de là, dans l'île d' Ataúro, la maigre guarnison portugaise pouvait voir les bâteaux de guerre indonésiens bombarder les alentours de Dili, les avions larguer un très grand nombre de parachutistes et la fumée de la ville en feu. Peu après, elle se retirait sur Darwin, impuisssante devant de telles forces.

Il n'y eut aucune déclaration de guerre et, le jour suivant, contrairement aux accusations portugaises, le Ministre des Affaires Etrangères Indonésien affirmait publiquement que les attaquants étaient simplement des Timorais du MAC (Mouvement Anti-Comministe) et quelques volontaires indonésiens, et que son objectif était seulement d'assurer un climat de paix pour une décolonisation ordonnée... On se souvient que le MAC était constitué de l'UDT et de trois autres petits partis dont les dirigeants s'étaient réfugiés en Indonésie: l'Apodeti, le Kota et le Parti Travailliste.

La veille de l'invasion, le Président Gerald Ford des Etats-Unis d'Amérique et son Secrétaire d'Etat Henri Kissinger avaient quitté Djakarta, après une visite au cours de laquelle ils avaient assuré au Général Suharto que le fournissement en armes américaines ne serait pas affecté par l'action militaire, qui viendrait juste ensuite: En effet, l'année suivante, le fournissement en armes américaines envers l'Indonésie doublait...

Face aux puissants appuis qu'avait l'Indonésie, l'impuissance portugaise n'était pas seulement militaire mais aussi politique.

Le jour même de l'invasion, le Gouvernement Portugais coupait ses relations diplomatiques avec l'Indonésie et sollicitait une réunion urgente du Conseil de Sécurité de l'ONU pour que celle-ci prenne position face à " l'acte d'agression " que la République d'Indonésie avait déclenché contre le territoire du Timor portugais.

Le 12 décembre, **l'Assemblée Générale des Nations-Unies approuvait une résolution** selon laquelle, *"après avoir écouté les déclarations des représentants de Portugal, en qualité de Puissance administratrice, sur les évènements du Timor Portugais*

(...) ***"elle déplore profondément l'intervention militaire des forces armées indonésiennes, au Timor Portugais"; (...) " exhorte le Gouvernement d'Indonésie à (...) retirer, sans attendre, ses forces armées du territoire, afin que le peuple de Timor puisse exercer librement son droit à l'autodétermination et indépendance"*** et recommande au Conseil de Sécurité ***"d'adopter des mesures urgentes pour protéger l'intégrité territoriale du Timor portugais et le droit inaliénable de son peuple à l'auto détermination " (...).***

Le 22 décembre 1975, **le Conseil de Sécurité de l'ONU approuvait, par unanimité,** une résolution dans laquelle

> ***(...) "1. il demande à tous les Etats de respecter l'intégrité territoriale de Timor Oriental ainsi que le droit inaliénable de son peuple à l'autodétermination, en accord avec la résolution 1514 (XV) de l'Assemblée Générale;***
>
> ***"2. il demande au Gouvernement de l'Indonésie de retirer, sans attendre, toutes ses forces du territoire;***
>
> ***"3. il demande au Gouvernement du Portugal, en qualité de Puissance Administratrice, de coopérer pleinement avec les Nations-Unies, afin que le peuple de Timor Oriental puisse exercer librement son droit à l'autodétermination" (...)****

Entretemps, le 10 décembre, l'Indonésie lançait une seconde attaque, cette fois-ci près de Baucau, la 2ème ville du pays, où se situe le plus grand aéroport de l'île.

Ignorant les résolutions de l'ONU, plus de dix à quinze mille soldats indonésiens débarquent à Dili, Liquiça et Maubara, le jour même de Noel 1975. En avril 1976, le nombre de militaires indonésiens à Timor Oriental atteignait les trente cinq mille!

L'annexation de l'enclave Oe-Cusse eut lieu le 19 décembre et l'occupation de l'île d'Ataúro , le 29 décembre 1975.

Le contrôle de l'intérieur de Timor fut, cependant, bien plus difficile et jamais, jusqu'aujourd´hui,ne fut complet.

A Dili, et dans d'autres villes envahies et occupées, le comportement des militaires indonésiens était plus barbare et inhumain qu'on ne peut imaginer. Assassinats sans discrimination, de femmes et d'enfants y compris (et même de quelques rares Timorais qui défendaient l'intégration), vols et pillages, viols et tortures, tout cela, les forces occupantes le faisaient et continuent à le faire avec une sauvagerie énorme.

Pratiquement tous les étrangers -sur le conseil de l'Australie- ayant été évacués, aux veilles de l'invasion, le journaliste australien Roger East préféra cependant rester pour témoigner de l'invasion. Capturé par les militaires indonésiens, il fut assassiné sur le port de Dili, avec des centaines d'autres personnes. Il ne lui servit à rien de rappeler à ses geôliers qu'il était australien...

L'Indonésie ne voulait pas de témoins à ses crimes et, pour cela, même la Croix-Rouge fut interdite, pendant plus de trois ans, d'avoir un représentant sur le territoire. Seul Radio-Maubère, du Fretilin et, plus tard, des lettres et des rapports de quelques missionnaires catholiques, permirent de connaitre peu à peu l'extension de la tragédie, que la propagande indonésienne déformait complètement.

---

* Les textes des resolutions de l'ONU ont été traduits librement à partir de l'originel en anglais

8 - LA COMMUNAUTE INTERNATIONALE REFUSE D'ACCEPTER LA FARSE QUE L'INDONESIE APPELAIT "AUTO-DETERMINATION"

Juste après l'invasion, l'Indonésie conduisit les dirigeants des partis qui avaient signé -dans des conditions qui ne laissaient pas le choix- la demande d'intégration du Timor Portugais à l'Indonésie. Le 18 décembre, le Ministre des Affaires Etrangères Indonésien annonça, à Djakarta, qu'un "Gouvernement Provisoire" s'était constitué à Dili.

Bien que ce "Gouvernement Provisoire" commençât par affirmer qu'une consultation populaire n'était point nécessaire, car, selon lui, le désir du peuple de Timor de s'intégrer à l'Indonésie était si évident, le 31 mai 1976, on annonce la création d'une "Assemblée Représentative Populaire", non élue mais formée "par consensus et consentement", c'est-à-dire, par des personnes choisies par les occupants, lesquelles, dès la première réunion, approuvèrent par unanimité une pétition dirigée au Président Suharto pour qu'il accepte l'intégration du territoire à la République d'Indonésie. Quelques jours après, une délégation constituée de tous les membres de l' "Assemblée Représentative Populaire" et du " Gouvernement Provisoire de Timor Oriental" remettait officiellement cette pétition au Général Suharto. Le 16 juillet, le Parlement Indonésien acceptait la demande et la jour suivant le Président de la République de l'Indonésie promulgait le décret de l'intégration de Timor Oriental en tant que 27ème Province de l'Indonésie.

C'est seulement après cette farse, que l'Indonésie libéra les militaires portugais qu'elle avait retenus en son pouvoir pendant presqu'un an, comme otages.

Pendant ce temps, le Directeur Général de la Mission des Nations-Unies à Genève, Vittorio Winspeare Guicciardi, visitait quelques zones contrôlées par les forces occupantes, dans la semaine du 19 au 23 janvier 1976. Il essaya de visiter d'autres régions et d'entrer en contact avec le Fretilin, mais, invoquant le manque de transports, l'insécurité et autres raisons, le "Gouvernement Provisoire" arriva à l'en empêcher. Une fois à Darwin, en Australie, l'émissaire des Nations-Unies et les représentants du Gouvernement Portugais essayèrent, par des communiqués radio avec le Fretilin par le biais de la frégate portugaise "João Roby", d'établir des points de chute sur la côte sud de l'île de Timor, où l'envoyé spécial de l'ONU puisse débarquer pour visiter des zones contrôlées par ce mouvement. Les gouvernants indonésiens, alarmés par cette possibilité, en arrivèrent à émettre l'hypothèse de couler la frégate portugaise. Finalement, ils choisirent de bombarder tous les lieux mentionnés dans les messages radio, empêchant ainsi l'émissaire des Nations-Unies de compléter sa mission.

En se basant sur les éléments qu'il put, malgré tout, réunir, Winspeare Guicciardi élabora un rapport, daté du 12 mars 1976. Basé sur celui-ci et sur les déclarations des représentants du Portugal, de l'Indonésie et du peuple de Timor Oriental, le **Conseil de Sécurité de l'ONU approuva, le 22 avril une seconde résolution selon laquelle**

(...) *"Réaffirmant le droit inaliénable du peuple de Timor Oriental à l'autodétermination et indépendance (...)"*
(...) *"Il demande au Gouvernement de l'Indonésie de retirer, sans attendre, toutes ses forces du territoire (...)"*

Cette résolution fut approuvée par 12 votes en faveur, aucun contre et deux abstentions: le Japon et les Etats-Unis d'Amérique...

Après que le Gouvernement ait terminé cette farse appelée "autodétermination", et même "indépendance" du Timor Portugais " par l'intégration à l'Indonésie", l'Assemblée

Générale des Nations-Unies se pencha en de nombreuses occasions, sur la question.

Ainsi, le 1er décembre 1976, elle approuvait par une large majorité une résolution selon laquelle:

> ***"1 Elle réaffirme le droit inaliénable du peuple de Timor Oriental à l'autodétermination et indépendance et la légitimité de sa lutte pour obtenir ce droit;"***
> ***"2 Elle réaffirme les résolutions antérieures de l'Assemblée Générale et du Conseil de Sécurité des Nations-Unies***
> ***"3 Elle déplore vivement le refus persistant du Gouvernement de l'Indonésie à respecter les décisions de ces mêmes résolutions" (...)***
> ***"5 Elle rejette la revendication de l'intégration de Timor Oriental à l'Indonésie dans la mesure où le Peuple du territoire n'a pas eu la possibilité d'exercer librement son droit à l'autodétermination et indépendance;" (...).***

Toutes les années suivantes, jusqu'en 1982, l'Assemblée Générale de l'ONU approuva des résolutions sur Timor Oriental où elle rappelait le droit à l'autodétermination et indépendance.

La résolution de 1982 *"requiert au Secrétaire-Général (de l'ONU) que l'on débute des consultations avec toutes les parties intéressées, afin d'avoir les moyens d'obtenir une solution globale au problème"* ... (résolution 37/30, du 23/11/1982).

Le Portugal se dédia beaucoup à cette résolution, à laquelle il fut co-sponsor (ce qui n'avait pas été le cas des résolutions antérieures), ayant cette année-là développé une campagne intense au niveau diplomatique, aux Nations-Unies et dans diverses capitales, pour la défense du peuple de Timor Oriental: L'Indonésie s'y opposa, en votant contre et en disant ne pas accepter le mandat ainsi conféré au Secrétaire-Général.

Après avoir retiré son refus initial (qui l'aurait exposé à être accusée de refus de collaboration avec les Nations-Unies pour solutionner pacifiquement et négocier la question), des conversations luso-indonésiennes débutent (dès 1984) sous l'égide du Secrétaire-Général, au niveau des Représentants Permananents auprès des Nations-Unies, à New-York.

Après une première phase de contacts intenses où l'on peut voir quelques progrès dans le domaine humanitaire (repatriement d'anciens fonctionnaires, réunion de familles, etc...) on constata, cependant, que les positions du Portugal et de l'Indonésie sur ce point essentiel se trouvaient encore très éloignées. Le Secrétaire-Général poursuivit toutefois, ses efforts dans le sens de maintenir le dialogue ouvert. C'est dans ce cadre que se sont maintenues les négociations entre les deux pays, limitées donc à la définition de termes de référence, modalités et dates d'une éventuelle visite d'une délégation parlementaire portugaise à Timor Oriental, avec pour objet d'observer, de première main, la situation prévalant sur le territoire.

Prenant en compte le mandat conféré au Secrétaire-Général de par la résolution 37/30 et les tentatives de médiation dont elle était chargée en conséquence, l'Assemblée générale ne cesse de repousser, depuis 1982, le débat sur la question et, naturellement, l'adoption de nouvelles résolutions. Le Secrétaire-Génerel présente chaque année un rapport des actions entreprises dans le cadre de son mandat.

Mais ce n'est pas seulement l'ONU qui n'a pas reconnu l'intégration de Timor Oriental à l'Indonésie. D'autres instances comme le Mouvement des Non-Alignés, l'Union Inter-Parlementaire (UIP), le Parlement Européen (PE) et l'Assemblée Paritaire ACP-CEE (qui réunit des parlementaires des pays africains, des Caraibes et du Pacifique et de la

CEE), entre autres, ont pris position en défense du droit à l'autodétermination du peuple de Timor.

Ainsi, malgré que l'Indonésie soit l'un des principaux fondateurs du Mouvement des Non-Alignés, ce-dernier a défendu, des fois successives et pendant plusieurs années, les droits du peuple du territoire.

Un exemple de cela est le texte du Sommet de Colombo, approuvé le 19 août 1976, où *"la conférence affirme le droit du peuple de Timor Oriental à l'autodétermination selon les résolutions de l'Assemblée Générale des Nations-Unies et du Conseil de Sécurité"*. Des positions identiques seront défendues à la Nouvelle Dili, le 11 avril 1977 et dans d'autres réunions qui suivirent.

Quant à l'Union Inter-Parlementaire (UIP), qui réunit des parlementaires du monde entier et des courants politiques les plus divers, elle approuva diverses résolutions comme celle d'une réunion en 1981 qui *"réaffirme le droit inaliénable du peuple de Timor Oriental à l'autodétermination et indépendance et invite avec insistance l'Indonésie à retirer ses troupes pour permettre l'exercice de ce même droit"*.

Fin septembre 1982, l'UIP approuva un appel du Portugal pour que les Gouvernements et les Parlements du monde entier reconnaissent et réaffirment le droit du peuple de Timor Oriental à l'autodétermination et indépendance.

Et même lors de la réunion réalisée à Bangcok, en Thailande (pays qui appartient comme l'Indonésie à l'ASEAN) du 7 au 12 octobre 1987, l'UIP approuva par 791 votes en faveur, 122 contre et 207 abstentions, une résolution qui considérait préoccupante la situation à Timor Oriental et invite les parties intervenantes à collaborer afin de trouver une solution en accord avec le principe de l'autodétermination.

Le 1er octobre 1987, **l'Assemblée Paritaire ACP-CEE réunie à Lisbonne, approuva par unanimité une résolution selon laquelle:**

"1 - elle condamne l'occupation illégitime de Timor Oriental par l'Indonésie;
"2 - elle réaffirme le droit inaliénable de peuple de Timor Oriental à l'autodétermination et indépendance;
"3 - elle invite les parties intéressées à résoudre la question de Timor Oriental dans le cadre et selon les principes de la Charte des Nations-Unies;
"4 - elle charge ses co-présidents de transmettre la présente résolution au Conseil de Ministres ACP-CEE, à la Comission et aux Gouvernements des Etats Signataires de la Convention de Lomé"

L'Assemblée paritaire ACP-CEE est une espèce de parlement multi-continental, composé de 132 membres : un représentant de chacun des 66 états africains, des Caraibes et du Pacifique associés, plus 66 députés du Parlement Européen, et vise à la coopération entre la CEE et ces 66 états ACP.

La résolution que l'on vient de citer fut proposée par tous les députés portugais et par les représentants des cinq pays africains de langue officielle portugaise (PALOP).

Le Parlement Européen de son côté, même avant l'entrée du Portugal dans la CEE, approuva une résolution le 23 mai 1980 qui prévoyait le durcissement des positions des pays de la CEE dans les votes des résolutions de l'ONU et proclamait la nécessité urgente d'une enquête internationale sur les effets de l'occupation indonésienne sur la population locale.

Mais ce fut surtout l'action concertée des parlementaires portugais, de tous les partis sans exception, qui fit que, depuis l'entrée du Portugal dans la CEE, en janvier 1986, de nombreuses et importantes résolutions furent approuvées, comme en sont l'exemple celles du 10 juillet 1986, du 15 septembre 1988 et du 23 novembre 1989.

La résolution du 10 juillet 1986, approuvée par une large majorité (162 votes pour et seulement 3 contre et 4 abstentions):

"Considérant que depuis décembre 1975, l'Indonésie occupe de par la force, et au mépris du Droit International, le territoire de Timor Oriental;(...)
"1.Fait appel au Gouvernement de l'Indonésie pour que cessent immédiatement toutes les hostilités contre les habitants Timorais, qu'il mette fin à l'occupation de ce territoire et respecte le droit du Peuple Maubère à l'autodétermination" (...)

Dans sa résolution du 15 septembre 1988 **le Parlement Européen:**

*"Considérant que le territoire de Timor-Oriental a été invahi et occupé le 7 decembre 1975, **a été ilégalement annexé** en juillet 1976, et depuis lors est assujetti à l'occupation de force par l'Indonésie; que **cette situation a provoqué le génocide d'un tiers de la population**, (...)"*
(...) "Considérant que l'identité culturelle de la population de Timor-Oriental est en trein d'être détruite (...)"
"1 - Condamne l'occupation de Timor-Oriental par l'Indonésie et donne son appui à l'autodétermination du peuple de Timor-Oriental;
"2 - Défend le droit du peuple de Timor-Oriental à maintenir, développer et afirmer son identité culturelle, linguistique et religieuse qui découle de son Histoire;
"3 - Condamne la politique indonésienne de refuser à des visiteurs étrangers indépendants l'opportunité d'examiner librement la situation dans le territoire et d'investiguer allégués violations des droits de l'Homme". (...)
"9 - Demande aux Etats-membres de la Communauté Européenne de prendre des initiatives politiques contribuant au retrait des troupes indonésiennes de Timor-Oriental, condition indispensable pour que les droits humains fondamentaux de la population et l'exercice du droit à l'autodetermination - y compris le droit à l'independance - et demande encore d'appuyer les éfforts du Sécretaire Géneral des Nations Unies dans le sens d'atteindre ces objectifs;
"10 - Demande au Secretaire Géneral des Nations Unies que dans ses éfforts de recherche d'une solution pour le conflit, il consulte pas seulement le Portugal et l'Indonésie, mais aussi les représentants du peuple de Timor-oriental, "Convergence Nationaliste";
"11 - Demande aux Gouvernements de tous les États-membres de la Communauté de suspendre la vente d'équipement militaire à l'Indonésie, jusqu'à la fin de l'occupation illégale de Timor-Oriental"; (...)
"15 - Demande à toutes les institutions de la CEE qu'elles tiennent compte de la présente situation coloniale à Timor-Oriental et des termes de la présente résolution, ceci dans leurs relations devéloppées dans le cadre de la CEE-ASEAN (...)".

Finalement, la résolution du 23 novembre 1989, approuvée après la visite de Sa Sainteté le Pape au territoire et de la répression qui s'en suivit:

(...) "1. Réaffirme son exigence à la reconnaissance du droit à l'autodétermination et indépendance du peuple de Timor Oriental, à exercer selon les normes du droit international" (...)
"4. Condamne une fois de plus le génocide que l'Indonésie conduit à Timor Oriental" (...)

9 - EN QUINZE ANS D'OCCUPATION INDONESIENNE, LE PEUPLE DE TIMOR SOUFFRE UN AUTHENTHIQUE GENOCIDE

L'Eglise Catholique et les autres églises chrétiennes de l'Indonésie appuyèrent depuis le début, l'intégration de Timor Oriental à l'Indonésie. D'un côté, elles voyaient en la population catholique de Timor, un renforcement de la petite minorité chrétienne (près de 3% de catholiques et 6% de protestants) de l'Indonésie. D'un autre côté, elles manifestaient ainsi leur appréciation et soutien au Gouvernement, pour ne pas avoir créé un état islamique dans la nation à prédominance musulmane la plus peuplée du monde: - près de 88% de la population, sur un total de près de 140 millions en 1975 et de 180 millions en 1990.

Malgré cela, quand une délégation de prêtres indonésiens visita le Timor Oriental, quatre mois après avoir terminé la farse de "l'autodétermination" et après que le territoire soit considéré par les occupants comme la 27ème Province de sa République Unitaire, ils écrivèrent dans leur rapport (*) daté de novembre 1976:

80% du territoire de Timor Oriental est contrôlé par le FRETILIN (Front Révolutionnaire de Timor Oriental Indépendant - mouvement progressiste créé après le 25 avril et qui commande toute la résistance du peuple de Timor contre l'Indonésie).

"Le total de bourgs et villages occupés par les troupes indonésiennes avoisinnent les 150.000 personnes, sur un total de 650.000 habitants. Ce qui signifie que 500.000 sont en-dehors de leur contrôle.(...)

"Le désir d'intégration à l'Indonésie commence à diminuer dû à la mauvaise expérience de l'occupation des forces envahissantes (vols, incendies, viols de jeunes filles, etc...). Un exemple: 5.000 personnes souhaitaient la bienvenue aux troupes indonésiennes à Amara. Maintenant, il n'existe plus que 1.000 personnes dans la bourgade car le reste de la population s'est jointe au FRETILIN dans les montagnes".(5)

Dans leur rapport, les prêtres indonésiens affirment que durant la première année de l'occcupation indonésienne, seraient morts plus de 60.000 Timorais (presque 10 % de la population). Ce nombre que les prêtres jugeaient au départ excessif, avait déjà été mentionné publiquement à Djakarta le 13 février 1976, par un des "ministres" du "Gouvernement Provisoire" installé à Dili par les occupants indonésiens. Ce "ministre", Francisco Lopes da Cruz, avait même confessé que la plupart des victimes étaient des femmes et des enfants et qu'il y avait eu "quelques excès" sur les personnes censées appartenir au FRETILIN (6).

L'assassinat par les troupes indonésiennes de tous les journalistes étrangers qui étaient à Timor Oriental, et le blocus complet à l'île, que ce soit aux journalistes ou même aux organisations humanitaires, empêcha que pendant longtemps le monde ne connaisse l'ampleur de la tragédie.

Ce fut surtout par des lettres et rapports de religieux et prêtres missionnaires que, peu à peu, quelques nouvelles parvinrent à passer le blocus.

Dans le "Rapport de cette triste captivité" fait par un missionnaire et publié en février 1982 dans la Revue "Magnificat" des Jésuites, est rapportée la chose suivante:

(*) Ce rapport fut publié le 22 novembre 1976 par le Parlement Australien. ("Parliamentary Library - Legislative Research Service").

(...)

"Le 23 novembre 1978 dans la montagne de Uadaboro, une des cordillères de Matebia située dans la partie est de l'île de Timor Oriental, furent abattues par rafales de mitraillettes, près de 500 personnes, femmes enceintes y compris, enfants de tous âges, adultes et vieillards, quand ils vinrent se rendre, confiants dans les propagandes juteuses faites par les indonésiens qui disaient être là pour aider le Peuple de Timor au progrès.

"La même chose s'était passée à Taipo où 300 personnes furent abattues de la même façon, ainsi que dans la quasi-totalité de la province, bien qu'en petit nombre.

"Les jeunes femmes, célibataires ou mariées, étaient isolées dans des cabanes et forcées à pratiquer des actes sexuels avec des soldats javanais. Quand elles résistaient, elles étaient alors dévêtues et brûlées avec des pointes de cigarettes. La plupart d'entre elles, ne cédant ni sous la torture, après avoir été violées, étaient fusillées.

"Plusieurs femmes mariées étaient attachées avec leurs maris, et après les avoir violées devant eux, ils étaient abattus ensemble.

"Les garçons et hommes valides, étaient généralement convoqués pour accompagner les soldats dans leur chasse aux guerrilleros de la libération et une fois dans la brousse, étaient fusillés, puis les soldats disaient aux familles qu'ils avaient fui dans la forêt.

"Au Poste de Uatolári du Département de Viqueque, tous les garçons avec le minimum du second degré d'instruction primaire furent exterminés. Parfois, les fusillades se produisaient devant les familles, les parents ou épouses".

(...)

Et le même rapport continue, plus loin:

"Dans les bombardements aériens, étaient utilisés divers types de bombes sans oublier celles de Napalm, en raids concentrés, dans la plupart des cas sur les lieux de concentration de la population, au pied de la montagne de Matebia où, un jour, ils lançèrent près de 600 à 700 bombes"

(...)

Depuis 1975 et jusqu'en 1980, les prisonniers politiques furent presque tous tués mais à partir de cette date, les fusillades diminuèrent à cause de la présence de la Croix-Rouge Internationale.

"Si ces prisonniers étaient visités, par une délégation internationale quelconque, ils étaient obligés de dire qu' ils étaient des prisonniers non pas politiques mais criminels. Ceux qui disaient la vérité étaient fusillés après le départ des visiteurs"

(...)

"Les tortures sont de divers genres, et incroyables : fer en braise, chaises électriques, pointes de cigarettes, arrachage des ongles avec des pinces, coupures de rasoirs, doigts de pieds sous les pieds des tables avec des poids dessus, etc...tout cela afin d'obtenir des informations ou pour obliger à dénoncer ceux qui se maintiennent fermes à l' idéal patriotique.

"Durant ces tortures, les victimes se trouvaient nues et les brûlures étaient pratiquées sur tout le corps et principalement sur les organes sexuels"(...)

"Seul le Clergé travailla pour aider le malheureux peuple de Timor dans tous les domaines. Grâce à l'Eglise de Timor, le reste de la population est arrivée à survivre.

"Il y a des sacerdotes qui affrontent courageusement les armes intercédant auprès des assassins pour la vie de centaines de milliers d'innocents, au moment même où ils sont fusillés.

"D'autres vont dans les montagnes où ils suivent dans les souffrances, le Peuple de Timor, qui résiste et aspire à la liberté et indépendance.

"Les terres les plus fertiles des alentours de Dili se trouvent toutes en possession des indonésiens.

"Ils ont fait une loi habile selon laquelle tous les Timorais devaient enregistrer les propriétés; mais pour chaque mètre carré, ils devraient payer (...) comme les ressources manquent, les registres ne peuvent être faits et les indonésiens s'emparent des terres"

(...)

"Ils ont même émis un ordre comme quoi tous les Timorais compris entre 15 et 50 ans doivent se présenter à l'armée contre les guerrilleros de la libération, femmes et étudiants inclus, les obligeant à marcher en avant comme bouclier humain dans la lutte contre leurs propres frères"

(...)

La barbarité du comportement des forces occupantes fut telle que même les rares adeptes de l'intégration, se révoltèrent. Certains furent à l'ONU ou envoyés dans des pays européens pour faire de la propagande en faveur de l'Indonésie et de l'intégration de Timor. Bien qu'ils soient obligés de laisser leur famille à Timor ou en Indonésie, qui souffriraient s'ils n'occupaient pas leur fonctions ou tentaient de fuir, la plupart d'entre eux ont réussi à échapper et vivent en Australie (comme João Carrascalão, du Comité Central de l'UDT), au Portugal (comme Paulo Pires, de la Comission Politique du même parti), ou en Hollande (comme José Martins, leader du parti KOTA).

Le 29 avril 1979, José Martins, Président du KOTA (Klibur Oan Timur Aswain) écrivait une lettre au Secrétaire-Général de l'ONU où il expliquait (7) :

Excellence,

"Le 16 décembre 1975, j'ai pris la parole devant le Conseil de Sécurité des Nations-Unies en tant que Président du Parti KOTA. Le Représentant Permanent de l'Indonésie aux Nations-Unies m'avait prié de le faire, dans le cadre du programme sur 'La situation à Timor Oriental'.

"J'étais membre d'une délégation de trois individus. Les autres étaient Monsieur Guilherme Gonçalves et Monsieur Mário Carrascalão, représentants de l'APODETI et de l'UDT respectivement. Nos partis formaient alors une coalition qui s'opposait au FRETILIN en tant que mouvement.

"Je vins en décembre, mais non pas en homme libre. Je fus forcé, comme le furent beaucoup d'autres, comme prisonnier, à lire ce que les Indonésiens avaient écrit. Maintenant, je suis un homme libre. Je ne prétends pas donner ici de détails sur la façon dont j'ai échappée aux mains maquiavéliques des indonésiens. Mon peuple, à Timor Oriental, a confiance en moi pour conter la vérité sur notre situation.

Mes opinions reflètent les sentiments et les souffrances des hommes et femmes de mon pays qui continuent à lutter pour l'autodétermination et l'indépendance de Timor Oriental. Ceux qui, comme moi, ont été forcés à traverser la frontière vers le territoire indonésien, se trouvent prisonniers et comprennent maintenant la nature perverse de l'armée indonésienne. Nous sommes devenus des instruments du Gouvernement Indonésien au moment précis où, fuyant devant l'avance des troupes du FRETILIN, nous sommes entrés en territoire indonésien (en septembre 1975). La direction démembrée de l'APODETI, de l'UDT, du KOTA et du Parti TRAVAILLISTE s'aperçut vite que, à la recherche de 'la liberté', elle était tombée dans les mains de l'armée indonésienne".

Plus loin, José Martins ajoute:

"La déclaration de l'intégration de Timor Oriental est une farse puisqu'elle fut faite à Bali, en Indonésie, le 2 décembre 1975. Alors que le FRETILIN faisait la déclaration unilatérale de l'Indépendance de Timor Oriêntal, à Dili - capitale du territoire - le 28 novembre 1975, notre 'Mouvement Anti-Communiste' déclarait l' 'intégration' à 1000 Km de distance, à Bali, dans le luxueux hôtel 'Peneda View' qui appartient au Général Sugyanto, assistant du Général Ali Murtopo. Tout cela ne passait d'une farse, sans mandat de notre peuple" (...)

Même le premier "Gouverneur de Timor Oriental" placé par les Indonésiens sur le territoire, peu après l'invasion, Arnaldo de Araújo, ne put s'empêcher d'écrire en juillet 1976, une lettre au Général Suharto pour protester contre les pillages et les massacres auxquels il n'épargnait point les membres de l'APODETI et de l'UDT, ex-fans de l'intégration.

Le 3 juin 1981, deux membres de l' "Assemblée Régionale de Timor Oriental", Leandro Isaak et Sousa Soares, envoient un document au Président Suharto où ils affirment:

"L'Assemblée Régionale représentative de la province de Timor Oriental continue avec grande peine de recevoir des rapports écrits et oraux ou des plaintes de son peuple sur les tortures, assassinats et autres faits inimaginables".

Le document énumère des cas concrets de poursuites, avec indication de nombre de personnes et localités, de tortures (dans le cas de femmes, avec viols et autres abus sexuels) et de morts, que ce soit pour motif de non-collaboration avec les intérêts particuliers de certains individus ou groupes, ou que ce soit pour accusation de magie noire (c'est-à-dire de pratiques traditionnelles animistes).

En se penchant sur la corruption généralisée, le document fait référence au détournement de médicaments et alimentation cédés par des institutions humanitaires, à la destruction du santal et au monopole du café par une entreprise appartenant à de hauts gradés militaires, etc...

Le courage de ces deux membres de l' "Assemblée Régionale" causa leur emprisonnement pour les forcer à se taire comme tous les autres. Seules les pressions de parlementaires étrangers obligèrent les autorités à les libérer.

Dans un rapport sur les mois de septembre et octobre 1981, un missionnaire catholique raconte les massacres commis par les troupes indonésiennes lors des opérations de siège et de destruction totale destinées à en finir avec les poches de résistance maubère encore existantes. L'horreur que les Timorais ont souffert, et qu'ils furent obligés à voir, fut si impressionnante que la révolte intérieure contre les occupants en fut renforcée.

Le missionnaire écrit:

"Nous avons vu de nos propres yeux le massacre du peuple qui se rendait : tous morts, même les femmes et les enfants, même les très jeunes... ni les femmes enceintes ne furent épargnées: on les éventraient. Devant les mères, ils décapitaient les nouveaux-nés puis coupaient les mères en morceaux". (...)

"La majeure partie des massacrés fut, bien entendu, le peuple qui accompagnait les combattants du Front. Ces familles ne pouvaient suivre la mobilité des guerriers. (...)

On rapporte qu'ils ont renouvellé ce que l'on avait entendu dire d'eux, l'année auparavant: ils saisissaient les petits enfants par les jambes et les faisaient tourner en l'air pour leur écraser le crâne contre des rochers. Un autre rapporte: un tel de D. en voyant le massacre de la mère d'un petit se proposa pour le garder; ils le laissèrent sur le moment puis formèrent le groupe, prirent l'enfant et le tuèrent; s'emparèrent ensuite de l' <<imprudent>> bienfaiteur et le tuèrent aussi. A un autre qui voulait également garder un petit, les militaires indonésiens ne voulurent rien savoir et devant lui écrasèrent l'enfant innocent. Et un militaire indonésien ouvrit la bouche et fit un sourire de toutes ses dents et proféra cette sentence de la sagesse javanaise à l'homme aterré: << quand vous désherbez votre potager, vous ne tuez pas tous les serpents, les petits comme les grands?>>...

Tout cela se passait à une époque où le Président Suharto d'Indonésie avait "offert" une ample amnistie à tous les Timorais qui se rendraient...

Une des tactiques utilisées par les forces indonésiennes de l'occupation pour annihiler la Résistance Maubère, fut de mobiliser et forcer la population civile de Timor, hommes et garçons, à avancer au-devant des troupes indonésiennes et à servir de bouclier humain. Ainsi, des dizaines de milliers de timorais furent obligés à participer dans des opérations militaires de siège et d'annihilation montées par l'armée indonésienne, et durent assister au macabre spectacle de l'assassinat des autres timorais qui étaient avec la résistance dans les montagnes. C'est de cela qu'on nous parle, dans d'autres passages de ce même rapport du missionnaire sur les mois de septembre et octobre 1981:

"Ils voient bien que la guerre est perdue d'avance, malgré l'apanage et l'exhibition de forces belliques. De la part du peuple, le rejet est total puisque dès le début de l'invasion, ils ont souffert toute sorte de mépris. Ils savent qu'ils ont perdu l'appui du peuple. Désespérés, ils essayent toute sorte d'atrocités pour soumettre les esprits (...)

"On peut voir le niveau moral des troupes en entendant les officiers indonésiens dire: << nous avons fait de même à Java, Bornéo, aux Celèbes, en Irian Jaya... et cela a marché>>. C'est dire que la terreur soumettait les peuples.

(...)

"Et les gouvernants sont toujours les mêmes.

"Il est évident qu'un tel massacre, exécuté devant des représentants de tous les départements de Timor, assumait une gravité terrible".

Et, plus loin:

"L'armée indonésienne se met au milieu de la population: des files de population et des files de troupes indonésiennes, en cercle, autour des foyers de résistance du Maquis. A un certain moment, le dilemme se présente à eux (Front): détruire les attaquants mais exterminer de même les multitudes de leur peuple, ou... mourir eux (Maquis) pour sauver leur peuple. Ce fut cela qu'hier (26) m'a rapporté le prêtre D., très impressionné par cette acte héroique et généreux de certains chefs supérieurs du Front. Selon le rapport que j'ai eu, pendant un temps, les chefs du FRETILIN s'efforçaient de prévenir le peuple de se séparer. Mais cela lui était impossible, il aurait été massacré sur place; il était entouré de troupes indonésiennes et... n'avait aucune arme à feu! Alors les chefs (...) du FRETILIN décidèrent leur propre holocauste pour sauver le peuple."

Après, c'est le retour à Dili et à ses villages (quand ils existaient encore!) des Timorais qui étaient forcés à accompagner et à servir de bouclier humain aux militaires indonésiens:

"A Dili, on voyait des personnes qui éveillaient l'attention de façon atroce par leur aspect cadavérique, sépulcral: ils revenaient des marches forcées (...)

"Les personnes sont menacées de mort immédiate s'ils informent qui que ce soit des brutalités que l'armée indonésienne exerçait sur les femmes et les enfants. Mais les gens ne supportent plus d'avoir à se taire et accourent chez l'Evêque pour épancher leur horreur et leur allucination, tout en affirmant qu'ils ne s'importent plus de mourir".

Devant tant de tels massacres et brutalités, l'Administrateur Apostolique de Dili (que les Timorais appellent évêque, pour en avoir les fonctions identiques) ne put se taire et dénonça les massacres dans des lettres envoyées à l'extérieur et dans son homélie qui suivit la Procession en l'honneur de Notre-Dame de Fátima, le 13 octobre 1981.

Et le même missionnaire de conter:

"Le Peuple est plus uni avec l'Evêque. Les militaires indonésiens, cependant, se voyant dénoncés devant la communauté internationale, prétendent éliminer, de façon dissimulée, la vie de l'Evêque et de quelques autres Prêtres et déchainent une campagne diffamatoire contre l'Eglise et le Clergé. La multitude qui était devant l'Evêque avoisinnait les 15.000 personnes, en plein accord avec l'Evêque. C'est très important que tout cela soit rapporté avant qu'ils n'éliminent l'Evêque; en vérité, on dit qu'ils pourront le faire en simulant un accident" (...).

Après ces dénonciations et d'autres encore, que l'Administrateur Apostolique de Dili, Monseigneur Martinho Lopes, a fait, et des rapports qu'il envoya à l'extérieur, les autorités indonésiennes usèrent d'influence et exercèrent des pressions sur le Vatican pour que ce-premier quitte Timor et soit remplacé. En Mai 1983, Mons. Martinho Lopes est remplacé par Mons. Ximenes Belo...

Pour finir son rapport, le missionnaire écrit encore:

"Les militaires indonésiens disent qu'ils ne feront pas cas des Nations-Unies et que, quant aux congressistes américains, ils en ont peur mais qu'ils peuvent les acheter".

De tout ce qu'il a vu et su, ce missionnaire conclut:

"(...) *Deux grandes vérités: ce sont des gens (Gouvernement) capables de génocide... et qui ne craignent qu'une chose: la condamnation publique universelle"...*

Malheuresement la condamnation publique universelle ne s'est pas produite, pendant de três longues années. Ce silence complice a été, probablement, le meilleur allié des occupants indonésiens. C'est le silence universel qui a rendu possible un génocide si grave. Même le Vatican s'est tu.

C'est pourquoi les missionaires, de Timor Oriental, tristes et deçus écrivaient dans un document de reflexion écrit en 1981:

"Nous devons aussi avouer que nous n'avons pas encore compris porquoi l'Église Indonésienne et l'Église Romaine n'ont pas encore déclaré officielle et ouvertement leur solidarité avec l'Église, les religieux et le peuple de Timor Oriental; c'est peut-être celá le coup le plus dur. Devent l'extension de la tragédie du peuple de Timor Oriental, qui se prolongue depuis six longues années, avec un nombre de victimes superieur à 200.000 personnes, situation connue partout, nous restons stupeficés avec le silence qui nous laisse mourir abandonés".

En effet, l'Indonésie en voyant une opposition à l'intégration de Timor Oriental aussi forte et généralisée, n'hésita pas à pratiquer un authentique génocide physique et culturel du peuple du territoire.

Des près de 700.000 habitants que Timor possédait en 1975, (*) en 1980 l'Eglise Catholique n'en recensait plus que 425.000. Même en admettant que le recensement de l'Eglise ne soit pas complet, et en supposant qu'environ deux à trois mille avaient réussi à fuir du territoire, le nombre de morts résultant de l'invasion et de ces cinq premières années d'occupation devrait se situer aux alentours de 200.000 (plus d'un quart de la population!!!). Le propre Center of Defense Institute de Washington, publia en mai 1983 une estimation de 100.000 à 250.000 morts dans le conflit de Timor, ce qui le plaçait en deuxième position des guerres les plus meurtrières en cours, à l'époque. Seul le Cambodge dépassait ces données!

(*) Le recensement de 1970 enregistrait 609.477 personnes en Timor Portugais, et les Services de Statistique du Cabinet de Timor signalaient 645.155 habitants en 1973. Les déficiences des Services font penser que ce nombre pourrait être un peu plus élevé. En 1974 une statistique de l'Eglise Catholique estimait la population du Timor Portugais à 688.711 âmes, ce qui correspondrait en 1975 à environ 700.000, vu le taux de croissance démographique élevé, remarqué depuis les années soixante.
Le 27 décembre 1978 (trois ans après l'invasion) les autorités indonésiennes estimaient la population de Timor Oriental à 498.433 personnes!

Les bombardements aériens indonésiens de 1977 à 1979 de napalm et toute sorte d'armes, visant à détruire tout ce qui était vivant - personnes, animaux et cultures - furent extrêmement meurtriers et causèrent de grandes famines

Selon les statistiques du propre "Gouvernement Provincial de Timor" citées dans un rapport d'une Comission Australienne (9) , le bétail existant à Timor avait subi une réduction extrêmement drastique, de 1973 (deux ans avant l'invasion) à 1979 (quatre ans après le début de l'occupation indonésienne:

	1973 (milliers)	1979 (milliers)	Réduction en Pourcentage
. Buffles	141	24	83%
. Chevaux	139	15	89%
. Porcs	305	27	91%
. Brebis et Chèvres	318	36	88%

Les statistiques sur l'agriculture sont les plus difficiles à faire mais, à en juger par la lettre au Général Suharto des deux membres de l' "Assemblée Régionale" de la "Province de Timor", la culture du santal fut complètement détruite. Ce qui n'avait pas brûlé lors des bombardements fut arraché jusqu´à la racine, par la cupidité de certains occupants...

Avec leur politique de "terre brûlée", de destruction systématique de tout ce qui est vivant, les occupants indonésiens annihilèrent presque tout le territoire de Timor Oriental.

Ils le firent grâce, en partie, à de l'armement américain et d'autres pays occidentaux, acquis à cet effet. Et ils le firent malgré que les représentants envoyés par eux déclarèrent aux Nations-Unies que la situation sur le territoire était normale ou quasi-normale. Comme l'affirma le représentant du "Gouvernement Provisoire de Timor Oriental" devant le Conseil de Sécurié en avril 1976:

"la vie est redevenue normale à Timor Oriental, à l'exception de quelques problèmes causés par les gangs du Fretilin en zones isolées"...

Comment justifieront les Indonésiens, de la mort de plus d'un quart de la population et de près de 90% du bétail durant les quatre premières années de l'occupation?

A partir de 1980, les massacres furent plus sélectifs et localisés, comme ceux auxquels se rapporte le misionnaire dans son rapport de septembre-octobre 1981.

En mars 1983, il y eut des conversations de paix et de mars à août une trève fut mise en vigueur. Mais tout de suite après, les massacres continuèrent, ainsi que les emprisonnements arbitraires, les tortures, les assassinats et les disparitions.

En mars 1984, une lettre d'un prêtre, qui réussit à passer le blocus, disait:

"Le génocide de ce véritable camp de concentration continue. Chaque bourgade n'est qu'un enclos où le militaire va choisir au hasard qui tuer ou torturer" (10).

Et un autre prêtre écrit le 14 juillet 1984:

"Depuis mars 1984 à Hau-Ba, près de Bobonaro, beaucoup d'hommes et de garçons ont été faits prisonniers et tués. A Kota-Boo, près de Hau-Ba, presque tous les hommes et garçons ont disparu. Ils ont été emmenés par les "tentaras" (militaires) et tués".

Comme si cela ne suffisait pas de tuer les timorais, pour que l'extermination de la population soit plus complète, les autorités indonésiennes non seulement implantèrent à Timor leurs services de contrôle de la natalité, mais commencèrent à pratiquer des stérilisations forcées, temporaires ou définitives, sur les femmes. Malgré les protestations véhiculées notamment par les autorités religieuses, la contraception forcée et les stérilisations ont continué.

Début 1987, le Sous-Comité des Opérations Extérieures du Congrès Américain manifeste sa préoccupation sur "*un programme de contrôle de la population à Timor Oriental par les autorités occupantes, malgré le sévère dépeuplement de l'île après l'invasion indonésienne en 1975*" (11)

Les timorais se plaignent que, fréquemment, les médecins indonésiens inventent des complications par rapport aux accouchements pour extraire les utérus ou faire de courtes interventions chirurgicales qui rendent leurs femmes stériles.

Plusieurs fois, les drogues contraceptives sont données comme s'il s'agissait de médicaments ou de vaccins. Malgré les démentis de la presse indonésienne, destinés à accalmer la révolte populaire contre ces méthodes malhonnêtes de tromperie de la population, en janvier 1989, le Gouverneur lui-même, nommé par les occupants, l'Ingénieur Mário Carrascalão, confessait à la revue mensuelle Matra:

"Ils ont lancé récemment un programmes de piqûres dans toutes les écoles secondaires d'Etat (SMAI et II et SMEA - secondaire supérieur et Economie). Seules les filles furent innoculées et on leur disait qu'il s'agissaient de vaccins anti-tétaniques. Très bien mais 'pourquoi seulement les filles?'. répliquai-je? Ils me répondirent: 'pour être surs que, plus tard, quand elles se marieront ou auront des enfants, ces derniers ne naissent pas avec des maladies'.

"Je leur ai dit que le contrôle de la natalité à Timor Oriental était chose délicate. Jusqu'à maintenant nous avont été discrets, mais la question explose avec le BKKBN qui questionne les autorités sanitaires qui lancent ces campagnes de piqûres, dites contre le tétanos, mais sont en réalité, stérilisatrices.

"Le programme de contrôle de la natalité est un programme national pour des régions où les conditions sont normales. Pourquoi ne pas m'avoir consulté? J'aurais suggéré d'autres méthodes (...)" (12).

Pour compléter la politique de génocide, le Gouvernement indonésien facilite et promouvoit l'envoi à Timor Oriental de transmigrants de Java et autres îles. De nos jours, leur nombre atteint les 100.000.

Bien que les mariages mixtes Timorais avec des Indonésiens soient rares, les viols systématiques des femmes par les soldats des forces de l'occupation donnèrent naissance à un nombre trés élevé d'enfants de père indonésien. Bref, tous les moyens sont bons pour les occupants afin d'obtenir l'objectif de la destruction des Timorais en tant que Peuple!...

Afin de cacher cette politique, l'Indonésie investit dans les routes, hôpitaux et écoles, et ne cesse d'étendre son grand développement sur le territoire. Malgré cela, et malgré l'aide de certaines agences internationales de secours autorisées entretemps à entrer, encore en 1990 la famine prévaut sur de nombreuses régions. Ces zones sont cachées aux visiteurs invités par les ocupants...

Avec quelques périodes d'accalmie - durant lesquelles on ouvre les frontières pour laisser entrer quelques personnes sélectionnées et sortir quelques natifs - et au contraire des moments de grande répression, le génocide ne cesse!... Un génocide également culturel, avec l'imposition de la langue indonésienne et la poursuite, torture et assassinat de ceux qui pratiquent les cultes animistes traditionnels.

L'Indonésie essaya aussi d'islamiser, mais les tentatives se révélèrent frustrantes car le peuple chercha à se réfugier des occupants en adhérant de plus en plus à l'Eglise Catholique qui les protégeait. Récemment, les autorités indonésiennes interdirent l'usage de la langue véhiculaire de Timor, le tétum, dans les messes, mais cette interdiction ne fut pas respectée. Dans les écoles, l'endoctrinement est complet et cherche à détruire tout ce qui reste de Timor...

Le Tribunal Permanent des Peuples réuni à Lisbonne du 19 à 21 juin 1981 considère que le Peuple de Timor est en effet victime de génocide.

Quand on se souvient que

"le génocide est un crime contre le droit des peuples" (...) "avec l'intention de détruire partiellement ou totalement un groupe national, ethnique, racial ou religieux en tant que tel",

le Tribunal conclut:

"Dans le cas de Timor Oriental, le Tribunal a connaissance de l'amplitude des massacres dont a été victime la population (...) La conjugaison des massacres physiques et de la destruction culturelle démontre (...) qu'il s'agit effectivement d'un génocide" (...) "Le Tribunal considère que les autorités Indonésiennes doivent être condamnées pour leur crime de génocide, après avoir été condamnées pour acte d'agression" (7).

De leur côté, le 28 mars 1984,la Conférence Episcopale Portugaise, en Note de son Conseil Permanent affirme:

"Malgré les implications d'autre nature qui pourraient s'inventorier, il est illusoire de penser que, derrière les tristes évènements qui se passent à Timor, il n'y ait pas de conscience d'une entité nationale fortement sentie, laquelle ne supporte pas d'être réprimée ou annihilée. Timor aspire à la pleine expression de son individualité propre, et l'en empêcher se traduit non seulement en un génocide physique, mais aussi 'culturel', disons, ce-dernier plus grave que le premier car il affecte autant ceux qui meurent que ceux qui vivent, et non seulement les générations présentes comme les futures".

Le 9 juin 1989, peu de mois avant la visite de Sa Sainteté le Pape Jean-Paul II à Timor Oriental, dans une autre note de la Commission Permanente de la Conférence des évêques catholiques portugais, cette même affirmation est reprise dans sa version intégrale.

En effet, c'est d'un génocide qu 'il s' agit. Pour cela, malgré les promesses d'ouverture des deux dernières années, les autorités indonésiennes n'ont jamais permis une enquête indépendante sur cette question si grave!

1 0 - MALGRE D'ENORMES SOUFFRANCES ET DIFFICULTES, LA RESISTANCE DE TIMOR SE MAINTIENT FERME ET TENACE

Quand les généraux indonésiens décidèrent d'envahir et d'annexer Timor, ils pensaient que quelques jours seraient amplement suffisants pour avoir le territoire et sa population entièrement sous contrôle.

Le même espoir était partagé par l'ambassadeur du Royaume Uni à Djakarta (Sir John Archibald Ford) qui, dans son rapport de juillet 1975, au Ministre des Affaires Etrangères Britanique, affirmait:

" *Sans l'ombre d'un doute, vu d'ici, il est de l'intérêt des Britaniques que l'Indonésie absorbe le territoire dès que possible et avec le minimum de ramdam; et si l'on en arrive à une situation problématique aux Nations-Unies, nous devons garder la tête basse et éviter de prendre position contre le Gouvernement Indonésien".* (3) (5)

L'opinion de l'ambassadeur Newson, des Etats-Unis, après avoir reçu des instructions de son gouvernement, et plus précisément du Secrétaire d'Etat Henri Kissinger, semble être identique. C'est ce que l'on peut conclure de la citation faite par l'ambassadeur australien d'une conversation qu'il eut avec lui, à la même époque:

"Son commentaire (Newson) quelque peu cynique, a été de ce que si l'Indonésie désire intervenir, les Etats-Unis espèrent qu'elle le fasse << efficacement, rapidement et qu'ils n'utilisent pas notre équipement>>. (3)

En effet, la différence de puissance entre la cinquième nation la plus peuplée du globe et celle du petit peuple sous-développé de Timor Oriental était si grande qu'il était aisé d'imaginer que toute éventuelle réaction serait très rapidement écrasée. Le fait qu'il s'agisse d'un territoire insulaire, sans le minimum d'appui militaire de l'extérieur et sans aucun pays voisin qui puisse offrir des "sanctuaires" de récupération à la résistance, rendait l'île extrêmement fragile et vulnérable.

Malgré tout, au bout de quinze ans d'occupation brutale, où l'Indonésie usa de tous les moyens à sa disposition, y compris d'équipement militaire moderne spécialement conçu pour la lutte anti-guerrilla et fourni par les USA, le Royaume-Uni, la France, les Pays-Bas et autres pays, la résistance continue vive et tenace.

Deux réalités marcantes sont par derrière cette surprenante résistance:

- d'un côté, l'énorme diférence culturelle qui, comme nous l'avons vu, sépare les Timorais des javanais,
- de l'autre, le comportement brutal des forces indonésiennes qui, au lieu de la soumission par la terreur, provoqua une révolte plus profonde et généralisée.

Systématiquement, nous pouvons considérer six phases distinctes dans ces quinze années de occupation souffrante et de résistance tenace. C'est ce que l'on décrit en résumé de suite, sans oublier que la réalité est bien plus complexe, et que les diverses phases s'interpénètrent et que leurs caractéristiques se mélangent parfois.

Première phase : - de décembre 1975 à août 1977:
- guerre de positions classique

Les diférences culturelles déjà signalées et le comportement brutal et la bestialité démontrée par les troupes indonésienns, lors de l'invasion, a fait que la majorité de la population préféra la fuite vers l'intérieur plutôt que de tomber dans les mains des occupants.

Avec près de 85% de la population réfugiée sous sa protection, le Fretilin n'a pas d'autre solution sinon de mener une guerre de positions classique, avec des frontières plus ou moins délimitées. Certains raids que, de temps en temps, soit la résistance soit les forces de l'occupation font sur les zones contrôlées par l'autre partie, ne changent pas grand chose à ce tableau global.

A l'intérieur des lignes délimitatives mentionnées, où les Falintil - forces armées du Fretilin - freinent l'avancée de l'envahisseur, la vie continue presque normalement: - la population cultive ses potagers et s'occupe du bétail, les écoles marchent, et il y a même un grand "congrès" de guérisseurs ("matandocs") qui se réalise pour le recueil et la systématisation d'informations sur les plantes médicinales, afin de réduire les effets du manque de médicaments.

Ainsi, jusqu'à la fin 1977, la situation à Timor Oriental se caractérise par le contrôle par le Fretilin de la majeure partie du territoire et de la population.

L' *"Operasi Seroja"*, plannifiée par le Général Benny Murdani, et avec laquelle, celui-ci prévoyait de conquérir la demi-île en quelques jours et sans difficultés, fut un fiasco.

Pendant deux ans, les forces occupantes se limitèrent à contrôler les villes et villages, et certaines voies de communication.

Deuxième phase: - de septembre 1977 à début 1981:
- campagnes de siège et d'annihilation des Bases de Résistance

En septembre 1976, les USA fournissaient à l'Indonésie les premiers avions Bronco OV-10 spécialement conçus pour la lutte contre les insurrections. Peu de temps après, l'Indonésie commença à les utiliser pour le bombardement des zones contrôlées par le Fretilin, tuant des milliers de timorais, femmes et enfants y compris.

Le 4 avril 1978, c'est le tour du Royaume-Uni de vendre à l'Indonésie huit avions Hawk de la British Aerospace, spécialement conçus pour des attaques à des objectifs terrestres.

C'est avec ceux-là et d'autres équipements sophistiqués, acquis par l'Indonésie pour subjuguer le peuple de Timor Oriental, et fournis par les principaux pays occidentaux fabriquants d'armements, que à partir de septembre 1977, les généraux javanais vont adopter une nouvelle tactique.

S'apercevant de la vulnérabilité du Fretilin, résultant du fait même du contrôle de la plus grande partie de la population et du territoire - ce qui leur retirait mobilité - l'Indonésie organise des campagnes successives et systématiques de "siège et annihilation". Débutant en septembre 1977, ces campagnes se poursuivront lors de l'année 1978.

Durant ces campagnes les généraux indonésiens regroupaient d'énormes contingents d'effectifs militaires, et recouraient au bombardement systématique (y compris de napalm et de désherbant) de tout ce qui bougeait: hommes, femmes, enfants, animaux et cultures.

La famine et la maladie se répandirent et le nombre de morts et de blessés augmenta de plus en plus.

A partir de la moitié de l'année 1978, c'est le Fretilin lui-même qui recommande à la population qui vivait sous sa protection, de se rendre aux Indonésiens.

Les moyens belliques très puissants et sophistiqués utilisés par les troupes indonésiennes contre les forces mal armées et qui continuaient à mener une guerre classique, leur permirent de détruire, les unes après les autres, toutes les bases d'appui à la résistance.

Entretemps, le premier Président du Fretilin, Xavier do Amaral (qui avait été démis de ses fonctions) se rendait à l'occupant.

Le 22 novembre 1978, tombe la dernière Base d'Appui à la Résistance, sur le Mont Matebian (centre-est).

Le 3 décembre de cette année-là, c'est au tour de Alarico Fernandes - responsable de l'information et de la sécurité - de se rendre aux Indonésiens, emportant avec lui le poste émetteur- récepteur , mettant ainsi fin à la radio Maubère.

Le 31 décembre 1978, meurt en combat le second Président du Fretilin, Nicolau Lobato.

Ayant atteint toutes ces victoires, les indonésiens pensent que, finalement, ils ont gagné la guerre.

En effet, la situation était dramatique pour la Résistance.

- 80% des membres du Conseil Supérieur de la Lutte étaient morts;
- Du Comité Central du Fretilin qui comprenait environ cinquante membres, il n'en restait plus que trois!
- 80% des Falintil avaient été perdues;
- Plus de 90% des armes étaient tombées dans les mains des occupants;
- Les liaisons entre groupes de résistance survivants et ceux à l'extérieur étaient coupées.

Entre le 7 et le 9 septembe 1978, au bout de trois années presque de guerre, l'Indonésie permettait finalement que quelques journalistes fassent une courte visite à Timor Oriental. Ceux-ci furent choqués de la famine et du taux élevé de mortalité dans les "centres de relogement" où les forces indonésiennes concentraient la population qui se rendait. Cette situation mena les parlementaires australiens à demander la permission à l'Indonésie pour laisser entrer la Croix-Rouge Internationale à Timor Oriental, ce qui n'arrivera pourtant qu'un an plus tard, en octobre 1979.

En 1979, 80 et 81, l'Indonésie organise des battues systématiques pour s'emparer de ce qui restait de la Résistance, en même temps qu'elle promettait d'amnistier tous ceux qui se rendaient.

Certaines femmes furent convaincues de parler par hauts-parleurs et de demander à leurs maris, encore dans la forêt, de se rendre, car on leur avait promis qu'ils seraient bien traités. La majeure partie de ceux qui crurent en cette propagande furent tués, comme ceux qui furent pris en combat. Et beaucoup de femmes, après avoir été violées et torturées, connurent le même destin... La brutalité javanaise devient de plus en plus terrible!

Le 10 juin 1980 (jour du Portugal) les forces occupantes sont surprises par une attaque du Fretilin à l'émetteur de télévision de Dili, à la poudrière et dans les casernes de la capitale de Timor Oriental. C'est le signe précurseur d'un nouveau début.

Troisième phase: - de mars 1981 à mars 1983

- Mobilisation de la population civile pour servir de bouclier humain aux troupes indonésiennes, et restructuration de la Résistance

Réagissant contre la brutalité des forces occupantes et au manque de respect systématique, de la part des indonésiens, de toutes les promesses faites par eux, la Résistance Maubère renait de ses cendres. Sa position devient plus radicale: - *"la victoire ou la mort"* est son slogan.

Du 1er au 8 mars 1981, le Fretilin arrive à réunir une Conférence Nationale, à Timor, lors de laquelle est élu Kay Rala Xanana Gusmão comme nouveau leader de la Résistance. A partir de ce moment-là , la tactique sera celle de la guerrilla.

Ayant constaté que certains foyers de résistance persistaient, les forces de l'occupation décident de mobiliser près de quarante mille timorais, entre 15 et 50 ans, pour suivre sans armes, au devant des troupes indonésiennes et servir de bouclier humain. (13) Ils sont forcés à former des cordons continus autour des monts où l'on suspecte la présence de guerrilleros du Fretilin et à avancer au devant des soldats indonésiens en resserrant le cercle. C'est ainsi que des dizaines de milliers d'hommes et de garçons de Timor sont obligés à assister à des scènes de sauvagerie inimaginable, pratiquées par les occupants sur les guerrilleros et leurs femmes, même enceintes, et sur leurs enfants , y compris les bébés.

C'était la domination par la terreur que le "Témoignage d'un Missionnaire", cité auparavant, documente. (5)

Mais l'horreur de ces campagnes ne fait qu'augmenter la détermination de résister à tout prix, qui devient de plus en plus forte parmi les Timorais. Dès la fin 1981, les actions de guerrilla commencent à augmenter en nombre et importance, et se prolongeront dans toute l'année 1982.

En février 1983, le Fretilin pénètre dans cinq villages de Timor, d'où il expulse les occupants, pendant que d'importants combats, englobant plus de 2.500 guerrilleros prennent place près des bourgades de Aileu, Same, Suai, Viqueque et Lospalos.

Quatrième phase: - de mars à août 1983:

- Conversations de paix et cessez-le-feu

Devant les succès de la guerrilla maubère, les indonésiens décident de se montrer apparemment dialoguants. Sur leur demande, on débute, le 20 mars 1983, des Conversations de Paix entre le Commandant-en-Chef des Forces Armées Indonésiennes à Timor, le Colonel Purwanto, et le leader de la Résistance, Xanana Gusmão.

Les conversations ont lieu à Lari-Gutu, zone contrôlée par le Fretilin. A la table des conversations, on ne voit que le drapeau de la Résistance comme en témoignent de nombreuses photographies.

Le 23 mars est signé un cessez-le-feu alors que le Fretilin propose le Plan de Paix suivant. (14)

"1 Dans le cadre des résolutions 1514 (XV) et 1541 (XV) de l'Assemblée Générale de l'ONU, sous la médiation du Secrétaire-Général de cette organisation, on devra commencer des Conversations directes entre le Portugal, l'Indonésie et le Fretilin, dans le cadre des Nations-Unies pour débattre:

*"**a**) La constitution d'une force de Paix de l'ONU ou d'une Force Multinationale, dont on s'assurera l'impartialité comme condition indispensable pour garantir et rendre viable:*

- *" le fonctionnement d'une Administration Transitoire;*
- *" l'implantation correcte des décisions prises au long du processus de dialogue sur le stationnement des troupes belligérantes - les Falintil et les Forces Armées Indonésiennes.*

*"**b**) L'organisation de consultations libres et démocratiques au Peuple Maubère.*

*"**c**) Le choix d'une date pour le transfert de la souveraineté.*

*"**2** On réserve à l'Australie le droit de participer aux Conversations comme Observatrice.*

*"**3** D'autres observateurs pourront être acceptés s'ils sont proposés en nombre égal par chacune des parties en jeu, mentionnées dans le paragraphe 1, et acceptés par tous.!*

Le 10 mai 1983, le Président du conseil Révolutionnaire de la Résistance Nationale, le Commandant-en-Chef des Falintil Kay Rala Xanana Gusmão expliquait dans un communiqué:

> *"Le Fretilin déclare que le Peuple Maubère est conscient de son insertion dans le Sud-Est Asiatique. Le Fretilin déclare pour cela même qu'il ne désire ni ne désirera que le Timor Oriental soit un foyer irradiant de conflits. Timor Oriental sera un pays non-aligné et suivra une politique de co-existence pacifique. Ses principes règleront les relations avec tous les autres Pays et resserreront les liens de coopération sur le plan technique, économique et culturel avec ses voisins. Le Peuple Maubère sait qu'il doit respecter les intérêts de ses voisins et croit aussi que ses intérêts légitimes seront respectés".*

Un addenda à ce Plan de paix prévoit encore:

*"**I** - Participation du Portugal comme puissance décolonisatrice, représenté par un Haut Comissaire;*
*"**II** - La formation, pendant la période de transition, d'un gouvernement d'unité nationale, avec la participation du Portugal, à travers d' un Haut Comissaire, jusqu'aux premières élections générales"* (14).

Malheureusement, la contre-information indonésienne arriva à présenter au monde ces Conversations comme une reddition du Fretilin, et la possibilité d'atteindre une paix juste et une solution durable et conforme au droit international, avorta.

Cinquième phase: - d'août 1983 à septembre 1989
- Renforcement de l'Unité Nationale et développement de la lutte clandestine dans les villes.

Au lieu de prendre en dû compte le Plan de paix présenté par le Fretilin, certains généraux indonésiens préfèrent profiter de la trève pour connaitre mieux les foyers de résistance et pour essayer d'acheter ses leaders.

En août 1983, n'obtenant rien avec ses promesses fallacieuses et pensant connaître suffisamment le reste de l'organisation de la guerrilla pour donner le coup de grâce final, le Général Benny Murdani menace:

"si les guerrilleros du Fretilin n'acceptent pas l'offre d'amnistie faite par le Gouverneur de Timor Oriental, alors le Gouvernement déchainera un coup décisif.

" Cette fois-ci, il ne s'agira pas de jeux d'enfants et il n'y aura pas de miséricorde", ajouta-t-il.

"Je ne peux laisser se détruire l'unité du pays.

"Les forces armées utiliseront tous les moyens qu'elles possèdent en une opération de nettoyage pour balayer les rebelles restants du Fretilin".

Le Général promit et fit de même.

En effet, le 17 août - anniversaire de l'indépendance de la République d'Indonésie - il déclenchait une violente action militaire, regroupant des dizaines de milliers de soldats indonésiens, disposant de tout un arsenal sophistiqué fourni par les Etats-Unis, la Grande-Bretagne, la France, la Hollande et d'autres pays civilisés et de tradition dans la défense des Droits de l'Homme.

En contraste avec cette situation de guerre ouverte, dans laquelle l'Indonésie employait des dizaines de milliers d'hommes et toute sorte de moyens belliques à sa disposition pour écraser la Résistance, massacrait toute la population du village de Kraras et faisait des tas de violations des Droits de l'Homme, le représentant indonésien dans son discours du 1er septembre 1983 devant le Comité de Décolonisation des Nations-Unies , décrivait la situation à Timor Oriental de la façon suivante:

"La province est en paix. Les blessures de la guerre civile incitée par le Fretilin et par les Portugais sont guéries. Toute le population est activement employée au développement économique, social et culturel de sa province, comme partie de la République d'Indonésie". (15)

Prenant en compte les énormes moyens belliques employés contre la Résistance Maubère, le Général Benny Murdani prévit le terme global de la rébellion jusqu'au 5 octobre 1983 et promit de présenter à Djakarta, à cette date - qui est celle de la Fête des Forces Armées Indonésiennes - d'importants trophées de la guerre de Timor. Il pensait naturellement présenter le Commandant-en-Chef des Falintil, Xanana Gusmão, mort ou vif, et d'autres dirigeants de la guerrilla.

Mais le Commandant-en-Chef indonésien ne put tenir cette promesse.

Non seulement il ne put mettre la main sur aucun des dirigeants du Fretilin, mais il dut encore repousser plusieurs fois de suite, la date du terme de l'état d'exception à Timor Oriental.

A la mi-octobre 1983, le "Gouverneur" du territoire, Mário Carrascalão était déjà plus prudent mais affirmait encore: (16)

> *"Je crois que tout sera terminé dans quelques mois. Je crois que dans l'espace de quelques mois, la situation à Timor Oriental sera complètement normale"...*

En janvier 1984, Djakarta prévoyait encore que les opérations puissent prendre fin le mois suivant (17).

Mais les années passèrent et les opérations de grande envergure, regroupant les meilleures troupes d'élite du régime indonésien, y compris les forces sous le commandement du colonel Prabowo, gendre du Président Suharto, furent répétées sans succès. Dans certains cas, comme en 1985, la population civile de Timor est de nouveau mobilisée pour servir de bouclier humain aux troupes indonésiennes.

La guerrilla s'étend de nouveau à presque tout le territoire, bien qu'avec des actions peu fréquentes, afin de ne pas provoquer d'usure excessive et de pouvoir suporter une résistance prolongée.

En même temps, se renforce l'unité nationale de Timor, indépendemment des partis auxquels les personnes appartenaient auparavant. Même d'ex-fans de l'intégration participent à la lutte contre l'occupation que ce soit dans des réseaux clandestins ou même sur le front armé.

La convergence de tous les nationalistes de Timor dans la lutte contre l'occupation indonésienne de leur patrie et pour l'autodétermination et indépendance, fut proclamée par le Fretilin en 1983 et est vécue en effet, dans le quotidien de la lutte à l'intérieur de Timor. C'est dans cette ligne de pensée et de conduite que, en 1984, Xanana Gusmão lance un appel à la radio avec un message qui dit:

> *"nous, à l'intérieur du pays, sommes unis; il est bon que vous, à l'extérieur, soyez également unis"*

Répondant à cet appel du leader de la Résistance, les directions du Fretilin et de l'UDT à l'extérieur signent, le 18 mars 1986, un accord de coopération mutuelle qui concrétise la "Convergence Nationaliste" de Timor. L'objectif fondamental est que "les deux formations conjuguent leurs efforts dans la défense du droit inaliénable du Peuple de Timor à l'autodétermination".

En conférence de presse donnée le 20/03/86 par les plus hauts dirigeants des deux partis, à Lisbonne, ceux-ci affirment: *"la nécessité de ce que les deux formations conjuguent leurs efforts dans la défense du droit inaliénable du Peuple de Timor à l'autodétermination".;*

Dans le communiqué adjoint:

> *"Les deux délégations réaffirment le rôle prépondérant du Portugal de par les responsabilités qui lui sont conférées par la Constitution de la République Portugaise et par le Droit International".*

Et en conférence de presse, les leaders de Timor expliquaient encore:

(...)

> *"des conversations jusqu'ici menées entre les délégations du Fretilin et de l'UDT, il en est résulté déjà un consensus sérieux et profond entre les deux formations politiques pour la défense de l'instauration d'un régime démocratique, de type occidental, à Timor Oriental. Il s'agit d'une donnée très importante et fondamentale pour la consolidation de laquelle aussi bien l'UDT que le Fretilin désirent le contribut décisif de toutes les forces politiques portugaises, pour que ce fait nouveau puisse contribuer à une prise de position plus correcte sur la question de Timor Oriental, sur le plan international, de façon à éveiller les attentions sur ce qui est vraiment en cause: la défense du droit international et des principes contenus dans la Charte des Nations-Unies et dans la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme".*

En cohérence avec ces positions, les Falintil cessent d'être des forces armées du Fretilin pour devenir celles de la Libération Nationale de Timor Oriental, comme le déclare son leader dans un message du 7 décembre 1987, duquel nous citons:

> *"Les Falintil n'auront qu'une mission sublime à remplir: la défense de notre Patrie à tous et le maintien de l'ordre interne, instauré par une Constitution qui*

> *proclame la défense des libertés individuelles et collectives et le respect des intérêts de tous les citoyens et couches sociales de Timor Oriental! Pour que les glorieuses Falintil puissent remplir pleinement leur mission , à l'intérieur de la structure gouvernementale, quelque soit la tendance politique de l'exécutif, il était nécessaire d'affirmer dès lors la neutralité des Forces Armées de Libération Nationale de Timor Oriental".*

Dans une lettre datée du 31 décembre 1988, pour compléter le processus de séparation de partis des Forces Armées de Libération Nationale, le Commandant-en-Chef, Xanana Gusmão, communique sa sortie du Fretilin.

Le 5 octobre 1989, c'est de nouveau lui qui explique et précise mieux encore:

> *"Les Falintil (...) ont acquis, ces onze dernières années, le véritable rôle qui leur incombe et qui s'inscrit tout simplement dans la défense de la Patrie, étant ainsi libérées de toute dépendance politique envers un parti déterminé.*
>
> *"Les Falintil ne font pas de politique, mais s'occupent à aider à la construction d'une nation libre et démocratique, sous les fondements du respect des libertés de pensée et d'association, d'expression et de réunion et du respect intégral des droits universels de l'Homme.*
>
> *"Le pluripartisme et une économie de marché seront les bases d'un Timor Oriental Indépendant (que les guerrilleros construisent sur leurs propres cadavres!). Etat libre et non-aligné qui ne renoncera à la ferme intention de se candidater à l'ASEAN, comme contribut plus positif pour la stabilité de la région".*

Simultanément, la lutte dans les villes et régions sous le contrôle de l'Indonésie s'organise petit à petit. On crée des réseaux clandestins, qui trouent le blocus des nouvelles imposé sur l'île de Timor, et surgissent les premières manifestations. Dans certains cas, celles-ci consistent seulement au lever des drapeaux du Fretilin et du Portugal (comme dans la nuit de Noel 1987). Dans d'autres cas, ce sont des pamphlets distribués clandestinement comme ceux qui apparurent le 11 novembre 1987 au Palais des Départements, au Quartier-Général, au Parlement de la Province de Timor et dans d'autres édifices publiques et diverses zones de Dili, et sur lesquels on peut lire:

> *"- Hors de Timor, chiens indonésiens, nous voulons le retour des Portugais pour l'autodétermination et l'indépendance de notre Patrie, le Timor Oriental".*

Juste après, quelques prêtres de Timor et un missionnaire portugais sont interrogés par les services secrets indonésiens et sujets à de fortes pressions et menaces.

Avec l'envoi d'étudiants de Timor, boursiers, aux universités indonésiennes de Djakarta et Yogyakarta, à Java, de Dempasar, à Bali, et autres, le réseau clandestin s'étend jusqu'au coeur de l'Indonésie. Et, malgré les dénonciations qui causent l'emprisonnement de certains, ou dans quelques cas à la "mort accidentelle" comme ce qui arriva au jeune licencié en Economie, José António Moniz da Silva, le 15 décembre 1987 - la lutte du peuple maubère commence à être connue des universitaires indonésiens.

Sixième phase: - du 12 octobre 1989 à nos jours (septembre 1990): La jeunesse de Timor, éduquée par les indonésiens, manifeste contre l'occupation et les universitaires indonésiens, eux-mêmes, prennent intérêt au problème de Timor Oriental.

La visite de quatre heures que le Pape Jean-Paul II fit à Timor, le 12 octobre 1989, devint un des faits les plus marquants de signification dans la lutte du Peuple

Maubère pour l'autodétermination et l'indépendance. Non à cause de ce que le Pape dit ou non dans son homélie à Taci-Tolu, dans les environs de Dili, ni pour ce qu'il fit ou non à Timor. Mais de par le courage des jeunes de Timor qui criaient leur désir d'indépendance, et leur détermination dans la lutte. Ceci faisant, les jeunes étudiants savaient qu'ils couraient de graves risques d'emprisonnement, ou de tortures, ou même d'être assassinés ou portés "disparus" Mais, malgré cela, il ousèrent profiter de cette occasion unique où se trouvaient des tas de journalistes étrangers et pour l'occasion, moins conditionnés que d'habitude, pour manifester leur révolte contre l'occupation indonésienne.

Francesc Valls, journaliste du quotidien de Madrid "El País" fut un des journalistes présents à cette occasion. Ces deux paragraphes que nous reproduisons ci-dessous sont de lui:

> *"Le soin minutieux avec lequel le Gouvernement Indonésien prépara la visite du Pape à Dili, capitale de Timor Oriental, tomba hier à l'eau lors de la manifestation contre l'annexation de cette ex-colonie portugaise par l'Indonésie qui en occupe le territoire depuis 1975. Les clameurs pour un Timor Oriental indépendant faisaient écho en portugais et en tétum, quand Jean-Paul II conclut avec ces mots 'ite missa est', la célébration eucharistique de ce qui avait été prévu comme l'étape la plus polémique du périple que le Pontife réalisait dans le Sud-Est Asiatique."*

Plus loin, le même journaliste espagnol raconte:

> *(...) "Entretemps, les cris en faveur de l'indépendance de Timor montaient de volume. Les forces de sécurité commencèrent à agir avec plus d'agressivité sur les journalistes . Ils arrachèrent les appareils photos de deux d'entre eux et détruisirent les pellicules. Les manifestants, entourés de poussière, se défendaient en lançant des pierres et des chaises contre la police" (...)* (23) (24).

Pendant plus de dix ans, l'Indonésie paria sur le processus d'indonéisation des enfants et des jeunes de Timor. D'où l'effort entrepris à l'éducation, sous le strict conrôle des autorités indonésiennes. Au bout de quatorze ans d'occupation le résultat est une manifestation anti-indonésienne dans une cérémonie fignolée dans ses moindres détails depuis plusieurs mois.

Prévoyant initialement la présence de quatre cent mille personnes à la messe du Pape, les mesures de répression et le contrôle très serré de tous ceux qui prétendaient y assister, en réduirent le nombre à quatre-vingt mille. Et, bien que la plupart de la foule était constituée d'Indonésiens, résidants à Dili, ou provenant des îles voisines, ou du Timor Indonésien (Occidental), et que beaucoup soient des membres des forces Armées, en uniforme ou non, l'imprévu se passa. Les emprisonnements et tortures de centaines de personnes par les occupants, dans les mois qui précédèrent la visite, et les assassinats perpétrés par les forces du Colonel Prabowo, gendre du Général Suharto, dans sa campagne de terreur destinée à garantir que tout aille "normalement", se montrèrent inefficaces.

Aprés le départ du Pape, plusieurs dizaines de jeunes furent emprisonnés et torturés, et il est très difficile d'avoir des nouvelles d'eux. Le témoignage présenté dans les II Journées de Timor par une jeune fille qui se trouvait à Dili lors de la visite du Pape, pourra contribuer à l'éclaircissement des évènements qui eurent lieu alors.

Depuis, et malgré la sévère répression, des manifestations du même genre se sont renouvellées.

Le 4 novembre 1989, une manifestation contre l'évêque de Dili, instiguée par le colonel Prabowo et autres commandos militaires indonésiens, provoquet une contre-manifestation en défense de l'Evêque. Des confrontations ont lieu avec les forces indonésiennes , un major de police est blessé et de nombreux jeunes furent emprisonnés et blessés.

Le 15 novembre, une importante force militaire fait le cercle de l'Externat Saint José apparemment à la recherche de 4 étudiants qui s'y seraient réfugiés. Les étudiants se défendent. Les soldats tirent en l'air puis prennent d'assaut le collège, tapant sur quelques élèves. Des incidents de ce type se répètent en décembre.

Malgré les positions pro-indonésiennes de son correspondant à Djakarta - Michael Vatikiotis - le Far Eastern Economic Review affirme dans son muméro du 28/12/1989, dans un article signé par celui-ci:

> *"L'hostilité contre le Gouvernement, jusqu'ici réduite à quelques survivants du mouvement guerrillero indépendantiste luttant dans les montagnes, peut maintenant se répandre parmi la génération la plus jeune des zones urbaines".*

Le quinze janvier 1990, près de 400 jeunes de Timor profitent de la visite à Dili de l'ambassadeur des Etats-Unis d'Amérique accrédité à Djakarta pour faire une manifestation auprès de l'hôtel où il est installé. Sur les panneaux qu'ils empoignaient, on pouvait lire en anglais: "L'Indépendance ou la mort"; "Intégration, non et jamais"; "Indonésiens, quittez notre territoire". Les forces indonésiennes envahissent le jardin de l'hôtel. Les confrontations attirent l'attention de l'ambassadeur, qui s'approche et commence à parler aux manifestants. Ceux-ci s'excusent de le déranger ainsi et affirment qu'ils désirent seulement porter à sa connaissance les violations des droits humains à Timor, et demandent aux Nations-Unies d'intervenir sur le territoire. Le dialogue entre les manifestants et l'ambassadeur dura près d'une heure.

Quand l'ambassadeur quitta le local, en voiture, les forces de l'occupation chargèrent sur les manifestants, faisant de nombreux blessés et prisonniers. L'ambassadeur lui-même dénonça la violence de la répression!

Suite à ces manifestations, les autorités militaires indonésiennes créèrent des "escadrons de la mort". En janvier et février, ces escadrons commencent à agir et quatre cadavres rendus méconnaissables par les mutilations subies, apparaissent à Dili...

Entretemps, en janvier 1990 ressort le "Journal de la Résistance Nationale des Etudiants de Timor Oriental" , "Neon Metin". Nationaliste et n'obéissant à aucun parti, ce journal clandestin était né en 1989, mais la répression des autorités l'avait obligé à se taire, pour renaître, revigoré, début 1990.

Déjà le 7 septembre 1989, dans un geste précurseur de cette nouvelle phase, près d'une centaine d'étudiants universitaires de Timor qui fréquentaient les cours en Indonésie, avaient signé une lettre au Secrétaire-Général de l'ONU dans laquelle ils demandent: (25) (26) (27)

> *"le retrait immédiat et inconditionnel de toutes les forces indonésiennes, de tout l'appareil bureaucratique et des immigrants qui servent de cohersion du Gouvernement de Djakarta dans l'occupation illégale de notre Patrie, dans l'appropriation de nos biens, dans l'exploration de notre sous-sol et dans l'extermination de notre peuple;*
>
> *"la réalisation immédiate d'un référendum;*
>
> *"la participation des représentants légitimes du peuple de Timor Oriental, notamment de la Convergence Nationaliste (UDT-Fretilin) à tous les forums internationaux où l'on cherche des solutions pour le cas de Timor Oriental".*

Les étudiants soutiennent:

"La position prise par l'Evêque de Dili, Mons. Ximenes Belo, dans sa lettre du 6 février 1989 au Secrétaire-Général de l'ONU" où il propose la réalisation d'un référendum , et manifestent leur *"sympathie avec la solidarité démontrée par les Organisations Internationales (gouvernementales et non-gouvernementales)"*.

La lettre termine avec le refus de:

"toutes formes de connivence entre l'ONU, le Portugal et l'Indonésie pour l'extermination du peuple de Timor Oriental", affirmant que *"la réalisation des intérêts du peuple de Timor passe nécessairement par l'autodétermination et l'indépendance totale"*.

Le 26 décembre 1989, des universitaires de Timor qui étudiaient dans l'île indonésienne de Bali manifestent contre la répression qui atteint leurs collègues à Dili. La manifestation est durement réprimée et, quelques jours après, un des étudiants, du nom de José Carvalho, est trouvé mort sur la rive du Seliwang, à Bogor...

Révoltés avec cette situation, même des universitaires indonésiens commencent à parler.

C'est ce que fit l'étudiant Ammarsyah de l'Institut de Technologie de Bandung, devant le tribunal qui le jugeait, le 31 janvier 1990. Cet étudiant avait été fait prisonnier avec cinq autres, pour avoir organisé une manifestation en défense de la démocratie, lors de la visite du Ministre Rudini, de l'Intérieur, à l'Institut, le 5 août 1989. Accusé, il décida de profiter de son jugement pour exposer ses idées sur la situation à Timor Oriental et en Indonésie avec une intervention intitulée: *"Indonésie, l'histoire de la baionette et du casque d'acier"*.Dans cette intervention, et après avoir mentionné de nombreuses violations des droits humains dans son pays, l'étudiant indonésien déclarait en tribunal (18) (22):

"Très Honorés Juges, penchons-nous maintenant sur l'extermination qui a pris lieu à Timor Oriental"; et citant des rapports de l'Amnistie Internationale et de la Croix Rouge Internationale, il dénonce les massacres de villages entiers et la mort d'un tiers de la population de Timor, les déportations, les emprisonnements arbitraires et sans jugement, et les 'disparitions' de prisonniers. *C'est un 'secret public'*, disait-il , *" que les cabinets d'administration départementale et que les postes militaires étaient utilisés comme lieux d'interrogatoire et de torture des prisonniers"*. Et, terminant la partie dédiée à Timor Oriental, il lit intégralement la lettre de l'Evêque Ximenes Belo de Dili , datée du 6 février 1989, où celui-ci demande au Secrétaire-Général de l'Onu *"de faire débuter à Timor le processus de décolonisation normal et démocratique qu'est la réalisation d'un référendum"*. Selon ces affirmations en tribunal, l'étudiant indonésien, accusé, montrait que cette lettre *" posait à nouveau la question de la décolonisation de Timor Oriental"*.

Un autre exemple dans le même sens est celui du rapport produit par le Département de Recherche sur le Développement Rural et Régional de la prestigieuse Université Gajah Mada, de Yogyakarta (Java). Ce rapport, de cent trente pages, se base sur une étude réalisée les premiers mois de 1990. Ses conclusions devaient être le point central d'un séminaire à réaliser à Dili le 19 avril 1990, sponsorisé par la Banque Centrale d'Indonésie et du Cabinet de Planning pour le Développement de Timor Oriental. Mais vu la teneur du rapport et de ses conclusions, le Séminaire fut subitement annulé, pour *"raisons techniques"* comme le justifiera le Ministre de la Défense Indonésien.

Selon ce rapport, (18) (19) (20) (21) *"bien que le gouvernement indonésien considère que l'intégration a résoud le problème de la décolonisation, les Timorais ne* *pensent pas de la même manière"* (p 7). Et dans un autre passage:

> *"L'apathie et l'indifférence des populations face aux programmes, montrent que non seulement il n'existe pas d'adaptation réciproque entre nous et les gens de Timor, comme cela montre surtout que le rejet de notre présence croît et se développe dans un processus naturel".*

L'équipe qui procéda aux recherches à Timor Oriental dans les premiers mois de 1990 était dirigée par le Professeur Mobyarto, et avait déjà séjourné sur le territoire en 1981 et 1989. D'où il lui fut aisé de faire des comparaisons et d'apprécier l'évolution de la situation.

Selon les affirmations de ces universitaires indonésiens dans leur rapport, la société de Timor est traumatisée par la situation continuelle de guerre, et *"même parmi l'élite de Timor, il existe un sentiment de haine"* (envers les Forces Armées Indonésiennes). Une des principales recommandations du rapport est donc que l'on prenne des mesures qui *"mettent fin à la situation de guerre".*

Une autre recommandation peut être lue dans le passage suivant:

> *"Considérant les liens étroits qui unisssent les Timorais à leur terre d'origine et à leurs coutumes, on recommande l'annulation du programme de ré-installation de familles. La population devrait être autorisée à regagner leurs villages d'origine, afin de pouvoir y cultiver leurs terres et vivre en accord avec leurs traditions".*(p 129).

Sur l'Eglise de Timor, le rapport de l'Université Indonésienne affirme:

> *"La compétition entre l'Eglise Catholique et le Gouvernement Indonésien est au centre du problème. Comme sainte patronne, l'Eglise Catholique compte sur une importante ressource, la masse du peuple, mais n'a point de ressources matérielles; le Gouvernement a des ressources abondantes et d'autres moyens, comme ses pouvoirs coercifs mais n'a pas le soutien de la population"* (p.9)

Entretemps, suite à un discours très dur du Ministre de la Défense Indonésien, fait à Dili le 3 février 1990, et contrariant complètement les recommandations du rapport mentionné ci-dessus, des dizaines de milliers de soldats indonésiens arrivent à Timor. L'objectif est, une fois de plus, d'arrêter le leader de la Résistance maubère, Xanana Gusmão, pour en finir avec celle-ci. Les massacres se répètent (cette fois-ci dans des villages des communes de Ainaro (comme Lour) et de Bobonaro. Les prisons se remplissent à nouveau. Les prisonniers sont torturés et les femmes violées. Pendant un temps, le couvre-feu obligatoire est imposé à Dili et dans d'autres villes. Les disparitions continuent. La Résistance se défend et contre-attaque...

Le 17 juillet 1990, les étudiants des écoles de Colmera et Becora, à Dili et dans d'autres endroits, hissent le drapeau du Fretilin. C'était l'anniversaire de l' "intégration", célébré par l'Indonésie.

Malgré l'intervention des forces occupantes, les jeunes se refusent à retirer leurs drapeaux avant que les drapeaux indonésiens soient deshissés...

Mais le plus surprenant de cette résistance tenace, c'est le rôle que les enfants de Timor eux-mêmes commencent à jouer, ces derniers mois:

. Ils se dirigent à des militaires indonésiens dans la rue ou frappent à la porte des transmigrants provenant d'autres îles et demandent avant de s'enfuir - ***"Kapan pulang?"***, ce qui signifie ***"Quand partez-vous?"...***

Grâce à tout cela, en septembre 1990, le leader le plus haut de la Résistance Xanana Gusmão, interviewé par un journaliste australien, pouvait affirmer avec une confiance sereine:

> *"(...) Si, il y a 3 ou 4 ans, nous nous préoccupions avec 'l'après extermination des FALINTIL', aujourd'hui, elle est juste vue comme un prix à payer pour la PATRIE. Non seulement c'est avec plaisir mais avec un orgueil incontrôlable que les FALINTIL constatent que leurs sacrifices purent réchauffer et consolider les bases d'une résistance véritablement nationale, les rendant indestructibles.*
>
> *"La situation, sur le plan interne, a atteint un stade inégalable et nous ne pouvons cacher notre immense satisfaction en déclarant ceci. Nos espoirs, du début de cette phase, sont devenus cette réalité poignante que nous avons construit sur les cadavres de tous ceux qui sont tombés pour la Patrie, la confiance que nous déposons en l'abnégation au-delà des limites de notre Peuple s'est traduite par l'assurance et la foi qui nous ont toujours guidés et a pris forme dans l'assomption totale du devoir d'aller chercher la victoire.*
>
> *"Sur le plan global de la guerre, nous sommes tous certains que le temps court en notre faveur et non en celle de Djakarta. Sur le plan strictement militaire, les FALINTIL sont conscientes d'avoir rempli leurs fonctions et nous sommes politiquement, psychologiquement et moralement chaque fois mieux préparés à accepter notre extermination car nous savons qu'elle ne signifiera pas la fin de la guerre. Le Peuple Maubère continuera à lutter et n'abandonnera pas espoir, quels que soient les vents de l'Histoire."*

1 1 - BIEN QUE SANS APPUI DE LA PART DES GRANDES PUISSANCES ET MEME DE SES PRINCIPAUX ALLIES, LE PORTUGAL CONTINUE A DEFENDRE LE DROIT A L'AUTODETERMINATION DU PEUPLE DE TIMOR ORIENTAL

Nous avons déjà vu que la Révolution du 25 avril 1974, déclenchée au Portugal par le Mouvement des Forces Armées, et qui fit tomber le régime de Salazar et Caetano, consacra le respect du droit à l'autodétermination des ex-colonies portugaises.

Prenant en compte la localisation de Timor Oriental, dans une île partiellement indonésienne, depuis le début du processus que les autorités portugaises expliquent que *"le Gouverneur devra procéder en accord avec les principes du Programme du Mouvement des Forces Armées, vu les conditionnalismes locaux et évitera que les relations avec l'Indonésie se détériorent"*. (28)

Se basant sur cette orientation, le 13 mai 1974, est créée à Dili la Comission pour l'Autodétermination de Timor.

Ce fut dans ce contexte que naquirent les associations politiques de Timor.

La loi 7/74 de Juillet 1974 consacre de manière encore plus explicite *"le droit à l'autodétermination , avec toutes ses conséquences"*, et cela inclut *"l'acceptation de l'indépendance des territoires outre-mer et la dérrogation de la partie correspondante de l'article Iº de la Constitution Politique de 1933"* qui considère les "Provinces Outre-mer" comme partie inaliénable du territoire national.

Au bout de douze ans de critiques et de condamnations de l'ONU, pour le non-respect au droit à l'autodétermination des territoires sous son administration, le Gouvernement du Portugal transmet au Secrétaire-Général des Nations-Unies, par le biais d'un memorando daté du 3 août 1974, sa disposition à coopérer pleinement avec eux, en conformité avec la Déclaration sur la concession de l'indépendance aux peuples et territoires coloniaux. Cette même position est réitérée successivement par le Ministre des Affaires Etrangères et par le Ministre de la Coordination Inter-territoriale, dans leurs discours à l'Assemblée Générale des Nations-Unies (4) (29).

Le 14 octobre 1974, le Général Ali Murtopo, Conseiller à la Sécurité du Président Suharto, vint au Portugal, pour parler avec le Président de la République, le Premier Ministre et celui des Affaires Etrangères. Les contacts nécessaires à la concrétisation de cette rencontre furent effectués par l'Ambassadeur d'Indonésie accrédité auprès de la CEE, Frans Seda, qui accompagna le Général Ali Murtopo dans son déplacement à Lisbonne, ainsi que le fit l'ambassadeur indonésien à Paris. Il n'y eut pas de communiqué final à ces conversations "secrètes". Mais en 1985, Frans Seda présenta un rapport détaillé de cette rencontre et d'autres qui suivirent, établies entre les représentants des deux pays, à la Comission Pontifice Justice et Paix (à laquelle appartenait l'ambassadeur indonésien) dans une réunion qui eut lieu du 7 au 12 novembre à Nemi.

Malgré sa perspective clairement pro-indonésienne et malgré la distorsion, tout au long du rapport, de beaucoup de faits dans un sens favorable à l'Indonésie, c'est l'ambassadeur lui-même qui reconnaît que les autorités portugaises frisèrent bien que toute solution devrait venir du résultat du "libre choix de la population" (30) La possibilité de ce que l'Indonésie pourrait faire de la propagande auprès du peuple timorais, dans le sens de l'intégration, fut cependant considérée acceptable.

Début février 1975, peu après l'établissement de la coalition entre l'UDT et le Fretilin, une délégation du Gouvernement de Timor vint à Lisbonne pour contacter le Gouvernement Central, auquel elle proposa une internationalisation du problème, afin de dissuader l'Indonésie d'interférer à Timor Oriental.

Mais préoccupé par le problème de l'Angola que le Portugal prétendait résoudre sans l'aide des Nations-Unies, le Ministre de la Coordination inter-territoriale considéra que l'internationalisation du problème ne devait se faire qu'en cas ultime. En alternative, il proposa que l'on essaie d'obtenir l'appui de l'Indonésie et de l'Australie pour une idée d'indépendance, sous la protection du Portugal qui resterait sur le territoire pendant quelques années encore. Le Ministre montrait clairement ne pas connaitre le régime indonésien...

Le 9 mars 1975 une délégation ministérielle portugaise rencontre à Londres une délégation indonésienne dirigée par le Général Ali Murtopo. Les pressions indonésiennes pour intervenir directement dans le processus de décolonisation de Timor sont énormes. Mais la délégation portugaise les rejette, rappelant une fois de plus que c'est le peuple qui doit choisir son destin. On admet à nouveau la possibilité d'une propagande indonésienne en faveur de l'intégration, et l'hypothèse de porter le problème aux instances internationales, si l'Indonésie force son interférence dans le processus, revient encore. (31), Mais non, cependant, avec assez de persuasion, pour dissuader le Gouvernement Indonésien d'intervenir...

Nous avons déjà vu comment l'Indonésie, empêchée de participer à toute administation transitoire, déstabilisa le territoire pour ensuite l'envahir et que, par conséquent, le Gouvernement Portugais coupa les relations diplomatiques avec elle et déposa plainte au Conseil de Sécurité des Nations-Unies. Le problème se trouvait donc internationalisé.

Le chantage sur les vingt-trois militaires portugais retenus en otages par les forces indonésiennes se maintient pendant un an, jusqu'à la conclusion du processus d' "intégration" conduit par l'Indonésie. A ce propos, le 3 juillet 1976, le journal hebdomadaire "Expresso" signalait:

> *"le grave risque que courent certains, si les problèmes les plus cruciaux du contencieux entre le Portugal et l'UDT ne sont pas résolus jusqu'au 17 août, jour national de l'Indonésie."*

Et, plus loin, le même hebdomadaire continue:

> *"nous sommes restés avec l'impression que pour le moins quatre des vingt-trois risquent leur vie si le Portugal n'ouvre pas de conversations ou si celles-ci n'aboutissent pas à une issue jugée satisfaisante par les nouvelles autorités de Timor".*

Selon le "Jornal de Notícias" du 13 juillet 1976:

> *"les conditions préalablement posées par l'Indonésie pour la libération des 23 militaires portugais détenus, consistent au renouveau des relations avec Djakarta, à la reconnaissance du Gouvernement Provisoire (pro-indonésien) et au retrait de la plainte déposée à l'ONU".*

Devant la menace qui pendait sur les militaires portugais otages, le Portugal ne satisfait aucune des conditions exigées par l'Indonésie mais n'ose pas non plus déclencher une initiative importante, sur le plan international, pour empêcher l'intégration. Quand, le 28 juillet 1976, les otages arrivent finalement à Lisbonne, le décret d'intégration du Timor portugais à l'Indonésie avait déjà été signé par le Général Suharto, onze jours avant, le 17 juillet 1976... Les otages avaient joué le rôle que l'Indonésie désirait, celui d'empêcher une ample réaction portugaise et internationale à la farse de l'intégration!

Après cela, la position portugaise continua la même de toujours: - respecter le droit à l'autodétermination du peuple de Timor Oriental.

La Constitution de la République approuvée le 2 avril 1976 consacra ce droit, qui continue à figurer dans la loi fondamentale portugaise après les révisions de 1982 et 1989.

Par de nombreuses occasions, le Parlement Portugais a approuvé des résolutions en soutien de ce droit à l'autodétermination et protesté contre l'ocupation indonésienne du territoire et contre les violations des droits humains. Ces résolutions furent toujours approuvées par unanimité.

Les autres organes de souveraineté portugaise prirent des positions semblables, chacun dans sa sphère de compétences et dans son champ d'action.

Confrontés au poids énorme de l'Indonésie et des alliés très puissants, notamment les Etats-Unis, et l'Australie, les gouvernements successifs se sentirent impuissants pour des actions plus efficaces en vue de mettre un terme à cette situation si injuste et dramatique. Oscillant entre la dénonciation ferme et les silences et compromis susceptibles d'ouvrir d'éventuelles perspectives de négociation, les gouvernements portugais qui se succédèrent ont résisté aux pressions dans le sens d'une négociation du droit à l'autodétermination qui, d'ailleurs ne leur appartient pas - mais si au peuple timorais - ou d'une abdication du devoir qui incombe au Portugal, comme Puissance Administrative, de tenter de créer des conditions pour que ce droit soit exercé.

Rappeler au monde qu'il revient à tous de défendre ce droit d'un peuple opprimé, qui vit son territoire envahi, occupé et annexé, et n'a pas encore eu la possibilité de choisir son destin, ne fut pas chose facile. Car beaucoup - notamment les plus puissants - mettent leurs propres intérêts au-devant des principes et du droit. Peut-être que la crise que le monde affronte en ce moment au Moyen-Orient mènera à la réflexion des inconvénients de l'hypocrisie internationale et de la nécessité de ne point tolérer d'annexations par la force...

Dans sa petitesse et sa fragilité, le peuple malprotégé de Timor Oriental continue de résister. Survivre, dans des conditions si adverses, relève de la prouesse et, résister encore, au bout de quinze ans, est en soi une énorme victoire. Reste faire de cette lutte, de cette souffrance, et de ce courage, la force qui nous anime et mettre fin à ces humiliations et offenses, ainsi qu'aux tortures et violences, et permettre d'atteindre la Paix dans la Justice, et la Dignité dans la Liberté. Et que les enfants de Timor Oriental n'aient plus besoin de demander encore et toujours aux occupants, avec provocation et anxiété:

"Kapan pulang ?" - "Quand partez-vous ?".

Université de Porto, septembre 1990

A. Barbedo de Magalhães
(Coordinateur du Deuxième Séminaire de Timor de l'UP)

DEUXIEME PARTIE

DEUXIEME SEMINAIRE DE TIMOR DE L'UNIVERSITE DE PORTO

"TIMOR-ORIENTAL, TERRE D'ESPOIR"

I - TIMOR-ORIENTAL, LA COMMUNICATION SOCIALE ET LE CONTEXTE INTERNATIONAL

I.1 - Pour arriver à ce que le monde ignore ses crimes, les forces indonésiennes n'hésitent pas à assassiner six journalistes étrangers (*)

Le 16 octobre 1986, deux équipes de télévision australienne filmaient la conquête de Balibó, à Timor portugais, par les forces indonésiennes, avec la participation de réfugiés de Timor. Leurs images n'auraient laissé aucun doute sur la participation des Forces Armées Indonésiennes à l'attaque, et mettrait à terre la propagande indonésienne selon laquelle c'était seulement des réfugiés de Timor réunis dans le MAC (Mouvement Anti-Communiste) et des "volontaires" indonésiens qui étaient en train de reconquérir Timor.

A Maliana, à quelques kilomètres de Balibó, une équipe de la RTP (Radio-Television Portugaise) dirigée par le journaliste Adelino Gomes assiste à l'attaque dans laquelle les forces indonésiennes utilisent l'artillerie lourde, des bombes incendiaires et des armes automatiques, et essaie de filmer la descente d'un hélicoptère après la fin des combats.

La veille, Adelino Gomes avait parlé aux reporters de la télévision australienne de la septième chaîne, de Melbourne et de la neuvième, de Sidney. Sur le mur ocre de la maison où ils se trouvaient, ils avaient peint le mot AUSTRALIE et dessiné le drapeau australien: - "*ceci pour que les Indonésiens, s'ils entrent à Balibó, voient qu'il y a ici des étrangers et ne nous tuent pas. C'est notre ambassade*", avait dit l'un d'eux, Greg Shackleton.

Moins de 24 heures après cet échange oral, à l'aube du 16 octobre 1975, commença l'attaque indonésienne sur Balibó, avec l'appui de quelques éléments de Timor du MAC. Les autorités indonésiennes et australiennes savaient que les journalistes s'y trouvaient. Peu de jours avant, des programmes avaient été transmis, où ils disaient précisément se diriger vers la ville, car c'était exactement une zone où une attaque était prévue contre le territoire de Timor-Oriental alors contrôlé par le Fretilin. Un des journalistes cria pourtant, juste avant d'être atteint par les balles, qu'il était australien, mais l'objectif était d'éliminer justement les témoins gênants et les cinq membres des deux équipes de télévision furent consciemment et froidement assassinés. Outre Greg Shackleton, périrent Tony Stewart (ingénieur du son), Jan Cunningham et Brian Peters (cameramen) et Malcolm Rennie (également journaliste).

Les militaires indonésiens responsables de cette opération (le colonel Kalbuardi et la major Yunus) furent ensuite promus. Le photographe officiel de l'opération fut décoré par le Général Suharto.

(*) Texte du Coordinateur du Séminaire

Le Gouvernement Australien, de son côté, bien qu'embarassé par l'impact de l'évènement dans l'opinion publique, fit une enquête peu conclusive et équivoque.

A Timor, d'autres journalistes australiens parmi lesquels Roger East obtinrent des déclarations qui ne laissaient aucun doute sur le rôle des Forces Armées Indonésiennes dans ce crime.

L'Indonésie n'ayant point obtenu d'avancées significatives, à partir de la frontière terrestre entre le Timor-Oriental et le Timor Indonésien, près d'un mois et demi après - début décembre -, les indices d'une invasion en force à partir de la côte et qui commencerait à Dili, conduisirent les autorités australiennes à conseiller à tous leurs citoyens d'abandonner le territoire.

La quasi- totalité des journalistes et membres d'organisations humanitaires abandonna Timor. Roger East, cependant, préféra rester même quand le 6 décembre 1975, les membres de la Mission de la Croix-Rouge Internationale partirent pour l'île de Ataúro.

Le 7 décembre, une heure après le début de l'invasion, Roger East envoya encore un message du Centre de Télécommunications de Marconi, de Dili, aux bureaux de l'agence de presse AAP- Reuter en Australie. Puis, il fut capturé par les militaires qui le menèrent de force au port de Dili où il fut assassiné sur le quai, comme des centaines de personnes de Timor. Le Gouvernement Australien était de telle connivence avec le Gouvernement Indonésien qu'il n'eut pas même un cri de protestation contre la mort de ce journaliste et citoyen australien...

Pendant treize ans, de décembre 75 à décembre 88, les autorités indonésiennes imposèrent un blocus des informations quasi- complet à la partie orientale de l'île de Timor.

Furent très rares les journalistes étrangers admis à entrer dans le territoire. Et quand ils en avaient l'autorisation, leurs visites étaient très courtes et leurs déplacements strictement limités et contrôlés. La situation que les journalistes indépendants décrivent est en général, d'une grande crainte, de la population décimée et traumatisée par la guerre, la famine, et par toute sorte d'arbitrages et atrocités des forces occupantes.

Quelques exceptions à cette règle sont des journalistes qui s'étaient compromis au départ avec les autorités indonésiennes à faire des reportages favorables aux envahisseurs. Mais même dans ces cas-là, ce qui leur est donné de voir sont juste quelques villes, routes goudronnées, nouvelles écoles et hôpitaux, et autres travaux de façade destinés à faire oublier le génocide de tout un peuple. Les contacts avec la population sont toujours limités ou rendus difficiles.

Quant à la Croix-Rouge Internationale (CRI) c'est seulement le 24 mars 1979 qu'elle est autorisée à visiter temporairement et de façon très limitée, Timor-Oriental. Pendant plus de trois ans, l'accès lui en avait été interdit!

Dans un de ses premiers rapports, élaboré en 1979, la Mission de la CRI affirme que la situation humanitaire à Timor-Oriental est pire que dans le Biaphra, durant la guerre de sécession et qu'une campagne immédiate d'appui alimentaire et médicale est urgente pour éviter la mort de dizaines de milliers de timorais.

Même après l' "ouverture" de Timor-Oriental, en Janvier 1989, proclamée bien haut par les autorités indonésiennes, beaucoup de journalistes indépendants et d'organisations humanitaires voient leurs demandes d'entrée sur le territoire refusées. Certains content comme leurs demandes étaient les bienvenues et comme ils étaient même invités à d'agréables dîners par des fonctionnaires diplomatiques qui se disposaient à les soutenir dans leurs déplacements si les reportages à publier transmettaient une image favorable de l'Indonésie... mais qui refusaient de leur octroyer des visas quand les journalistes se montraient peu enclins à ce jeu...

I. 2 - Communication du journaliste *António José de Silva* de la RTP (Radio-Télévision Portugaise) (*)

"Le thème qui nous fut proposé pose nécessairement une question qui, bien qu'ancienne, est aujourd'hui d'actualité plus visible. En termes très concrets, cette question pourrait se résumer en cette interrogation: Sont-ce les grands problèmes qui appellent à la communication sociale, ou est-ce la communication sociale qui rend les problèmes grands? En d'autres termes, la communication sociale est-elle au service de la démocratie ou sommes-nous en plein milieu d'une 'Médio...cratie' qui décide de ce qui est ou non important ?

" La publication presque simultanée en France, de certaines oeuvres se rapportant à cette question montre bien les préoccupations croissantes qui commencent à se sentir dans ce domaine vital. Le titre d'une des oeuvres d'un célèbre communicateur politique dit précisément et avec une ironie évidente,' Nous sommes ici de par la volonté des média'. Il n'y a pas titre plus symptomatique. Un thème comme celui-ci nous mènerait trop loin et ce n'est pas pour en discuter que nous sommes réunis ici. Mais il constitue le problème de fond duquel nous ne pouvons fuir quand il s'agit de Timor. Car Timor en soi n'est pas un sujet réellement important pour la communication. Quand, dans quelques années, les palestiniens auront finalement un état indépendant, ils ne le devront pas aux 4 guerres que les pays arabes ont fait à Israel, ni aux actions sanglantes de terrorisme de certains groupes radicaux, ni même aux boycotts pétroliers contre l'Occident. Ils le devront essentiellement à la guerre des pierres que de jeunes adolescents ont débutée, il y a deux ans contre les puissantes forces israélites de l'occupation. Mais l' "intifada" n'aurait pas existé sans la télévision. Ce qui fut une réaction spontanée se transforma en une stratégie montée et plannifiée pour la télévision. Et avec quels effets dévastateurs! Dévastateurs dans l'opinion publique israélite, internationale et dans les chancelleries des capitales occidentales. Grâce à la télévision, les pierres devinrent une puissante arme politique et sont en voie d'atteindre ce que, ni les pierres, ni le terrorisme le plus sophistiqué, pourraient obtenir.

"Ceci est à peine un des exemples nombreux et récents de ce que l'on pourrait appeler de Médio...cratie. Cela ne veut pas dire que le problème palestinien ne soit pas important du point de vue éthique, politique et stratégique. Cela signifie que la communication télévisée lui a donné une autre dimension, en le transformant émotionnellement et affectivement en une espèce de problème de toute l'humanité et en influençant dramatiquement son développement. Car il y a des exemples de ce type un peu partout dans le monde, importants éthiquement et politiquement. Peut-être moins stratégiquement et donc certainement mais non totalement pour cela, votés à l'oubli de la part de la communication de masse. Le cas de Timor est à peine l'un d'eux. Même s'il nous en coûte, soyons francs: nous devons admettre que le peuple Maubère mérite de la part de la communication sociale moins d'intérêt ou un intérêt plus réduit que le peuple des Sikhs, les Tamils, le peuple d'Erithrée, les Hindous, le peuple du Cachemire ou même ce peuple ignoré du sud du Soudan, animiste ou chrétien. En termes de communication de masse, le peuple de Timor ne compte pas ou si peu, dans le monde de nos jours.

(*) Reproduction quasi intégrale de la communication présentée par le journaliste António José Silva.

"La visite du Pape, même avec les risques ici mentionnés, aura servi, à l'époque, à le projeter un peu; mais la succession vertigineuse de grands évènements politiques créa rapidement d'autres foyers d'intérêt et Timor est retombé dans l'oubli. Et nous savons combien est le poids en termes politiques de cet oubli des média.

"Ce tableau est peut-être trop pessimiste mais je ne vois pas dans les temps les plus proches, de grandes chances d'un changement radical dans les relations entre Timor-Oriental et la communication sociale internationale.

"Il est certain que nous assistons depuis 2 ans, à l'explosion dramatique de l'affirmation de la culture qui est, comme qui dirait, l'affirmation de nationalismes. Le contexte international se présente donc apparemment favorable à la lutte du peuple Maubère pour l'autodétermination. Sauf que la multiplication des foyers nationalistes dans le monde entier, et surtout en Europe, constitue une menace pour Timor-Oriental, en termes de communication. Pour des raisons géographiques, politiques, historiques et autres, la Communication va faire des options prioritaires qui ne passent pas nécessairemment par Timor-Oriental. Dans les prochains mois, la grande communication de masse va avoir beaucoup de cas de nationalisme dont s'entretenir: en Europe, au Moyen-Orient, dans la Péninsule Indostanique. Des cas plus proches et plus rentables en termes d'audience que Timor.

"Inclure Timor dans la liste de priorités de la grande communication, de celle qui fait trembler l'opinion publique internationale et bouger les chancelleries de l'occident, inclure Timor dans cette liste de priorités semble être, à côté des grands mouvements diplomatiques, le grand défi qui se pose à ceux concernés par l'avenir du peuple Maubère. Mais j'avoue que c'est un défi difficile, pour les raisons déjà exposées, et pour une autre qui est fondamentale: le gouvernement de Djakarta a conscience des conséquences de l'ouverture du Timor-Oriental à la communication sociale et va l'éviter à tout prix.

"C'est dans ce cadre que s'insère ce Séminaire. Et la présence de figures illustres internationales pourrait faire remuer la boue. Elle pourrait créer et ouvrir des trous dans ce mur du silence que la communication sociale, d'une façon générale, a fait autour de Timor.

"Excusez le pessimisme de ce communiqué, mais le pessimisme est un état émotionnel et non pas un état proprement rationnel.

"Rationnellement, nous devons continuer à garder espoir et à lutter pour le mériter".

I. 3 - Communication du journaliste *José Carlos Vieira* de l'Agence de Presse Lusa (*)

"La visite du Pape à Timor-Oriental, le 12 octobre 1989, dont le régime indonésien voulait profiter comme contribution à une légitimité de l'annexation, en essayant de donner une idée de normalité de la situation, finit par être la plus grande dénonciation internationale sur la situation vécue sur le territoire depuis une dizaine d'années.

"Grâce à quoi ?

(*) Reproduction quasi intégrale de la communication présentée par le journaliste José Carlos Vieira, un des deux journalistes portugais qui accompagna le Pape dans sa visite à Timor-Oriental, le 12 octobre 1989.

"D'abord, à une poignée de jeunes de Timor qui eurent le courage de présenter leurs protestations au Pape.

"Puis, car Jean-Paul II en personne - bien que le Portugal et d'autres pays aient affirmé le contraire - ne profila point cette idée de normalité et dénonça la situation du peuple de Timor, comme je l'expliquerai ci-dessous.

"Enfin, car la présence à Dili de quelques dizaines de journalistes représentant les organes d'information les plus prestigieux du monde entier, rendirent possible une avalanche d'informations sans précédents.

"Je dois souligner ici que, à mon avis, l'Indonésie fit une évaluation incorrecte des conséquences éventuelles de la présence des journalistes portugais dans l'avion du Pape.

"Djakarta n'avait pas donné de visas aux journalistes portugais qui l'avaient sollicité. Et c'est seulement après des négociations entre le Saint-Siège et le Gouvernement Indonésien qu'il fut rendu possible à deux journalistes portugais - Henrique Mota de la "Radio Renascença" et moi-même, représentant l'Agence Lusa - d'obtenir les visas et accompagner le Pape dans son vol.

"Durant le voyage et dans les jours qui précédèrent l'arrivée à Dili, nous avons eu l'occasion de converser avec beaucoup de collègues qui nous accompagnaient, sur la situation en territoire occupé par les Indonésiens.

"D'abord, ils se montrèrent méfiants et nous écoutèrent avec réserve. Mais progressivement, ils se montrèrent intéressés.

"Cependant, après le passage par Dili et de tout ce qui arriva et qui est de votre connaissance, les conversations avec nous changèrent profondément.

"Sur le retour de Dili à Djakarta, et encore dans l'avion, quelques journalistes vinrent s'excuser de leur incrédulité antérieure.

"Dans mon cas personnel, un collègue venu s'excuser , eut un geste très spécial. Il me dit: "Ecoute, j'ai sur moi un rosaire qui m'a été donné par un séminariste de Timor, mais je pense que c'est à toi de le garder et de l'emporter au Portugal.

"Dans son homélie, le Pape fit référence aux souffrances prolongées du peuple de Timor, aux morts, à l'absence de liberté et de stabilité, à ses expectatives légitimes et aux responsabilités de ceux qui détiennent son avenir.

"Les montagnes de coupures de journaux de la presse internationale recueillies alors et accumulées depuis lors, avec des articles de relief publiés dans les "média" prestigieux internationaux montrent que les diverses actions de propagande indonésienne ne servirent à rien, notamment la brochure sur Timor-Oriental laissée dans nos chambres d'hôtel à notre arrivée à Djakarta.

"A Timor, j'ai eu l'occasion de parler avec des personnes mais la plupart disaient: "Je ne sais pas" ou bien "J'ai peur de parler".

"J'ai parlé à des membres du clergé, et l'un d'eux me dit ouvertement: "Nous vivons ici comme dans un camp de concentration".

"Cela m'émotionna quelque peu et je l'ai laissé transparaître dans certains textes et chroniques que je transmis alors.

"Il est difficile donc, de contrôler une situation où les journalistes indépendants et dignes de crédit puissent relater librement des circonstances dont ils ont été témoins.

"Pour cela, la communauté informative mondiale va avoir des difficultés à faire des reportages sur Timor-Oriental car l'Indonésie sait bien les risques que celle-ci comprend.

"Les journalistes portugais, en particulier, auront des difficultés majeures.

(...) "Mon vote va dans le sens d'une plus grande attention et responsabilité en rapport avec ce cas, de la part de la presse portugaise et internationale (...)."

I. 4 - Communication du journaliste *Manuel Acácio* de la TSF - Rádio Jornal (*)

"L'attitude de la communauté internationale relativement à Timor-Oriental se résume fréquemment en un mot : l'hypocrisie.

"Timor-Oriental pèse peu sur la balance des relations internationales. Exception faite des positions assumées par la CEE et par les Pays Africains de Langue Officielle Portugaise (PALOPS). Le droit du peuple maubère à l'autodétermination et indépendance fut défendu par les PALOPS dans plusieurs réunions internationales, notamment lors de la rencontre du Mouvement des Non-Alignés, organisation qui comprend l'Indonésie. La CEE, de son côté, a condamné en diverses occasions la violation des droits humains à Timor.

"Une référence encore aux résolutions approuvées par les Nations-Unies. Elles auront eu au moins le mérite de rappeler à l'opinion publique le drame de Timor.

"L'oubli de la situation dramatique qui se vit à Timor a parfois été justifié par des raisons stratégiques de sécurité internationale ou des compromis diplomatiques. Voyez l'exemple de l'Australie pour qui l'accord pour l'exploitation du pétrole de Timor a fait " s'assoupir" la conscience et considérer Timor-Oriental comme la 27 ème province indonésienne. Voyez les USA qui autorisèrent tacitement l'invasion indonésienne et reconnaissent l'annexation du territoire de Timor.

"L'Indonésie parie beaucoup de ses atouts dans ce "jeu diplomatique": c'est une puissance militaire de l'ASEAN, un pays important à l'intérieur du Mouvement des Non-Alignés et c'est encore une des puissances économiques florissantes de la région.

"Mais les Indonésiens "jouent avec des cartes truquées" et, malgré leurs atouts, Timor est le "talon d'Achille" de la politique externe de Djakarta.

"Et puisque la communauté internationale se montre peu sensible et sans grands problèmes de conscience face aux 200.000 morts et à presque 15 ans de violations des droits humains, il revient à la presse d'exercer son rôle de contre-pouvoir mobilisateur de l'opinion publique.

"Je pense que, de plus en plus, la presse s'affirme comme un vecteur décisif dans la lutte pour l'indépendance du peuple Maubère.

(*) Reproduction quasi intégrale de la communication présentée par le journaliste Manuel Acácio.

"Le pire qui pourrait arriver au peuple timorais serait que sa lutte tombe dans l'oubli. Et c'est là que la communication sociale joue un rôle important. En informant, la presse intervient activement dans la résolution du conflit de Timor. Il revient à elle d'être une fenêtre suffisamment indiscrète et tournée vers Timor et les capitales où se joue l'avenir du peuple maubère.

"En ce qui concerne la presse portugaise, après quelques années d'oubli et même de contre-information provenant de l'Indonésie, la situation est aujourd'hui complètement différente. La visite du Pape Jean-Paul II à Timor, l'accord entre Djakarta et Sidney pour l'exploitation du pétrole du Timor 'GAP' et encore les négociations pour la visite d'une délégation portugaise à Timor ont éveillé les attentions de la presse.

"La visite probable de la délégation portugaise au territoire de Timor vient attribuer à la communication sociale, une tâche importante. Je pense qu'il est nécessaire de prévoir la possibilité d'un décor monté par les Indonésiens à cette occasion. Un décor "pour que le portugais voie" avec 2 objectifs: cacher les protestations et le mécontentement de la population, en exagérant l'importance des investissements faits sur le territoire depuis 15 ans. Quinze années de génocide et d'occupation militaire sanglante.

"Il revient aux journalistes qui accompagnent les députés, la tâche de démonter ce scénario et savoir apprécier la situation sans ingénuité. Ingénuité qui pourrait être fatale à la lutte de Timor. Il incombe aux journalistes d'écouter et de donner la parole au peuple maubère. Pour cela, je pense que les députés portugais ne doivent pas abdiquer d'une rencontre avec le leader de la guerilla, Xanana Gusmão et avec ceux qui résistent à l'occupation indonésienne.

"Il est nécessaire de savoir écouter et donner la parole au peuple timorais. Il me semble important de ne pas oublier les déclarations suivantes de Monseigneur Martinho da Costa Lopes et de Moisés de Amaral respectivement:

"Timor peut être effectivement plus développé, mais les timorais ne veulent pas vivre dans une cage dorée". (Mons. Martinho Lopes, ex- Administrateur Apostolique du diocèse de Dili).

"Timor est une prison d'où l'on ne sort que mort". (Monsieur Moisés do Amaral, ex- Président de la Comission Politique de l'UDT, décédé le 22 février 1989)

I I - TIMOR - ORIENTAL, INDONESIE, AUSTALIE ET LE TABLEAU GEOPOLITIQUE MONDIAL : HYPOTHESE D'EVOLUTION

I I.1 - Il est possible qu'il y ait, en Indonésie, des manifestations comme celles qui ont fait tomber les régimes autoritaires installés aux Filipines, en 1986, et en Corée du Sud, en 1988 (*)

I I.1.1 - La récente évolution en Asie, Europe de l'Est et dans le Monde, est une affirmation de la primauté des droits de l'Homme et des droits des Peuples

Si nous regardons avec un certain recul, l'évolution politique enregistrée ces dernières années en Asie, Europe de l'Est, Afrique et dans le reste du monde, nous constatons que l'Humanité a fait un saut significatif dans le sens de l'affirmation de la primauté des Droits de l'Homme et des Peuples.

Ceci malgré toutes les hésitations propres aux processus historiques, les reculs qui suivirent les avancées, les conflits qui s'allumèrent ou se ré-allumèrent quand d'autres s'éteignaient. Ceci malgré la faim qui continue de tenailler des millions d'enfants tous les ans, et les emprisonnements politiques, les tortures et les guerres que la folie humaine continue à alimenter.

Ceci malgré que certains de ces "Printemps" politiques ne se soient point épanouis en fleurs et malgré le sang répandu, malgré les occupations étrangères qui persistent et des nombreux peuples et nations qui continuent sans états, coupés par des frontières artificielles ou intégrés de force à des nations qui ne sont pas les leurs ni n'ont été choisies comme telles.

Pour ne pas nous étendre trop, rappelons simplement les dates de certains des évènements marquants de l'évolution mentionnée ci-dessus.

1986.02.25 - (FILIPINES) Tombe la dictature de Ferdinando Marcos, aux Filipines. Arrivé au pouvoir en 1965, la même année que le Général Suharto d'Indonésie, il imposa la Loi Martiale en 1972 et n'hésita pas à faire assassiner son principal opposant, Benito Aquino, le 21 août 1983. Forcé à réaliser des élections présidentielles en 1986, il tenta de truquer les résultats, mais la révolte populaire l'obligea à fuir du pays.

1987.06.29 - (CORIEE DU SUD) Tombe la dictature de Chun Doo Hwan, en Corée du Sud, après de grandes manifestations durement réprimées par la police.

1988.04.14 - (AFGHANISTAN - -URSS) Signature de l'accord pour le retrait des troupes soviétiques de l'Afghanistan. Celui-ci débutera le 15 mai 1988 et sera conclu le 14 - février 1989, mettant ainsi terme à dix ans d'occupation militaire. De cette façon, l'URSS respecte (avec huit ans de retard) la résolution des Nations-Unies du 14 janvier 1980, qui exigeait "le retrait immédiat et sans conditions des troupes soviétiques et autres forces étrangères de l'Afghanistan."

(*) Texte du Coordinateur du Séminaire

1988. 08.17 - (PAKISTAN) Le Général Mohammed Zia ul-Haq, Président du Pakistan meurt, ouvrant ainsi le chemin aux élections.

1988.10.05 - (CHILI) Ouverture démocratique au Chili, avec la réalisation d'un plébiscite lors duquel la majorité dit "non" à la demande du Général Pinochet pour un nouveau mandat présidentiel. Suite à ce plébiscite, des élections présidentielles et législatives se réalisèrent le 14 décembre 1989 et le 11 mars 1990 Pinochet cède la place au Président élu (bien qu'il continue comme Commandant-en-Chef des Forces Armées).

1988.12.01 - (URSS) Changement dans la Constitution Soviétique et adoption d'une nouvelle loi électorale qui permet de se présenter au suffrage, à des candidats à l'opposition du régime. C'est ainsi qu'aux élections du 26 mars 1989, beaucoup de candidats de l'opposition sont élus, comme Boris Yeltsin, qui gagne à Moscou et, le 29 mai 1990, il sera élu Président de la Fédération Russe (la république d'URSS la plus peuplée).

1989.01.11 - (HONGRIE) Le Parlement Hongrois autorise la formation de partis indépendants. Un mois après, le 11 février, le Parti Communiste Hongrois lui-même renonce au rôle dirigeant et accepte la formation d'autres partis. Le 11 mars, le Premier Congrès du Forum Démocratique prend place. Le 26 avril, les troupes soviétiques se retirent du pays et le 2 mai 1989, commence le démantèlement des barrières frontalières de fil de fer barbelé du fameux "rideau de fer". Le 19 septembre, cette fois-ci, le Gouvernement arrive à un accord avec l'opposition sur un processus de transition démocratique. En avril 1990, les premières élections générales libres se réalisent.

1989.01.17 - (POLOGNE) Le Parti Communiste Polonais accepte l'établissement du pluralisme syndical. Le 6 février, le Gouvernement négocie avec les membres de l'Eglise et de "Solidarnosc" et le 5 avril on arrive à un accord sur le rétablissement de la démocratie pluraliste. Le 17 février "Solidarnosc" est légalisé.

1989. Février - (ALGERIE) Suite à de grands manifestations populaires et à des mutineries qui, en octobre 1988, avaient causé plus de 500 morts, on approuve une nouvelle Constitution qui en finit avec le monopole du pouvoir du FLN (Front de Libération National). Le 12 juin 1990, se réalisent les premières élections municipales libres depuis l'Indépendance (en 1962) qui donnent la victoire au Front Islamique de Sauvegarde Nationale (FIS).

1989. Février - (PARAGUAY) Un coup d'état dirigé par le Général Andrés Rodrigues met un terme à la dictature la plus ancienne de l'Amérique Latine. Le Général Alfredo Stoessner, qui dirigeait comme un despote le pays depuis 35 ans (depuis 1954), est destitué.

1989. 05.11 - (RDA) Début du retrait des troupes soviétiques de la République Démocratique Allemande.

1989.06.04 - (POLOGNE) Victoire spectaculaire de "Solidarnosc" aux premières élections partiellement libres, réalisées depuis le début des réformes démocratiques dans les pays de l'Europe de l'Est. Suite à cette victoire, "Solidarnosc" est invité à participer à un Gouvernement de coalition ave le Parti Communiste Polonais.

1989.09.21 -
(CAMBODGE -
- VIETNAM)
Le Vietnam débute le retrait des ses derniers 26.000 soldats stationnés au Cambodge.

1989.11.09 -
(RDA)
Chute du mur de Berlin.
Erigé par décision prise le 13 août 1961, en pleine "guerre froide", c'était le symbole non seulement de la division de l'Allemagne, mais aussi de l'Europe et du Monde en 2 blocs antagoniques.

1989.11.18 -
(RDA)
Suite à de nombreuses manifestations populaires, notamment depuis 25 septembre à Leipzig, et autres villes de RDA, Hans Modrow est nommé Premier Ministre et annonce l'ouverture du gouvernement aux non-communistes. Le processus démocratique alors débuté va conduire aux premières élections libres en RDA qui se réalisent le 18 mars 1990.

1989.11.29 -
(TCHECOS -
LOVAQUIE)
Suite aux manifestations à Prague exigeant la démocratie, l'Assemblée Nationale de la Tchécoslovaquie élimine les articles de la constitution qui attribuaient au Parti Communiste le rôle dirigeant de la société, terminant ainsi 41 ans de régime communiste totalitaire. Le 10 décembre, certains membres de l'opposition intègreront un nouveau gouvernement. Le 28 décembre, Alexander Dubcek, leader du Printemps de Prague, qui fut écrasé par les troupes du Pacte de Varsovie en 1968, est élu Président de l'Assemblée Fédérale. Le jour suivant, le dramaturge Vaclav Havel, ex-dissident, ex-prisonnier politique et dirigeant du Forum Civique créé le 19 novembre, devient Président de la République (par interim). Les élections libres réalisées le 8 juin 1990 font de Vaclav Havel, le Premier Ministre librement élu en plus de cinquante ans.

1989.12.01 -
(URSS-
VATICAN)
Le Papa Jean-Paul II reçoit au Vatican le dirigeant soviétique Mikhail Gorbatchev, en un geste que témoigne de l'ouverture des pays de l'Europe de l'Est à la liberté religieuse.

1989.12.04 -
(PACTE DE
VARSOVIE)
Le Pacte de Varsovie, alliance militaire des pays de l'Est dirigée par l'URSS, reconnait que l'invasion de la Tchécoslovaquie en 1986 fut une erreur.

1989.12.11 -
(BULGARIE)
Le Gouvernement Bulgare annonce la fin du monopole du pouvoir du Parti Communiste et la réalisation d'élections libres. Celles-ci se réalisent fin mai 1990.

1989.12.20 -
(SAINT TOME
PRINCIPE)
Au sommet des 5 Pays Africains de Langue Officielle Portugaise, réunis du 18 au 20 décembre à Cap Vert, le Président Pinto da Costa, de Saint Tomé et Principe, annonça son intention d'en finir avec le régime de parti unique et instaurer une démocratie multi-partis dans son Pays. Concrétisant ces intentions, le 15 mars 1990, il remet à la Présidente de l'Assemblée Populaire une proposition dans ce sens. Le 22 août, un référendum approuve par une écrasante majorité, la nouvelle constitution transformant St Tomé et Principe en la

première ex-colonie africaine portugaise avec un régime démocratique multi-partis.

1989.12.22 - (ROUMANIE) Les forces de la "Securitat", police secrète roumaine, se rendent à Bucarest après de violents combats de rue qui suivirent les grandes manifestations populaires contre l'une des dictatures de l'Europe de l'Est, les plus fermées.Le Président Ceausescu et sa femme sont faits prisonniers. Le 20 mai 1990, ont lieu les premières élections roumaines après la chute du dictateur.

1990.02.06 - (URSS) Le Parti Communiste de l'Union Soviétique renonce au rôle dirigeant, ouvre le chemin au multi-partidarisme. Le 16 février, le Soviet Suprême approuve la loi de la propriété individuelle, et l'étend aux moyens de production. A la scéance du 13 mars du Congrès des Députés du Peuple, le 6ème article de la Constitution qui, depuis 72 ans, définissait que le "PCUS est la force qui dirige et oriente la société soviétique" est remplacé par un autre qui consacre la multiplicité des partis.

1990.02.11 - (AFRIQUE) Libération de Nelson Mandela, leader noir sud-africain, champion de la lutte anti-apartheid et dirigeant du Congrès National Africain (ANC). Sa libération, après 27 ans de prison, est un pas important dans l'élimination politique de la discrimination raciale en Afrique du Sud . Le 1er juin 1990, le Gouvernement annonce qu'en octobre terminera l' "apartheid" dans les piscines, restaurants et autres lieux publics, suivi d'autres mesures allant dans le même sens.

1990.02.24 - (LITHUANIE) Les élections en Lithuanie donnent une franche majorité aux indépendantistes.

1990.02.25 - (NICARAGUA) Les élections libres au Nicaragua, donnent la victoire au Président Violeta Chamorro. Daniel Ortega, Président cessant, embrasse son rival dans un geste qui symbolise la réconciliation au Nicaragua, après 8 ans de guerre civile.

1990. Février - (BENIN, SOMALIE, TCHAD...) Le Bénin, voisin du Nigéria, donne les premiers pas vers une démocratie de plusieurs partis. Peu après, la Somalie, le Tchad et d'autres états africains suivent le même chemin.

1990.03.11 - (LITHUANIE) Le Soviet Suprême (Parlement) de la Lithuanie approuve une déclaration d'indépendance. Moscou menace de sanctions économiques mais évite une invasion et l'écrasement immédiat par la force du mouvement nationaliste. Peu après, l'Esthonie et la Léthonie approuvent de semblables déclarations. Ces trois états baltiques, intégrés depuis août 1940 à l'URSS, suite à un accord entre Hitler et Staline, fait sans la moindre consultation des populations, assument ainsi leurs droits à l'autodétermination et indépendance, après un demi-siècle d'occupation.

1990.03.18 - (LETHONIE et ESTHONIE) Les elections pour les parlements de Léthonie et Esthonie donnent de franches victoires aux indépendantistes.

1990.03.21 - (NAMIBIE)

La Namibie devient indépendante.

Ex-colonie allemande, le Sud-Ouest Africain est confié en 1920 par la Société des Nations à l'Afrique du Sud pour l'administration. En 1946, cependant , Prétoria refuse d'obéir aux décisions de l'ONU de placer le territoire sous un régime de tutelle internationale. Le 26 août 1966, la SWAPO (Organisation du Peuple du Sud-Ouest Africain) déclenche une lutte armée en faveur de l'indépendance. Le 27 octobre de la même année, l'ONU considère comme officiellement terminé le mandat de l'Afrique du Sud pour administrer le territoire, et en 1968, proclame comme illégale l'occupation sud-africaine du territoire. En décembre 78, l'Administration sud-africaine réalise des "élections" et crée un gouvernement autonome en vue d'une "indépendance" qui maintiendrait les lois de séparation raciale. Sans la participation de la SWAPO ni la supervision des Nations-Unies, ces élections perdent toute leur crédibilité et la résistance nationaliste continue. Le 8 août 1988, après 22 ans de lutte armée, Prétoria, Luanda et La Havane , sous l'égide des USA, arrivent à un accord qui prévoit un cessez-le-feu immédiat. Le 22 décembre, finalement, est signé un traité qui prévoit l'indépendance de la Namibie parallèlement au retrait des 50.000 soldats cubains d'Angola (à concrétiser jusqu'en juin 1991). Le 10 mars 1989, arrivent les premiers "casques bleus" des Nations Unies chargés de fiscaliser la transition. Du 7 au 11 novembe 1989, ont lieu des élections pour une Assemblée Constituante qui donnent une franche victoire à la SWAPO et le 16 février 1990, le leader de ce mouvement, Sam Nujoma, est élu Président. Après l'indépendance de la Namibie, les Nations Unies enregistrent seulement 18 territoires non-autonomes, parmi lesquels les plus importants de par leur extension et leur population, sont Timor-Oriental et le Sahara occidental.

1990.03.23 - (MONGOLIE)

Le Parlement de la Mongolie élimine l'article de la Constitution qui consacrait le rôle dirigeant du Parti Communiste.

1990.04.13 - (CAP VERT)

Le Conseil National du PAICV (Parti Africain de l'Indépendance de Cap Vert) ouvre la voie à la démocratie en décidant que le Président de la République soit élu par suffrage direct et qu'aux élections législatives, puissent concourir d'autres partis. Réunis du 24 au 28 juillet 1990, le Congrès du PAICV confirme ces décisions et transforme Cap Vert en une société pluraliste.

1990.04.24 - (ZAIRE)

Le Président Mobutu Sese Seko du Zaire annonce qu 'il abandonne les fonctions de Chef du Gouvernement et de leader du Mouvement Populaire Révolutionnaire (MPR) - parti unique au pouvoir - et autorise en même temps, la constitution de 2 nouveaux partis (de l'opposition).

1990.05.11 - (NEPAL)

Le Roi Birendra, du Népal, annonce la création d'une comission chargée de rédiger un projet de constitution qui conduise à l'instauration d'un régime démocratique, de plusieurs partis dans cet état monarchique. Un mois avant, le 8 avril, le Roi autorisait déjà la création de 2 partis (interdits depuis 30 ans), suite à de grandes manifestations populaires pro-démocratiques que le gouvernement (entretemps démis) avait toujours réprimé durement.

1990. Juin - (COTE D'IVOIRE)

Au bout de 30 ans de régime de parti unique, le Président Félix Houphouet-Boighy autorise la création de 14 partis.

1990.06.29 - (EUROPE) Les 33 nations européennes, URSS inclus, et à l'exception de l'Albanie, réunies à Copenhague, à la Conférence sur la Dimension Humaine, approuvèrent par consensus un document qui compromet les états signataires au pluralisme politique, aux élections libres, à la séparation entre l'Etat et les partis et à un système judiciaire indépendant. Ce document consacre certains droits culturaux des minorités et interdit "la torture et autres formes cruelles, inhumaines et dégradantes de punition". Les USA et le Canada souscrirent aussi à cette déclaration, de grande portée historique, morale et politique.

1990.07.11 - (AFRIQUE) La Déclaration Finale du Sommet de l'OUA (Organisation de l'Unité Africaine) affirme que la "démocratie et le développement doivent cheminer de paire et se renforcer mutuellement". A la conférence de presse, le président récemment élu de l'OUA déclare que "Il faut la démocratie, car il n'est pas possible de gouverner un état moderne sans démocratie".

1990.07.31 - (MOZAMBIQUE) Le Bureau Politique du Frelimo se manifeste unanimement en faveur de la multiplicité des partis. Le 15 août son Comité Central approuve d'importants changements à la constitution dans ce sens, une loi électorale, une loi des partis et un projet de code de conduite des dirigeants supérieurs de l'Etat. En consonnance avec cela, La République Populaire du Mozambique devient simplement République du Mozambique.

1990.08.02 - (KOWEIT) L'Irak envahit le Koweit mais la communauté internationale réagit avec une énergie jamais vue. Les USA, la Grande Bretagne, l'Australie et autres états qui avaient pourtant appuyé l'Indonésie dans son invasion du Timor-Oriental, deviennent les grands défenseurs du droit international et les protecteurs des petits états et nations contre les ambitions territoriales de leurs voisins. Le Conseil de Sécurité des Nations Unies condamne l'invasion et exige le retrait immédiat et sans conditions des forces occupantes. Le 8 août, l'Irak déclare l'intégration du Koweit comme 19ème province. Les Nations-Unies déclarent l'annexation "nulle et sans validité aucune". Le Conseil de Sécurité approuve l'embargo commercial à l'Irak et admet même l'usage de la force pour remettre la légalité internationale.

1990.08.15 - (INDONESIE) 58 personnalités indonésiennes, ex-ministres y compris, généraux en retraite, leaders religieux et activistes des droits de l'Homme et autres figures de grande envergure divulguent publiquement un soussigné où ils demandent au Président Suharto de se démettre de ses fonctions et de démocratiser le pays. "Décrets, lois et procédures contre les principes démocratiques devront être reformulés pour garantir la démocratie, comme le promet la Constitution", affirme le document.

II.1.2 - La crise de la "succession" met en cause la survie du régime indonésien

Depuis qu'en août 1984, commence à circuler en Indonésie un document intitulé "Sauver la Démocratie", l'étoile du Président Suharto va en pâlissant.

Parmi les souscripteurs de ce très important document, on compte les dirigeants des 3 principaux courants politiques et sociaux indonésiens, notamment:

- Mohammade Sanusi Hardjadinata, ex-dirigeant du Parti Nationaliste Indonésien (PNI), le plus voté aux dernières élections libres ayant eu lieu en Indonésie (en 1955) et président, jusqu'en 1980, du PDI (Parti Démocratique Indonésien), parti résultant de la fusion imposée par le Gouvernement, du Parti Nationaliste avec le Parti Chrétien;
- Mohammade Natsir, ex-chef du Parti Musulman (moderniste) Masyumy Party, le second parti le plus voté aux élections de 1955; et
- le Général (en réserve) Nasution, qui fut plusieurs fois Ministre, ex-Premier-Ministre, ex-Commandant-en-Chef des Forces Armées Indonésiennes et un des responsables du massacre des membres du PKI (Parti Communiste Indonésien) après le coup d'Etat de 1965 qui mit Suharto au pouvoir.

Dans ce manifeste, ils protestent contre la "Loi des Associations" et 4 autres lois, alors en discussion au Parlement, lesquelles, une fois approuvées, fermeraient complètement les portes à toute évolution démocratique du régime.

Les dirigeants des Conseils des 5 religions autorisées (protestants, catholiques, musulmans, boudhistes et hindouistes) manifestent également leur appréhension envers ces nouvelles lois.

Certains prédicateurs musulmans protestent contre la "Loi des Associations", et des inscriptions apparaissent sur les murs des mosquées contre celle-ci, et des pamphlets sont distribués, de teneur anti-gouvernementale et en défense de la démocratie.

Début septembre 84, l'armée indonésienne arrête quelques musulmans près de la mosquée de Rawa Badak, la capitale. Peu de jours après, le 12/09/84, une foule qui exigeait la libération de ces prisonniers est brutalement massacrée, à Tanjung Priok (Djakarta). Près de 60 morts et de nombreux blessés sont le bilan de ce tragique incident.

Un des premiers à être assassiné par les troupes commandées par le Général Benny Murdani, fut le dirigeant musulman Amir Biki.

Connu pour avoir commandé le bataillon des étudiants universitaires qui, en 1965, aida le Général Suharto à établir l' "ordre nouveau", Amir Biki fut déjà, dans d'autres occasions le médiataire entre musulmans et les autorités. Mais cette fois-ci, les troupes du régime n'essayèrent même pas le dialogue, préférant agir brutalement et donc abattre un ex-partisan aussi important que Amir Biki.

Quatre jours après ce massacre, un groupe de 50 politiques et généraux en retraite demande une enquête sur les incidents de Tanjung Priok. Ils éveillent l'attention sur le fait de l'existence d'un sentiment croissant de révolte causé par le non-respect par le gouvernement de la Constitution de 1945, notamment en imposant le Pancasila, comme unique principe, à toutes les associations politiques, religieuses et sociales.

Le plus important dans ce document est le poids des personnalités qui le signèrent. Parmi eux, on compte 3 ex-ministres, Sjafruddin Prawiranegara, ex-Ministre des Finances; Burhanuddin Harapan, ex-Premier Ministre; H.M. Sanusi, Ministre de l'Industrie du 1er Gouvernement de Suharto de 1966 à 1968 et plusieurs généraux en retraite parmi lesquels Ali Sadikin, de la Marine (ex-gouverneur de Djakarta); Hugeng (chef de police jusqu'en 1972); le Général Azis Saleh, le Général Suyitno et le Général H.R. Darsono qui fut Secrétaire-Général de l'ASEAN (Ass. des Pays du SE Asiatique) démis depuis pour avoir justement signé la "Pétition des Cinquante".

Depuis le massacre de septembre 84, le gouvernement a interdit les sermons dans les mosquées à ceux qui n'en auraient pas l'autorisation expresse.

Plus de 130 "maîtres" musulmans furent emprisonnés, alors que le Géneral Murdani se réunissaient avec d'autres dans diverses régions de Java, leur recommandant de ne pas critiquer le gouvernement et les menaçant, dans le cas positif.

Depuis lors, les sentiments de révolte ne cessent de croître.

Dans son édition du 6 novembre 1989, l'hebdomadaire amériain Newsweek, parlait de l'opposition croissante au régime de Suharto. A ce propos, il faisait allusion aux manifestations d'étudiants universitaires de Jogjakarta et d'autres villes indonésiennes, tout au long de l'année 1989, exigeant la démocratie, le respect de la morale musulmane, et la libération des étudiants prisonniers. Contrairement à d'habitude, beaucoup de militaires refusèrent alors de réprimer violemment les manifestations estudiantines. Apparemment, il y a des liaisons et de la solidariété entre étudiants, petits paysans appauvris et mécontents, et certains militaires. Selon l'avocat indonésien Mulya Lubis, *"il est en train de se passer quelque chose que les journaux ne disent pas; les deux prochaines années pourraient être explosives".*

En contrepartie, Suharto, irrité, répond à un journaliste, sur un ton furieux et menaçant: *"Si quel'un veut me remplacer de façon anticonstitutionnelle, je l' écraserais, qu'il soit politique ou militaire..."* Il y a quelques années, Suharto ne se serait pas irrité ni n'aurait menacé personne : - il aurait ri d'une hypothèse aussi improbable. Mais, aujourd'hui, il sent que le sol s'ouvre sous ses pieds et perd sa sérénité.

Incapable de préparer sa succession - en grande partie à cause du problème de Timor - qui rend difficile toute démocratisation sans rupture du régime, Suharto ne voit pas d'issue à l'avenir. Son Ministre de la Défense, Benny Murdani, non plus d'ailleurs. C'est lui qui avoue que chercher un successeur à Suharto c'est comme "entrer dans une pièce obscure. On ne sait pas ce qui nous attend"... Et le Général Benny Murdani ajoute qu'il est possible que des manifestations se produisent en Indonésie comme celles qui ont fait tomber les régimes autoritaires installés aux Filipines, en 86, et en Corée du Sud, en 88... Le soussigné du 15 août 1990 mentionné ci-dessus est un pas de plus dans ce sens.

II.2 - Une visite récente à Timor-Oriental

D. Paul Moore, Jr., Evêque Résignataire de New York

II.2.1 - Note biographique sur l'Evêque D. Paul Moore, Jr.

Le Révérend D. Paul Moore, Jr. fut nommé 13ème Evêque de New York, de l'Eglise Episcopale (de communion anglicane) le 23 septembre 1972, au cours de sa neuvième année d'épiscopat. Elu Evêque de Whashington en septembre 63, il avait servi à ce poste jusqu'à son élection comme Evêque Co-adjoint de New York en décembre 69.

Né à Morristown, New Jersey, le 15 novembre 1919, il sort diplomé de l'Université de Yale en 1941 avec le B.A.; il reçut le S.T.B. du General Theological Seminary en 49. En 1960, on lui concède le titre honorifique S.T.D. au même séminaire et en 1964, celui de D.D. de Virginia Theological Seminary. L'Ecole de Berkeley Divinity lui offrit aussi un D.D. en 1971.

Il fait partie du Conseil de divers séminaires et écoles universitaires.

De 1941 à 1945, il est au service de la Marine des USA. Fut gravement blessé dans une opération de la Division du Premier Corps de Marines à Tulagi-Guadalcanal où il était chef de peloton. Plus tard, commanda les opérations à Guan. Quitta la Marine avec le grade de capitaine et reçut la Croix Navale, l'Etoile d'Argent et le "Purple Heart".

Un de ses principaux intérêts sont les interactions entre son ministère et la psychiatrie. Il est connu pour son penchant pour la lutte pour la survie des misérables des villes et appartient au Conseil du SIDA.

L'été 1970, il fut responsable d'une Mission de Paix au Vietnam du Sud. Fit partie d'une délégation qui se rendit à Moscou en 82 pour discuter avec les leaders soviétiques du désarmement soviétique. Récemment visita le Nicaragua.

Il est marié à Brenda Hughes et est père de neuf enfants.

II.2.2 - Témoignage du Rév. D. Paul Moore, Jr., Evêque Résignataire de New York (*)

"En décembre passé, ma femme et moi, Brenda, avons visité Timor-Oriental en tant que représentants de "Asia Watch", comité des droits de l'Homme qui a son siège à New York. Nous voulions par là montrer notre solidarité envers ceux qui luttent pour leurs droits et obtenir le maximum d'informations possibles, de première main, lors de notre séjour.

"Nous nous rendîmes à Djakarta pour apprendre quelque chose sur Timor.

(*) Transcription quasi-intégrale de l'intervention de l'évêque Paul Moore, Jr.. Traduction faite à partir de textes extraits par Fernanda Jorge des cassettes enregistrées.

"Monsieur Sidney Jones, directeur de Asia Watch, nous présenta diverses personnes à Djakarta, de façon à nous mettre mieux au courant de ce qui se passe à Timor Oriental. Entre autres, nous vîmes Ponce Princem, Slumet Bratanata, un professeur, qui fait autorité en Histoire, Jopie Lasut de "New Life Prison Fellowship" et pas mal de réfugiés de Timor qui maintiennent des relations avec le Fretilin ou qui ont fui pour d'autres raisons. Nous avons visité l'ambassadeur et quelques membres de l'Ambassade des USA et Monsieur Joewano de la CSIS.

"Quand nous sommes arrivés à Timor Oriental et nous sommes présentés à l'Hôtel Turismo, à Dili, nous avons tout de suite ressenti un sentiment d'appréhension, l'impression d'être observés et nous avons remarqué la présence des forces de sécurité. Un haut officier de Djakarta qui avait voyagé avec nous dans l'avion occupait la chambre à côté. Quatre ou cinq guardes-du-corps l'accompagnaint. Lors de notre visite, on nous raconta que la plupart des personnes avec lesquelles nous avions parlé et même celles que nous avions rencontrées brèvement et fortuitement, avaient été interrogées sur le sujet de nos conversations. Apparemment les écoutes téléphoniques étaient si évidentes que le moniteur chargé des écoutes avait même exigé à une personne qui parlait en portugais de ne pas le faire car il ne comprenait que la langue indonésienne!... Tout le courrier qui entrait ou sortait de l'île était censuré.

"La présence militaire est opressive. A Dili, les soldats patrouillent les rues, en uniforme et armés. Benny Murdani, haut chef militaire indonésien (Ministre de la Défense) se rendit dans l'île lors de notre séjour et assista à la Consécration de la Cathédrale Catholique qui venait d'être construite. Nous dûmes quitter nos chambres pour les céder à ses gardes-du-corps.

"Quand nous avions l'intention d'aller en voiture par la côte, jusqu'à Baucau, il nous fut difficile de trouver quelqu'un pour nous y conduire. Comme par enchantement, il n'y avait aucun véhicule disponible dans aucune des agences de location contactées.Toutes voulaient savoir les raisons de notre voyage à Baucau. Finalement, un jeune interprète découvrit un ami qui avait été prisonnier et qui, apparemment était très courageux et fut d'accord pour nous y emmener.

"On se demandait pourquoi le Gouvernement ne voulait pas que nous allions à Baucau. Je crois que c'est parce que la présence militaire y est oppressive. Durant le voyage, la police militaire nous arrêta par six fois pour nous interroger. Nous dûmes sortir de la voiture et montrer nos passeports. Des camions chargés de soldats en tenue de combat nous dépassèrent sur la route. Il y avait beaucoup de voitures militaires et même des tanks. On nous a dit de source sûre qu'il y avait 24.000 soldats à Timor-Oriental pour une population de 400.000 habitants. La présence d'éléments du Fretilin dans le maquis n'est pas significative. Cette présence militaire est illogique, opressive et irrationnelle. Elle n'est pas là par peur du Fretilin mais pour que les troupes s'entraînent, aient un champ de manoeuvre. En outre, les officiers ont des raisons économiques pour vouloir rester. Ils maltraitent les pauvres paysans des zones rurales, les obligent à abandonner leus potagers qu'ils occupent pour en tirer des rendements. La nourriture elle-même envoyée pour être distribuée à la population est confisquée et doit ensuite être payée. Les histoires sur l'opression et la corruption abondent. Chaque commandant de bataillon, nous a-t-on dit, est l'image de la loi. Le Colonel Prabowo, gendre de Suharto, était spécialement connu pour avoir fomenté les incidents les plus graves: l'invasion d'une école d'enfants sous le prétexte de rechercher les chefs d'une manifestation pro-indépendantiste. Ils tiraient des coups en l'air et terrorrisaient les enfants. Beaucoup d'innocents furent emprisonnés lors de la manifestation qui eut lieu à la visite du Pape. Les garçons furent libérés non sans avoir été torturés à fin qu'ils admettent avoir eu un comportement subversif. A l'époque de notre visite, 12 jeunes se trouvaient encore prisonniers et sans jugement. Il me semble que seuls 2 d'entre eux sont libres. Cependant, quand nous sommes allés visiter l'Evêque Belo, plus d'une dizaine de jeunes résidaient chez lui de peur d'être emprisonnés. C'était des jeunes idéalistes et sans aucune formation politique.

"Le rôle de l'église est crucial à Timor-Oriental. Dès notre arrivée, nous avons contacté l'Evêque Belo. Comme nous n'avions pu le prévenir d'avance de notre venue, au début, il craignait de nous parler. Mais rapidement, son attitude s'améliora et il commença à parler de la difficulté de la situation où il se trouvait. D'un côté il ne voulait pas mettre en danger son peuple ni être objet de sanctions contre son institution de la part du Gouvernement. De l'autre, il est des rares personnes qui osent lever la voix. Il continue toujours de recevoir des menaces, à cause de l'appel dirigé aux Nations-Unies il y a un an (pour la demande d'un référendum). Lui et beaucoup de chefs des Eglises à qui nous avons pu parler, sentent que le peuple souffre un génocide culturel et perde peu à peu l'espoir d'un futur meilleur. L'Evêque sent qu'il est vital de conserver cet espoir vivant, surtout dans la plus jeune génération, en insistant sur le fait que les timorais ont le droit à un référendum sur la forme de Gouvernement qu'ils souhaitent ou, dans d'autres termes, ils ont droit à l'autodétermination.

"Je veux ajouter quelque chose sur l'Eglise Catholique car sa présence est très importante. L'Evêque Belo est quelqu'un de très courageux. Il se dit seul, abandonné. Nous l'avons rencontré par 2 ou 3 fois. Il se sent physiquement menacé. Sa maison est un sanctuaire ouvert aux jeunes. Nous avons parlé avec eux. Ce sont des "teenagers" (= adolescents) qui ont peur de rentrer chez eux ou d'aller à l'école. Ils ont peur de la torture, de la prison. Nous leur avons parlé en presénce de l'Evêque. Il lui faut beaucoup de courage pour les laisser rester lá, fuyant ainsi à la répression de la Police.

"L'Evêque et d'autres personnes à qui nous avons parlé, pense que c'est une politique délibérée de génocide de la part du Gouvernement Indonésien contre le peuple de Timor-Oriental. Le génocide culturel et les massacres antérieurs, sont intentionnels. Ils visent à détruire la culture de Timor qui est si différente de celle de l'Indonésie. Ma conscience de cette distinction culturelle est si grande, si asssumée, que l'Evêque, ma femme et moi- même, nous voyons et comprenons que l'espoir de cette indépendance ne peut disparaître. Même si cela semble impossible maintenant, même si nous sommes pessimistes, il est très important de sauvegarder cet espoir de liberté. C'est la raison pour laquelle l'Evêque Belo et autres continuent de parler de l'autodétermination, même si le prix à payer est grand, coûte que coûte. En discutant avec lui, ma femme et moi en sommes venus à lui demander; "N'est-ce pas une erreur de maintenir cet espoir quand la situation est si mauvaise?"

"Mais c'est la seule et unique chose en laquelle les jeunes croient et ils en sont fiers. C'est alors que j'ai vraiment compris à quel point il est important d'entretenir cet espoir, à Timor et dans le monde entier.

"Nous avons assisté à la consacration de la nouvelle Cathédrale. Des milliers de personnes étaient présents dès 7 heures du matin. Ce fut une cérémonie très émouvante. L'ironie de l'évènement est que c'est le Gouvernement indonésien qui donna l'argent pour la construction de la cathédrale dans le but de conquérir les sympathies de la population locale. Nous fûmes fiers de pouvoir assister à la bénédiction de la Cathédrale. Le Pape l'avait déjà bénie, mais ceci était une autre inauguration. Ce fut à 7 heures du matin et il y avait foule.

"Au moment de l'offertoire, les timorais apportaient des poules, des porcs, des pièces artisanales, des instruments de musique. C'était superbel Les personnes avec leurs costumes traditionnels montraient l'orgueil du peuple en sa culture et prouvaient que l'Eglise est une institution qui les a préservés.

"Nous sommes restés impressionnés par les écoles des églises et de l'esprit des jeunes qui les fréquentent. Les prêtres Salésiens ont une école splendide près de Baucau mais on ne leur permet plus d'y amener des prêtres pour les aider à l'enseignement. Cette école de Fatumaca se situe dans une zone où l'on dit y avoir eu beaucoup d'activité du Fretilin. Pour cela, la présence militaire y est très importante. L'école est sous

surveillance étroite.

"Cette visite à l'école de Fatumaca fut très agréable. Les prêtres nous ont dit que certains de leurs élèves sont allés à Dili voir le Pape, sans manifester ni se diriger à lui. Mais parce que l'un d'entre eux fit un signe à un photographe, ils furent arrêtés par la police militaire et torturés. Ils étaient innocents et n'avaient que 15 ou 16 ans. Finalement, on les libéra. Un officier, tellement embarassé par l'erreur commise (chose rare chez les militaires...) se rendit à l'école pour s'excuser et leur demanda de le considérer comme leur père et leur donna même des ballons de basket et autre équipement sportif. Mais une chose merveilleuse se produisit: - les jeunes refusèrent les cadeaux et dirent à l'officier qu'il n'était pas leur père. Leur père était le prêtre (leur professeur). Et ils ajoutèrent qu'ils désiraient la libération des autres jeunes prisonniers. Cependant, malgré l'ambivalence du gouvernement , l'école est un lieu vibrant et d'espoir. les jeunes sont beaux, attentifs et consciencieux. Les Jésuites et autres groupes religieux ont aussi des écoles mais que nous n'avons pas eu le temps de visiter.

"Nous nous sommes aussi rendus compte que les timorais possèdent des cartes d'identité et de temps en temps sont abordés dans la rue et doivent les montrer, comme en Afrique du Sud.

"Les jeunes prisonniers qui sont libérés le sont à la condition de ne pas se compromettre politiquement. Ceux qui refusent ce compromis continuent de pourrir en prison.

"Nous avons quitté l'île avec des sentiments confus. En premier lieu, nous étions impressionnés par la souffrance de ce peuple si affectueux et nous sentions leur désespoir. Nous admirions le courage avec lequel ils envisagent leur futur incertain. Bien qu'il ne nous revient pas de dire quelle est la forme souhaitable de gouvernement pour eux, nous sommes convaincus que la situation actuelle devra évoluer dans le sens d'une autodétermination. Nous sentons aussi que tous les efforts doivent être entrepris pour éduquer les jeunes en leur offrant la maîtrise des techniques qu'ils pourront utiliser dans le futur au rythme du développement du pays, car celui-ci est inévitable. Si les timorais ne sont pas capables d'assumer des postes importants, les emplois les mieux payés iront aux autres et ils continueront d'"être exploités, et seront des serfs sur leurs propres terres.

"Il est fondamental d'alerter la communauté internationale, avec une incidence sur les Nations-Unies, l'Australie et le Portugal, et d'insister encore une fois, et encore et toujours, sur le fait que Timor-Oriental est d'importance vitale pour l'Humanité.

"J'ai honte du rôle des Etats-Unis d'Amérique dans cette question. L'invasion a eu l'aval de notre Gouvernement, avec la présence d'Henri Kissinger (et du Président Gerald Ford) à Djakarta quelques jours avant l'invasion. Beaucoup d'équipement militaire des USA fut employé dans cette même invasion. Le Gouvernement continue de condamner les violations des Droits de l'Homme mais aucune sanction n'a été prise contre l'Indonésie, sur laquelle les USA devraient faire pression...

"J'espère que les USA renforceront leurs pressions sur le Gouvernemnt Indonésien, dans le sens de mettre fin à l'opression du peuple timorais et de soumettre le problème de la souveraineté au jugement de la communauté internationale. Ceci est également valable pour l'Australie.

"Je concluerai avec ceci:

"Nous sommes restés très touchés par le courage de ce peuple. J'ai voyagé de par le monde entier, avec ma femme - en Afrique, au Japon, au Nicaragua, en Russie, etc... - , mais jamais je n'ai rencontré de peuple qui m'ait impressionné autant de par leur courage, conviction et gentillesse..."

II.3 - Le traité de coopération entre l'Indonésie et l'Australie pour l'exploitation du pétrole de la Mer de Timor (*)

Synthèse de la communication de *Sasha Stepan*, assistante du département de Politique de Monash University d'Australie et femme-auteur d'une thèse sur "L'accord sur la zone du Timor 'Gap' (de la frontière maritîme entre Timor et l'Australie) et ses implications internationales"

" Introduction "

Le dénommé "Timor Gap Zone of Cooperation Treaty" (le Traité de Coopération pour l'Intervalle de la Frontière Maritîme de Timor Encore Non Délimitée) entre l'Indonésie et l'Australie fut formellement signé le 11 décembre 1989, entre les Ministres des Affaires Etrangères de l'Australie, le sénateur Gareth Evans, et de l'Indonésie, Monsieur Ali Alatas, respectivement, à bord d'un avion qui survolait la région mentionnée.

"Le traité fut acclamé par les deux pays comme alternative originale et pacifique à une longue dispute de délimitation"... établissant à long terme une ambiance stable pour la recherche et exploitation de pétrole... qui"ne nuierait au droit de chacun des pays à la souveraineté sur la plateforme continentale... "et qui ne pourrait pas" affecter les efforts continus pour arriver à un accord permanent et final sur la délimitation de la frontière maritîme".

On proclama aussi que ce traité éliminait ainsi avec succès, "une source potentielle de conflit bilatéral ou régional". Mais cette dernière déclaration a un sens équivoque car, au milieu des acclamations qui résonnèrent à Camberra et Djakarta, un aspect fondamental était complètement escamoté: - le pillage des droits du peuple du Timor-oriental.

"Quant à ces droits, l'unique espoir du peuple de Timor-Oriental est de ce que le Portugal, en tant que puissance administrative du territoire, et reconnue comme telle par les Nations-Unies, déclenche une action décisive".

"Histoire des négociations de la frontière maritîme"

"La région connue comme "Timor Gap" (Intervalle de Timor) a surgi suite à un accord sur la frontière internationale signé entre l'Indonésie et l'Australie en 1971/72, qui laissa un intervalle ("gap") opposé à ce qui était alors Timor Portugais. En 1974-75, il y eut des discussions entre les autorités australiennes et portugaises à propos de cet intervalle, dans le but de compléter la ligne de frontière, mais ces conversations se prolongèrent sans que le problème soit résolu, jusqu'en décembre 1975, époque de l'invasion de la colonie par l'Indonésie.

(*) Synthèse et choix des citations de la responsabilité du Coordinateur du Séminaire.

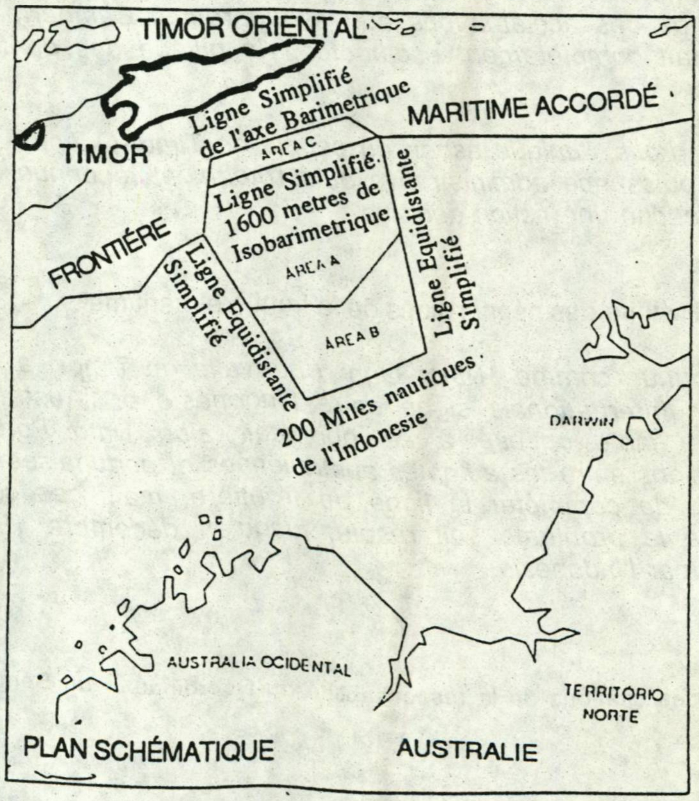
"En février 1989, l'Australie et l'Indonésie commencèrent des négociations sur le "Timor Gap". En accord avec l'actuel Premier Ministre Australien, R.J. Hawke, ceci faisant, l'Australie reconnaissait "de jure" la souveraineté indonésienne sur Timor Oriental. Il devient clair que le désir de résoudre le problème du "Timor Gap" et d'avoir accès aux réserves pétrolières potentiellement énormes de la zone était le principal facteur déterminant de la décision australienne de reconnaître l'annexation. Le Gouvernement de Camberra craignait en s' opposant, aux Nations-Unies, à l'incorporation de Timor-Oriental, que "l'Indonésie réplique en congelant les conversations sur la ligne de frontière".

Après avoir cité le télégramme d'août 1975, de l'ambassadeur d'Australie en Indonésie, Monsieur Dick Woolcott, qui appelait l'attention du Gouvernement sur les avantages qu'il pourrait tirer de la négociation du "Timor Gap" avec l'Indonésie au lieu de la faire avec le Portugal ou avec un Timor indépendant (voir page 7 de cette brochure), Sasha Stepan continue:

"Malgré neuf tables rondes de négociations depuis 1979, l'Australie et l'Indonésie ne sont pas encore arrivées à un accord quant à la délimitation permanente de la plateforme maritîme, car chaque pays interprète de manière différente les principes du droit international applicables à ce cas.

L'Australie argue que, en accord avec le droit international, les droits sur la plateforme maritîme de l'Australie et de l'Indonésie s'étendent depuis la côte, sur tout le prolongement naturel de la plateforme continental, jusqu'à la partie la plus profonde de la dépression de Timor.

"La position indonésienne est qu'il existe une plateforme continentale commune entre l'Australie et l'Indonésie et par conséquent, qu'une ligne équidistante entre les 2 lignes de côte (ligne médiane) est la frontière la plus appropriée. L'Indonésie argue que le nouveau concept de Zone Economique exclusive, qui établit les droits sur la plateforme maritîme jusqu'à deux cent milles nautiques renforce aussi la médiane comme principe le plus adéquat pour définir la frontière.


TIMOR ORIENTAL
TIMOR
Ligne Simplifié de l'axe Barimetrique
FRONTIÉRE
MARITIME ACCORDÉ
AREA C
Ligne Simplifié. 1600 metres de Isobarimetrique
AREA A
AREA B
Ligne Equidistante Simplifié
Ligne Equidistante Simplifié
200 Miles nautiques de l'Indonesie
DARWIN
AUSTRALIA OCIDENTAL
TERRITÓRIO NORTE
PLAN SCHÉMATIQUE
AUSTRALIE

" Vu la difficulté à reconcilier les revendications en jeu entre les 2 pays, tous les deux commencèrent à exploiter la possibilité d'établir provisoirement une "zone de développement commun" qui permette d'opérer pendant que la délimitation permanente restait pendante.

"Des discussions détaillées sur cette proposition eurent lieu à la moitié de l'année 1985 quand le sénateur Evans en qualité alors de Ministre des Ressources et de l'Energie, visita l'Indonésie. En octobre 88, à sa première visite en Indonésie comme Ministre des Affaires Etrangères et du Commerce, lui et son homologue indonésien Ali Alatas annoncèrent un accord d'intérim sur la proposition de Zone de Coopération. Le 11 décembre 1989, Le Traité était formellement signé.

"Le Traité"

"La partie I du Traité établit la Zone de Coopération dans une région entre la Province Indonésienne de Timor-Oriental et le Nord de l'Australie, comprenant les zones A, B et C avec une surface totale d'environ 61.000 kilomètres carrés.

"La zone A se destine à être contrôlée conjointement par les deux états, qui partageront de façon égale les profits de l'exploitation. La zone A contient la très appréciée, bien que géologiquement inconnue, structure d' "algues" que l'on estime contenir plusieurs milliards de barils de pétrole.

"La zone B est attribuée à l'Australie, qui doit cependant payer à l'Indonésie 10% du rendement brut respectif.

"La zone C est administrée par l'Indonésie qui paiera à l'Australie une taxe de 10% sur les rendements du contratant.

"La limite nord de la Zone de Coopération coincide avec la limite maximum de la plateforme continentale, en accord avec la revendication australienne. La limite sud de la zone est à 200 milles de la côte de Timor, en accord avec les principes défendus par l'Indonésie (c'est-à-dire la revendication de la Zone Economique Exclusive dans son extension maximum). A l'est et à l'ouest, la frontière est délimitée par les lignes médianes.

"Le Traité ne prétend pas définir de forme définitive la frontière maritîme car chaque état continue de réclamer les droits respectifs de souveraineté sur le "Timor Gap" en accord avec la clause 3 de l'article 2".

Continuant à décrire le Traité, Sasha Stepan explique que les autorités responsables de la zone ont un Conseil Ministériel (en nombre égal de ministres des deux gouvernements) et une Autorité Conjointe.

Cette dernière aura, entre autre choses, la *"responsabilité de la protection de l'environnement, de la sécurité, de la recherche et des secours, ainsi que toutes actions nécessaires << en cas de menace terroriste à des navires ou structures concernées par les opérations pétrolières dans la zone A>>".*

Après avoir décrit les clauses sur la façon comment acquérir des droits de propriété sur le pétrole, la législation applicable, les manières d'éviter d'éventuels conflits et d'implanter le Traité, Sasha Stepan décrit la façon dont le Gouvernement australien envisage les critiques qui lui sont faites.

"Réponse australienne aux critiques portugaises se rapportant au Traité sur le "Timor Gap"

"La signature du traité sur l'intervalle de Timor ("Timor Gap") peut être considérée comme une violation du droit international pour aller à l'encontre des droits du Peuple de Timor à l'autodétermination et souveraineté sur ses propres ressources. En signant ce traité et en se préparant à diviser le butin de l'Intervalle entre elles deux, l'Australie et l'Indonésie oublient le fait que l'annexation militaire de Timor-Oriental par l'Indonésie qui lui donnent droits de souveraineté pour négocier le traité, fut illégale, et que l'occupation continue de Timor-Oriental est illégale. Pour cela, tout traité dépendant de la souveraineté illégale indonésienne peut être considéré comme nul face au droit international, en violant le droit à l'autodétermination des habitants de Timor, qui est une norme péremptoire du droit international.

"Cependant, l'Australie rejette l'allégation de ce que ses actes sont incompatibles avec le droit international en vigueur, et le sénateur Gareth Evans a affirmé publiquement que si le Portugal tente une action quelconque dans un forum, l'Australie défendra sa position avec "vigueur et détermination".

"La façon dont l'Australie conteste les critiques portugaises est la suivante:

"D'abord, l'Australie juge qu'il n'y a aucune détermination légale qui l'oblige à ne pas reconnaître l'acquisition d'un territoire par la force.

"En second lieu, la signature du Traité de l'Intervalle de Timor ne signifie nullement que l'Australie approuve la manière dont l'Indonésie a acquis initialement le territoire de Timor-Oriental.

"Troisièmement, l'Australie revendique qu'en accord avec le droit international, la légalisation de l'acquisition initiale d'un territoire doit se distinguer des négociations postérieures entre l'état qui a acquis ce nouveau territoire et les autres pays.

"Quatrièmement, l'Australie n'a jamais eu "vent" de l'intérêt du Portugal, avant 1975, sur la plateforme maritîme qui constitue la Zone de Coopération. Par conséquent, l'Australie n'accepte pas l'allégation de ce que les timorais aient des droits de souveraineté permanents sur les ressources de la plateforme maritîme de l'Intervalle.

"Finalement, l'Australie prétend (avec une curieuse interprétation de la logique) que la "question de Timor-Oriental" est un problème complètement distinct du Traité de l'Intervalle de Timor, qui concerne la frontière maritîme entre pays voisins. L'Australie insiste sur le fait que la conclusion du Traité ne contrarie en aucune façon ses efforts de continuer à soutenir le dialogue entre le Portugal et l'Indonésie aux Nations-Unies dans le but de résoudre la question de Timor-Oriental.

"Tous ces points de vue sont clairement discutables et seront objet d'appréciation au Tribunal International de Justice.

"Le point de vue du Gouvernement Australien reflète une interprétation du droit international selon laquelle des actes d'agression peuvent être ignorés et leurs auteurs peuvent devenir les légitimes titulaires du territoire dont il se sont emparés. Cela équivaut à excuser les violations de la Charte des Nations-Unies et tout un tas de résolutions relatives à l'autodétermination politique et économique. En résumé, c'est un point de vue qu'il est invraisemblable d'admettre qu'il puisse être approuvé par le Tribunal International de Justice".

II.4 - Timor-Oriental: scénarios pour les années quatre-vingt-dix (*)

Synthèse de la communication de *John G. Taylor*, écrivain et professeur de la South Bank Polytechnic de Londres.

L'auteur commence par faire référence à cinq scénarios hypothétiques, en préssuposant que le régime indonésien se maintient pour décrire, finalement, un scénario correspondant à un changement de régime.

"D'abord, il y a la possibilité d'une victoire militaire de l'Indonésie sur le Fretilin.(...) Avec la publicité internationale de cette défaite, les diplomates indonésiens insisteront sur le fait que la question de Timor-Oriental retourne à l'Assemblé Générale des Nations-Unies où même une résolution plus douce que celle de 1982 sera vaincue".

Sur le plan international, la question meurt.

"L'opposition de l'Eglise est neutralisée par le Vatican qui donne son aval au transfert de l'Evêque Belo et au renouvellement des prêtres qui ont agi comme médiateurs entre les forces indonésiennes et les groupes du Fretilin".

John Taylor considère improbable ce scénario, non seulement à cause de la capacité du Fretilin à continuer sa lutte, mais surtout dû à l'intérêt que les militaires indonésiens trouvent à cette lutte, aussi peu intense ces dernières années, pour en faire un terrain d'entraînement pour les troupes et la possibilité de faire de l'argent et d'être promus grâce aux campagnes à Timor.

" Egalement - passons au second scénario - il est improbable que les forces du Fretilin soient capables de vaincre militairement l'Indonésie. Les estimations des forces actuelles du Fretilin varient de beaucoup mais un nombre raisonnable semble être de 2000 guerriers actifs environ, localisés essentiellement dans les zones est et sud, et disposant d'armes confisquées aux indonésiens."

"(...) L'unique développement qui pourait rendre le Fretilin susceptible de provoquer la rupture des lignes ennemies serait un soulèvement significatif des mouvements séparatistes dans les régions orientales de l'Indonésie, comme en Irian occidental ou encore un conflit prolongé entre factions militaires dans l'île même de Java, vu la crise de succession à la Présidence de Suharto. Aucune de ces hypothèses ne semble probable, dans un futur immédiat."

"Un troisième scénario possible est que le Gouvernement Indonésien organise un référendum à Timor-Oriental dont le résultat, soigneusement orchestré, serait un vote en faveur de l'intégration". L'Indonésie a déjà réalisé cela en Papouasie Occidentale en 1969, quand, sous les auspices des Nations-Unies mais recourant à du personnel indonésien, elle orchestra un "Acte de Libre Choix" qui légalisa l'intégration.

(*) Synthèse et choix des citations de la responsabilité du Coordinateur du Séminaire.

"Un résultat semblable à Timor-oriental pourrait être utilisé pour rendre légitime internationalement l'intégration, particulièrement si les militaires arrivaient à s'assurer d'une participation des Nations-Unies ou mieux encore d'une présence portugaise durant le vote. L'Indonésie a dèjà mentionné cette suggestion, en 1982 et 87, quand des fonctionnaires gouvernementaux arguèrent que les résultats des élections à l'Assemblée Provinciale de Timor pourrait donner quelques indications sur le niveau d'adhésion à la thèse de l'intégration.

"(...) *Plusieurs facteurs militent aujourd'hui contre cette hypothèse. Le plus important peut-être est que Suharto en personne et ses collaborateurs les plus proches semblent s'y opposer, en arguant que cela impliquerait une plus grande ouverture de Timor-Oriental, et permettrait à l'opposition - notamment l'Eglise Catholique - de répandre ses critiques contre l'occupation. Ils citent en exemple les évènements qui entourèrent la visite du Pape en Octobre 1989, et qui sont à petite échelle, par rapport à ce qui pourrait advenir. En outre, comme la communauté internationale est maintenant prévenue, quant aux méthodes utilisées par les militaires pour s'assurer les résultats de l'Irian Occidental, beaucoup de gouvernements ne seraient pas disposés à accepter un (tel) référendum qui risquerait de ré-ouvrir la question sur l'Irian Occidental, comme forme de critique à l'Indonésie" (...)*

"Un quatrième scénario pourrait être une variante de ce que les officiers indonésiens concernés par les négociations de cessez-le-feu en 1983 avaient appelé <<Solution Sulawesi>>. Cela commencerait par la négociation d'un cessez-le-feu suivi de propositions d'autonomie régionale plus grande.

"(...) *Dans les circonstances actuelles, l'hypothèse de ce genre de développement semble en effet lointaine. Il y a peu de signes précurseurs d'un ralentissement de la brutalité indonésienne ou de toute intention sérieuse d'inclure les timorais la conduite d'un système politique ou dans l'organisation de l'économie."*

Un cinquième scénario présenté par l'auteur est lié aux changements de position de la communauté internationale et du Portugal dans le sens d'une plus grande acceptation du fait consommé, du moment que les droits humains, la liberté religieuse et la préservation de l'identité culturelle de Timor soient garantis.

"Présentement, cette issue semble être moins improbable qu'elle ne l'était au début des années 80, puisque le Gouvernement Portugais a affirmé à plusieurs reprises la nécessité d'un acte d'autodétermination. (...) En ce moment la politique portugaise constitue probablement l'épine effective la plus enfoncée dans le dos de la diplomatie indonésienne (...)".

En délinéant ces scénarios, nous assumons que l'actuel régime se maintiendrait à Djakarta. Mais il est évident que si celui-ci changeait, cela aurait des effets très profonds sur le conflit. Des scénarios que nous considérons aujourd'hui comme improbables - notamment ceux du référendum ou de la <<Solution Sulawesi>>- pourraient bien devenir possibles."

Après avoir fait allusion au problème de la succession de Suharto, qui est un problème crucial en Indonésie vu le rôle que celui-ci a joué dans la destruction des partis politiques et vu l'habileté avec laquelle il a su renforcer son pouvoir, en retournant les factions les unes contre les autres, John Taylor cite le "Asian Wall Street Journal (24/11/1986) sur la famille du Général:

"Ces dernières années, les fils de Suharto (au nombre de 3) ont monté un ensemble sophistiqué d' affaires qui leur permet de prendre part à la quasi totalité des branches importantes de production et de services dans le pays. Dans la plupart des cas, ces "business" prennent origine et prospèrent grâce à des contrats avec l'Etat ou à des décrets

gouvernementaux ou à des licences qui donnent des droits de contrôle spéciaux sur les importations, la fabrication ou la distribution de certains biens ou services aux entreprises liées aux fils de Suharto ou à leurs associés. Selon les estimations citées dans divers journaux (Fan Eastern Economic Review, Sidney Morning Herald, Asian Wall Street Journal), dans les années 80, les biens de la famille Suharto et de ses associés se chiffraient entre 2 à 3 milliards de dollars américains (soit 10 à 15 milliards de francs nouveaux).

Vu le caratère autoritaire et dépassé du régime, "The Economist", dans son analyse annuelle des perspectives des pays en voie de développement, considérait (20/12/86) l'Indonésie comme un pays de "haut risque" pour les investisseurs. C'est pour cela que John Taylor conclut que *"si l'Indonésie veut changer cette perception, alors un certain nombre de questions fondamentales devront être traitées d'urgence dans les années 90, et il semble que le Gouvernement Suharto fait, en ce cas, plus partie du problème que de la solution".*

John Taylor analyse ensuite les principaux problèmes économiques de l'Indonésie et arrive à cette conclusion:

"(...) Nous assistons à un conflit croissant entre les nécessités de modernisation de l'économie indonésienne basée sur la libéralisation et la diversification, et les intérêts retranchés des monopoles supportés et dirigés par des compagnies reliées à la famille Suharto (...)"

"(...) L'Indonésie affronte aussi des problèmes d'environnement dont l'impact s'intensifiera dans les 10 prochaines années". Ceux-ci, notamment le déboisement des forêts *"(...) ne peuvent être discutés sans mentionner le problème de la transmigration qui en découle". La politique dans ce domaine vise au déplacement de millions de pauvres sans terres des îles centrales de Java, Madura, Bali et Lombok vers des îles moins peuplées situées essentiellement dans la région est" (...)*

"La transmigration comporte la violation généralisée des droits de l'Homme, y compris le repeuplement forcé, chose qui a été rigoureusement documentée par de nombreux commentateurs. Le Gouvernement a expliqué clairement qu'un des objectifs additionnels est de miner les sociétés et cultures non javanaises. Dans un meeting sur la transmigration réalisé à Djakarta, le Ministre de la Transmigration, le Général Martono, a promit que ***<< par la voie de la transmigration, nous essaierons de réaliser ce que nous nous sommes promis, c'est-à-dire d'intégrer tous les groupes ethniques à une seule nation, la Nation Indonésienne. A long terme, les divers groupes ethniques disparaîtront grâce à l'intégration, et il n'y aura plus qu'un seul genre d'homme>>.***

"Les estimatives actuelles pour la période correspondante au Plan Quinquennal en cours admettent que 3,3 millions d'hectares de forêt tropicale humide se perdront pour déboiser des lieux d'installation des transmigrants. La plupart de ces endroits se révélèrent ensuite inadéquats à l'agriculture et leurs colons durent abandonner les terres, passant à des zones voisines, causant un déboisement supplémentaire.

La façon dont le Gouvernement envisage les problèmes d'environnement , sa politique de transmigration, et la manière avec laquelle il a traité les peuples minoritaires, tout cela a conduit à une opposition croissante, cs dernières années, qu'elle soit interne ou internationale."

Après avoir fait allusion au rôle croissant des Organisations Non-Gouvernementales indonésiennes (puisque les partis sont contrôlés par le Gouvernement) et au surgissement au sein des forces armées, de factions qui prétendent démilitariser le régime et laisser l'exercice de la politique à des civils essentiellement, John Taylor conclut que *"en conséquence, le gouvernement Suharto devra se retirer ou être démis pour être* *remplacé par un régime plus influencé par les civils, si l'Indonésie veut se moderniser dans la même ligne que les autres états de l'ASEAN."*

(...) "Un régime post-Suharto devra adopter une politique moins brutale et moins exploitatrice par rapport à Timor-Oriental. Le degré d'autonomie limité d'un tel régime permettrait au mouvement indépendantiste de poursuivre ses objectifs dans une situation non plus dominée par la terrible brutalité et la "boucherie" qui ont été imposées au peuple de Timor-Oriental ces 15 dernières années."

II.5 - Indonésie : perspectives de changement (*)

Synthèse de la communication de *Liem Soei Liong*, réfugié politique indonésien, Ingénieur en Chimie et auteur du livre "The war against East Timor" (1984) et co-auteur des livres "Muslims on trial" (1986), "West Papua, the obliteration of a people" (1988), De Molukken (1989), co-éditeur du "Tapol Bulletin" (The Indonesian Human Rights Campaign) et du quotidien "Indonesia, Feiten en Meningen".

Caractéristiques du régime de Suharto

(...) "Le gouvernement de Suharto a survécu au fil des ans à de nombreuses crises, a changé de politique et de stratégie générale et, enfin, est devenu aujourd'hui l'une des plus anciennes dictatures du globe. Dans ce quart de siècle, de 1965 à 1990, Suharto a prouvé qu'il était un manipulateur fin et très habile, disposé à changer de politique si nécessaire, tout en restant attaché et de plus en plus à certains principes."

Après avoir mentionné comment Suharto guarda judicieusement son prédécesseur Sukarno comme Président figuratif pendant 2 ans, alors qu'il éliminait environ un million de membres du Parti Communiste Indonésien (PKI), de syndicats et autres organisations, Liem Soei Liong affirme:

"La purge de toutes les personnes aux idées ou inclinations de gauche et la surveillance constante (de façon générale, dans l'optique de la sécurité) sont la première et la plus importante caractéristique du Gouvernement Suharto. Autre facteur constant de sa façon de gouverner: la concentration progressive du pouvoir dans ses mains - partant d'une fragile coalition de plusieurs factions militaires, le régime se transforma graduellement en une dictature personnelle. Au fil des ans, la structure du pouvoir Suharto se fit verticale, de haut en bas. La troisième caractéristique consistante est la dépolitisation de la société indonésienne,"

"A côté de cela, le régime Suharto peut être décrit par ses traits de changement. Un important facteur de changement constant est l'émergence graduelle et la croissance de l'Indonésie en tant qu'état corporatif. Enfin, mais non moins important, les changements rapides et draconiens dans l'économie (...)

(*) Synthèse et choix des citations de la responsabilité du Coordinateur du Séminaire.

"Jusqu'en 74, Suharto pouvait encore compter sur le soutien de la majorité des ABRI (Forces Armées). Au milieu des annés 70, commença une période où il était visible une relative insécurité car d'importants groupes d'opposition, au sein des ABRI, commencèrent à contester sa direction. Jusqu'à la fin de son 4ème mandat, en 1983, sa façon de gouverner devint de plus en plus personnalisée. A cette époque, l'on pouvait dire que Suharto avait atteint le maximum de son pouvoir. Mais l'histoire récente nous enseigne que l'accumulation de pouvoir contient en soi un grave danger. Celui qui est au "pinacle" ne peut qu'en descendre ou tomber soudainement".

(...) "L'usage de méthodes de provocation est sans doute le trait le plus marquant de la politique indonésienne. Pratiquement tous les grands conflits politiques en Indonésie sont immergés d'un ingrédient hautement provocateur. Les collaborateurs les plus proches de Suharto, jusqu'en 1987, étaient des officiers des services secrets et c'est un "secret public" que beaucoup de soulèvements subversifs étaient profondément infiltrés d'agents secrets et provoqués en fait pour jouer le rôle d'actes illégaux. On peut même affirmer que les Forces Armées indonésiennes détiennent un déplorable record en tant que forces militaires de combats, mais comme instruments d'espionnage, elles ont fait un travail très efficace. Le concept territorial de l'armée indonésienne possède une composante de sécurité très importante. La disparition accidentelle de documents de Timor (le manuel militaire) prouve ses fonctions dans le contrôle de la population."

Après avoir décrit en détail les caractéristiques constantes du régime et rappeler qu'aujourd'hui encore 1,4 million d'ex-prisonniers politiques (ex-tapol) doivent porter des cartes d'identité avec la mention ET et sont objet de discrimination, Liem Soei Liong présenta finalement les perspectives de changement.

"Perspectives de changement"

"Bien que les élections présidentielles soient encore à 2 ans de distance, ce fut le Président lui-même qui posa le premier le problème de sa succession. Dans son autobiographie très controversée, publiée en 1989, Suharto indiquait que ce 5ème mandat (de 88 à 93) serait le dernier. Pourtant, la discussion sur la sortie de Suharto ou, en termes généraux, le destin du gouvernement du Nouvel Ordre, devint un problème national. Etrangement et contrairement à ce qui se passe dans les autres pays asiatiques où les successions sont préparées avec antécédence, en Indonésie, celle-ci semble totalement inexistante. Suharto n'a jamais révélé de candidat viable et n'a jamais transmis d'idées quant au transfert de direction. (...) Beaucoup de dirigeants politiques ont tenté d'obtenir des indications en lançant des "ballons" d'essai relativement à la succession, mais jusqu'ici, le Président est toujours resté muet à ce sujet".

"Plusieurs scénarios de changement ont été discutés à Djakarta mais aucun n'est convainquant dû en grande partie à l'absence de structures et d'issues démocratiques.(...) Les prévisions politiques sont incertaines et très risquées. Des scénarios basés sur une connaissance profonde de la structure du pouvoir peuvent toutefois être voués à l'échec, comme en 1965 quand un officier politiquement inconnu, du nom de Suharto, surgit comme chef "incontesté".

"Le scénario le plus probable est l'éloignement relativement flou de Suharto par un groupe de généraux. Le groupe le plus puissant consiste en un triumvirat: Benny Murdani, Rudini et Edi Sudraadjat. Le premier et le dernier jouissent particulièrement d'appuis au sein de l'armée. Murdani a ouvert la voie à la génération qui dirige de nos jours l'armée alors que Edi Sudradjat, actuel Chef d'Etat Major, est vu comme représentant et porte-parole de la génération actuelle des officiers.Ce groupe conteste fortement le gouvernement Suharto et ses opinions sur la succession sont amplement connues. Alors que ceux-ci assument comme fait accompli que Suharto se retirera en 1993, Murdani réitéra

à plusieurs reprises que la succession devrait se faire selon la constitution. Sudradjat confirma ceci en annonçant la préparation de 442 compagnies militaires dans le but d'assurer la sécurité et l'ordre pendant la période électorale!...

"La défense par Murdani d'un changement qui respecte le cadre constitutionnel est une semonce implicite à Suharto qui devra se retirer de bonne volonté sinon d'autres méthodes comme la force seront alors employées. Ce scénario est connu à Djakarta comme le "Kopassus scénario", celui des "bérets rouges". Kopassus est le célèbre commando aux bérets rouges utilisés comme instrument de poursuite aux communistes en 65 et qui ont joué un rôle important dans l'invasion de Timor-Oriental en 75. Les 3 généraux en ont fait partie et nourrissent la même rancoeur contre la prospérité et la fortune de la famille Suharto.

"Bien qu'en termes objectifs, le groupe de Murdani possède la force et les armes suffisantes, il reste encore à savoir s'il arrivera à mobiliser assez d'appuis en-dehors de forces armées. Avec le déclin de l'importance politique des ABRI, son accès aux fonds spéciaux est tombé de beaucoup. La plupart des sociétés des forces armées ont fermé dû à la mauvaise gestion, corruption et incompétence, et leurs liaisons avec les grands groupes économiques sont loin d'être satisfaisants.

"Il y a de forts indices de ce qu'un groupe de jeunes officiers devienne impatient et veuille avancer et forcer une confrontation finale et décisive bien avant 1993. Muyrdani a été critiqué pour ne pas défier suffisamment Suharto. L'option pour une lutte finale et décisive est fortement rejetée par Murdani qui désire une succession sans bousculade et en accord avec les normes constitutionnelles. Comme collaborateur loyal de Suharto de longue date, Murdani se montre prudent. Il connaît comme personne l'astuce et la cruauté de Suharto. En ce qui concerne le style et la façon de gouverner, les perspectives et la culture politique, Murdani a beaucoup d'affinités avec Suharto. Cela est moins le cas de Rudini et Edi Sudradjat qui n'ont pas eu de longues relations avec le Président.

"Beaucoup d'observateurs politiques disent que Suharto ne se résignera pas volontairement: même si les 3 généraux donnent leur garantie solennelle de ce que les propriétés et la richesse de la famille Suharto ne seront point confisquées, l'expérience de Marcos aux Filipines et de Chun Do Hwan de la Corée du Sud auront rendu Suharto prudent.

"Les perspectives relativement bonnes de l'économie seront favorables à Suharto, si un scénario quelconque de succession est géré par le triumvirat. Bien qu'il approche des 70 ans, Suharto semble jouir d'une excellente santé et beaucoup sont convaincus qu'il optera pour un mandat de plus, au minimum. Si c'est le cas, on s'attend à ce qu'il manoeuvre pour regagner et augmenter son influence au sein des ABRI. Cela signifie probablement neutraliser ses opposants et nommer des éléments loyaux aux postes de l'Etat Major des Forces Armées (ABRI). Jusqu'ici, il ne pouvait intervenir dans les nominations aux postes clés, mais des offres prometteuses et lucratives aux généraux des ABRI pourraient facilement mettre en danger les plans des 3 généraux.

Dans un cas comme dans l' autre, une succession suave ou un sixième mandat, la position des civils et en particulier des technocrates et des principaux courants musulmans, gagneraient en importance. Dans la "bataille de la sagacité", que ce soit Suharto ou l'autre partie, des offres généreuses seront faites à ces 2 groupes sociaux importants, dans le but de les avoir de leur côté. Une fois de plus, le Président a l'avantage d'offrir plus, que ce soit en termes de gains financiers ou en postes administratifs".

"Les points faibles de Suharto"

"Comme nous l'avons expliqué auparavant, la force de Suharto réside dans le fait qu'il est capable, si nécessaire, de changer de politique. Cela ne signifie pas qu'il n'ait pas de points faibles.

"Sur le plan domestique, les disputes de terres se prolongèrent et provoquèrent l'instabilité à l'échelle nationale. Bien que la responsabilité en fut du Ministère de l'Agriculture puis transférée au Cabinet du Président, les conflits continuèrent à augmenter en quantité et intensité. Divers généraux des ABRI manifestèrent ouvertement leur sympathie à la lutte des paysans et des étudiants. La présidence ne sait comment diminuer les tensions. Si celles-ci étaient exploitées par les militaires, une situation explosive pourrait se créer. Un autre problème mentionné auparavant, est la distribution équitative des rendements. La croissance rapide économique n'apporte rien à de grands secteurs de la population pauvre des villes. Les problèmes d'emploi continuent endémiques et le gouvernement Suharto doit rembourser des sommes astronomiques de dettes externes.

"Les critiques, en et au-dehors de l'Indonésie, relativement aux violations des droits de l'Homme, à l'agression contre Timor-Oriental, et contre la Papouasie occidentale et à la dégradation de l'environnement ont constamment augmenté. Répondre à ces attaques est devenu la tâche principale des diplomates indonésiens.

"La globalisation du monde et l'interdépendance croissante des nations ne peut s'empêcher d'affecter l'Indonésie.

"Une nouvelle génération d'activistes des droits humains et d'écologistes a émergé de la scène politique indonésienne et rejette tous les scénarios décrits ci-dessus. Ils exigent la défense des droits de l'Homme et l'établissement d'un système démocratique. C'est d'ailleurs la seule et unique alternative viable."

II.6 - Conjoncture de Timor

Synthèse (*) de la communication de *Adriano Moreira*, Professeur de Chaire, Président de la Direction du Centre des Etudes Orientales de la Société de Géographie de Lisbonne, et Député du Centre Démocratique et Social (démocrate-chrétien)

"La question de Timor est en même temps un problème face à la conscience nationale portugaise et un embarras pour son manque (de conscience) en ce qui concerne les intérêts des grands puissances. Intérêts qui s'abritent encore derrière le fameux "péril rouge" (...)

"Le régime de la puissance qui agressa Timor, soit l'Indonésie " (...) est " un des rares exemples restants d'Etat de Sécurité Nationale : l'armée au pouvoir, l'ennemi identifié au communisme, les essais inconséquents de libéralisation, la nécessité assumée de sécurité contre l'agression qui pourrait venir de sanctuaires externes".

(*) Cette synthèse comme toutes les autres, fut faite par le Coordinateur du Séminaire en se basant sur la communication présentée par l'orateur et en le citant autant que possible.

A une époque où elle prétendait s'emparer de la Nouvelle Guinée ou Papouasie Occidentale (...) *"L'Indonésie proclamait qu'elle se soumettait à la règle des autodéterminations coloniales (...)"* rejettant toute prétention sur Timor encore Portugais, pour fortifier celle qu'elle possédait sur la Nouvelle Guinée (Irian Jaya).

"Elle eut gain de cause dans la prétention et n'hésita pas à faire des incursions en Papouasie Nouvelle Guinée, indépendante depuis 75, et à poursuivre des insurgés de l'Irian.

(...) "Dans la cas de Timor-Oriental, l'ennemi habituel de l'Etat de sécurité nationale fut également invoqué à la date de la décolonisation révolutionnaire portugaise, et l'on montrait du doigt alors le danger qu'il y avait de s'y constituer un sanctuaire ou un foyer selon les modalités que la guerilla puisse assumer. Tout pourrait avoir l'air d'une operation de police, sans du fondement sur le droit international, mais dérivée de l'intérêt de la sécurité. Un acte de police, abusif en lui-même, n'implique pas l'acquisition du territoire même s'il s'agit d'une occupation comme ce fut le cas".

Le Professeur Adriano Moreira rappelle que depuis 1961 les Nations Unies considèrent les territoires outre-mer portugais (y compris Timor) comme non-autonomes. Depuis la Révolution de 74, l'Etat Portugais lui-même assume le statut de puissance administrative, sous le régime de "Fideicomisso" international. Bien que l'accord exprès et détaillé n'ait pas été élaboré *"il est évident et irrécusable que les relations entre l'ONU, le Portugal et Timor se développent dans le cadre coutumier du "fideicomisso" et que le Portugal n'a d'autre titre que celui de mandataire de la communauté internationale.*

"Une des fonctions et un des pouvoirs de l'Assemblée Générale et, sous son autorité, du Conseil de Tutelle (artº 87) est de: " permettre des visites périodiques aux territoires en fideicomisso aux dates accordées avec l'autorité administrative".. Rien dans la Charte ne consent qu'une action des membres de l'Organisation empêche l'application totale du programme de décolonisation. Au contraire, tout acte en sens opposé à cet objectif viole la Charte et la question serait du ressort du Conseil de Sécurité, inévitablement. Il semble incroyable qu'un génocide ne soit pas une agression caractérisée, car il s'agit clairement d'un crime contre l'Humanité.

"Ces références assez brèves, se destinent fondamentalement à recommander une répudiation totale du processus international en cours qui porte à considérer la question de Timor comme exclusivement du Portugal et de l'Indonésie.C'est vouloir que l'issue soit la conclusion d'un contentieux entre l'ancienne puissance coloniale et l'envahisseur. Le Portugal ne peut exercer (...) que les fragiles pouvoirs de puissance administrative.. Mais celle-ci agit au nom des intérêts mondiaux confiés à la garde et à l'action de l'ONU: Cette organisation est responsable directe de la décolonisation, de la répudiation à l'agression, de la lutte contre le génocide et autres crimes contre l'Humanité. On ne peut consentir qu'elle alliène son intervention et sa responsabilité dans une espèce de médiation entre le Portugal et l'Indonésie et cela sans fondement. L'ONU n'est pas un médiateur, elle est titulaire directe d'un intérêt - l'autodétermination des peuples - et responsable d'une situation internationale - la paix - et obligée de tenter de restaurer l'indépendance aux peuples subjugués, et de rejetter la conquête. Il n'est pas licite de faire entendre que la question est entre le Portugal et l'Indonésie. Elle réside entre l'Indonésie et la Communauté Internationale représentée par l'ONU, avec une puissance administratrice dont l'incapacité n'est pas sa faute, mais si, celle de la communauté au nom de laquelle elle intervient.Le Peuple de Timor compte sur l'accomplissement scrupuleux des obligations administratives du Portugal: mais il ne peut absoudre les obligations fondamentales de la Communauté Internationale elle même que l'ONU personnifie."

II.7 - Timor et le Droit International

Synthèse de la communication de l'Ingénieur *Rui Silva*, Député du Parti Rénovateur Démocratique.

(...) "Timor est encore un territoire inclus dans la liste de ceux qui ne possèdent pas de Gouvernement propre.

"Ceci entendu, il est d'exiger le respect des résolutions 1514 (XV) et 1541 (XV) qui déterminent celui du droit à l'indépendance et l'Autodétermination du Peuple de Timor-Oriental.

"L'occupation de Timor par les troupes indonésiennes constitue depuis environ 15 ans, une très grave violation des principaux fondements du Droit International et en se maintenant, cette situation est une offense claire, et digne de condamnation, à la Charte des Nations-Unies, à la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme et dau Pacte International sur les Droits Civils et Politiques.

"Parallèlement, le Portugal reconnait dans son Droit Interne, que ce soit par la loi 7/74 ou par le dispositif constitutionnel, le droit inaliénable du Peuple de Timor au libre choix de son avenir politique, économique et culturel.

Après avoir rappelé la Déclaration Universelle des Droits des Peuples (approuvée à Alger en Juin 76) et la Convention Européenne pour la Prévention de la Torture, des Peines ou Traitements Dégradants, *"deux documents dont le contenu est constamment violé en territoire de Timor Oriental"*, le Député Rui Silva rappelle que *"le droit à la vie a, au-delà de sa dimension individuelle, une dimension collective nécessaire (...)"*.

"Le génocide culturel en territoire timorais implique cette dimension collective. Dans une résolution approuvée le 18 décembre 1982 (14), l'Assemblée Générale des Nations-Unies a exprimé sa conviction de ce que tous les peuples, sans exception ont un droit inhérent à la vie et que la sauvegarde de ce droit est une condition essentielle à la jouissance de droits, sociaux et culturels ainsi que civils et politiques. Dans 2 résolutions de 1982 et 1983, la Comission des Droits de l'Homme de l'ONU répéta et ratifia "ipsis verbis" cette thèse. On montre ainsi le rapport logique entre le droit à la vie et le droit à la culture, en réhaussant leur intérêt commun. La mort de près d'un tiers de la population de Timor provoque naturellement une rupture dans l'évolution logique et naturelle que la culture de Timor a acquise depuis des siècles. Il est de notre responsabilité et de la responsabilité de toute l'humanité de préserver ce "désirato" et le Monde le doit au peuple de Timor, de par son histoire martyrisée.. C'est la raison de la contestation mondiale généralisée, de la condamnation de l'occupation militaire injuste et inhumaine, et c'est une raison suffisante et qui nécessite notre présence aujourd'hui et ici dans ce Forum de solidariété avec le peuple de Timor.

(...) "L'exercice du droit à l'autodétermination et au maintien de son histoire et culture devra être garanti par une consultation populaire que l'humanité doit exiger et que les Nations-Unies doivent fiscaliser dans son authenticité.

"Tant que cette solution ne sera pas trouvée, le Peuple de Timor continuera baillonné et le droit international offensé.

"Il nous incombe à tous, citoyens libres et conscients de cette réalité, de mettre en communion nos efforts pour l'adoption de ces solutions".

II.8 - Timor, question nationale, question internationale

Synthèse de la communication de Maître *Raúl Castro*, Avocat et Député de l'Intervention Démocratique.

(...)" *si, outre la démocratisation et le développement économique, la Révolution des Oeillets eut pour but la décolonisation, c'est avec raison qu'à la récente commémoration du 16ème anniversaire du 25 Avril, un militaire de l'époque et aujourd'hui député à l'Assemblée de la République, le Major Marques Junior, put affirmer que le 25 avril reste toujours à faire, tant que le Peuple de Timor-Oriental n'atteindra pas sa liberté et son indépendance.*

Le Député Raul Castro rappelle la longue et difficile lutte des portugais contre le régime qui les opprimait depuis 50 ans pour dire au peuple Maubère *"qu'aucune opression n'est éternelle et que le jour de victoire se lèvera bientôt".*

Se basant sur l'article de la Constitution qui fixe les obligations du Portugal relativement à l'autodétermination et l'indépendance de Timor, il souligna la nécessité de recourir au Tribunal International de Justice pour dénoncer l'accord signé le 11 décembre 1989 entre l'Australie et l'Indonésie pour ce qui est de l'exploitation du pétrole de la Mer de Timor.

(...) "C'est que l'autodétermination et l'indépendance de Timor-Oriental s'insère dans un réseau trés serré d'intérêts internationaux, d'où se détachent, d'un côté, les caractéristiques de grande puissance de l'Indonésie et son régime de dictature féroce de Suharto, et de l'autre, la complicité des USA sur laquelle elle compta dès le début, deux données fondamentales qui font s'entrelacer les jeux d'intérêts d'autres pays.

(...) " Il serait aussi opportun d'éveiller l'attention sur le rôle que le Pape peut jouer dans ce contexte international en faveur de l'autodétermination et l'indépendance de Timor-Oriental.

"Il ne s'agit point de revendiquer pour le Peuple Maubère une action du Pape Jean-Paul II qui soit de caractère exceptionnel, mais à peine celle qu'il a assumée par rapport à d'autres peuples.

"D'ailleurs, cette action que le Pape a exprimé par ces paroles:

> **"Parler de paix dans le monde et ne pas intervenir pour la défense des citoyens qui sont maltraités, pour la défense de la vérité et de la justice, c'est de l'hypocrisie qui ne peut mener qu' à un affaiblissement de l'unité et de l'autorité morale de l'Eglise".**

"Ce sont les mots mêmes du discours de Jean-Paul II à Prague, dans la Cathédrale Saint Guy, le 21 du mois courant (avril 1990).

"Je vais terminer. Et je n'ai pas trouvé de meilleure façon d' exprimer ma solidariété envers la lutte héroique du Peuple de Timor contre les occupants de Timor-Oriental, en vue de l'autodétermination et de l'indépendance, que ces belles paroles d'un poète de Timor, Fernando Sylvan:

"LA LUTTE EST LA DECOUVERTE D'UN PEUPLE QUI NE MEURT PAS!
LA VIE EST LA LIBERTE D'UN PEUPLE QUI NE MEURT PAS!
L'INDEPENDANCE EST LA VOLONTE D'UN PEUPLE QUI NE MEURT PAS!"

II.9 - L'appui du Parlement Européen à la lutte des droits de l'Homme et du droit à l'autodétermination et à l'indépendance du peuple de Timor-Oriental

Synthèse de la communication de *José Barros Moura*, Député au Parlement Européen du Parti Communiste Portugais, et membre de l'Assemblée Paritaire ACP-CEE (Convention de Lomé)

Dans sa communication, le Député José Barros Moura présente une information détaillée sur les multiples initiatives et résolutions du Parlement Européen en ce qui concerne Timor-Oriental, notamment la résolution du 10 juillet 1986, les rapports de la femme parlementaire socialiste Van Den Heuvel, sur les droits de l'Homme en Indonésie (Doc. A2-o2 83/87) et sur Timor-Oriental /Doc. A2-149/88) et la résolution qui en découla, et encore la résolution sur Timor-Oriental approuvée après la visite du Pape Jean-Paul II au teritoire (Doc. B3-0473/89) et déjà mentionnée dans cette brochure (p. 27)

Il rappelle ensuite les importants résolutions de l'Assemblée Paritaire ACP-CEE, dont la première approuvée par unanimité le 1er octobre 21987 (voir page.26 de cette brochure) fut suivie de "La résolution sur la situation à Timor-Oriental" approuvée à Madrid en septembre 1988 et la "Résolution sur Timor-Oriental" approuvée aux Barbades, en janvier 1989.

Résumant l'histoire de certaines de ces résolutions, le Député Barros Moura tire les conclusions que nous synthétisons ci-dessous:

(...) "L'action conjuguée des députés portugais qui arrivèrent à influencer les groupes politiques respectifs, fut déterminante pour invertir une situation auparavant favorable aux thèses de l'Indonésie".

(...) "L'intervention du et au Parlement Européen a favorisé l'action du Gouvernement Portugais dans le cadre de la Coopération Politique Européenne.

"En effet, si initialement le Portugal dut se résigner à déléguer à l' Angleterre la représentation à la réunion du Conseil CEE - ASEAN à Djakarta (1986) sans obtenir que la question de Timor-Oriental soit tout au moins objet de réserves de la part des pays de la CEE, depuis l'approbation du Rapport Van Den Heuvel, il fut possible d'obtenir que la coopération politique européenne définisse une position commune à adopter à l'Assemblée Générale de l'ONU."

Après avoir rappelé *"les possibilités accrues d'intervention - rendues possibles par le fait que le vote du Portugal est indispensable pour les décisions les plus importantes"* de la CEE et après avoir citer plusieurs formes de *"susciter des interventions du Parlement Européen"*, le Député Barros Moura rappelle que:

(...) "les autres institutions de la CEE (Conseil et Comission) et la Coopération Politique Européenne n'ont pas encore mis en pratique les aspects fondamentaux des résolutions approuvées. L'insistance sur son accomplissement, la demande d'éclaircissement sur les résultats obtenus ou sur les difficultés rencontrées, ouvrent des possibilités de nouvelles initiatives parlementaires.

"Parmi les aspects les plus importants à respecter, on retiendra les points suivants du rapport Van Den Heuvel;

"12. Sollicite au Conseil de Ministre de prendre des initiatives dans le sens d'obtenir un accord de cessez-le-feu et la réalisation d'un référendum, après une période de transition à définir par les parties intéressées, et qui permette à la population la liberté de choix sur l'avenir de Timor-Oriental;"

"14. Insiste pour que les Ministres des Affaires Etrangères, réunis dans le cadre de la coopération politique europénne, développent une action diplomatique concertée de façon à garantir au peuple de Timor-Oriental le droit à l'autodétermination et pour qu'ils établissent des contacts avec toutes les parties concernées par le conflit, représentants de la communauté de Timor-Oriental y compris, et qu'ils transmettent les progrès obtenus par le biais de leurs initiatives;"

"15. Demande à toutes les Institutions de la CEE qu'elles gardent l'oeil ouvert sur l'actuelle situation coloniale du Timor-oriental et sur les termes de la présente résolution dans les relations qui se développent dans le cadre CEE - ASEAN;"

"16. Demande à la Comission qu'elle prenne en compte la situation de Timor dans ses contacts avec les autorités indonésiennes;

"17. Demande à la Comission, dans le cadre de la coopération avec les autorités portugaises et les organisations humanitaires internationales compétentes, de prêter aide adéquate et directe, aussi bien à Timor-Oriental que dans les camps de réfugiés de Timor au Portugal et en Australie;"

II.10 - Timor-Oriental, de l'utopie à la réalité

Synthèse de la communication de Monsieur *Francisco Xavier de Meneses*, ex-Administrateur des Communes de Viqueque, Baucau et Ermera (1958/65) et ex-Maire de Dili (1968/71) à Timor.

"Perdu aux confins de l'Orient (...) Timor a montré, au fil de l'Histoire, une vocation spéciale comme point de croisements de grandes stratégies".

M. Francisco Xavier de Meneses commence par rappeler le plan de Afonso de Albuquerque destiné "*fondamentalement à faire retentir un coup de grâce vital dans le pouvoir islamique, et s'assurer en même temps la maîtrise de la route des épices*"

Il fait allusion aux attaques du Roi Toló de Makassar à Timor, *"qu'il mit à sac et dévasta le litoral, car la population avait préféré lui payer un tribut et refusé de se convertir à l'islamisme, puisque celui-ci banissait le porc, élément important dans leur système complexe d'échanges cérimoniaux et rituels.*

"Et c'est à cette croisée des chemins que les timorais ont opté clairement pour le christiannisme, se vantant même, il n'y a pas si longtemps, d'avoir été conquis par des missionnaires, et par la croix et l'eau bénite et non par la force des armes.

En faisant un bond dans le temps, il est curieux de remarquer ou de noter que dans la conjoncture présente le pourcentage de catholiques " qui était de 30% dans le Timor Portugais en 1974, "*est maintenant passé, face à une occupation indonésienne hostile et majoritairement islamique, à 80%*".

Puis c'est la confrontation des stratégies portugaises et néerlandaises qui va conditionner la situation de Timor et l'obliger à transférir la capitale de Lifau vers l'anse de Dili.

De 1942 à 1945, c'est l'occupation japonaise qui englobe Timor dans une nouvelle croisée des chemins stratégique.

(...) *"Et si ce n'était l'appui, la loyauté et l'esprit de sacrifice des timorais, les alliés et notamment les australiens, n'auraient pas maintenu les Japonais en soubressaut permanent, en utilisant tout le poids d'une tactique d'usure grâce à laquelle environ 500 hommes entretinrent et même mirent à bout une armée qui avoisinnait les 4000 effectifs japonais, et rendirent définitivement possible l'invasion de par l'Australie".*

Finalement, et *"à la suite désenchantements sussessifs des Américains"* (...) Timor-Oriental se trouve *"pris dans une nouvelle stratégie, ourdie de façon quelque peu complexe et vers laquelle convergèrent l'expansionnisme indonésien et la géopolitique américaine de contention dans le Sud-Est Asiatique" (...)*

En conclusion, Monsieur Francisco Xavier de Meneses considère (...) *" comme de bon sens élémentaire et pragmatisme que dans tous les "lobbies" politiques, outre le soutien jusqu'ici "platonique" des pays de la CEE et des résolutions inopérantes de l'ONU, on cherche par tous les moyens à obtenir un changement d'attitude et - pourquoi pas? - l'appui des USA et de la Grande-Bretagne, fournisseurs principaux d'armes à l'Indonésie".*

Saluant la réconciliation entre l'UDT et le Fretilin et l'accord de Convergence Nationaliste et les déclarations du Fretilin, *"qui accepte un système parlementaire et de multiplicité des partis dans un Timor-Oriental indépendant, il devient urgent que cette nouvelle image soit divulguée dans le monde et les sphères internationales."*

(...) "Dans une conjoncture qui prime par le pragmatisme politique, il me parait salutaire que les dirigeants des deux partis les plus importants de Timor aient aussi montré leur disponibilité dans l'association à l'ASEAN. L'Indonésie ne peut plus alors se manifester contre un Timor-Oriental Indépendant de peur qu'il devienne un voisin gênant" (...).

II.11 - L'Indonésie parie sur la nouvelle génération

Synthèse de la communication de *Licínia Ramos Horta,* timoraise

"J'ai fréquenté pendant 2 ans l'Université de Bali (Indonésie), ayant choisi la branche de la littérature anglaise.

"Il y a plus de 200 étudiants originaires de Timor, à Bali." Pour pouvoir poursuivre leurs études, dans les universités indonésiennes, les étudiants de Timor doivent passer un test et une fois ce test passé, doivent être approuvés par le KOOPSKAM (Services Secrets et de Sécurité de l'Indonésie).

"C'est le KOOPSKAM qui donne le dernier mot. Approuvés par le KOOPSKAM et durant leurs études dans les universités indonésiennes, les étudiants sont intégrés dans des organisations d'étudiants timorais, toutes sous le contrôle des autorités militaires indonésiennes. Par exemple, à Bali, tous les étudiants de Timor doivent appartenir à l'Alliance des Etudiants Universitaires timorais et du Lycée - IMPETTU (en indonésien)".

(...) "Les autorités militaires indonésiennes décidèrent de nommer un commandant militaire indonésien au poste de chef suprême. Comme il fallait s'y attendre toutes les initiatives de cette organisation partent du secteur militaire en coordination avec les autorités civiles et sous les directives du gouvernement central de Djakarta".

(...) "Les autorités indonésiennes contrôlent non seulement les activités de l'organisation mais lancent aussi un réseau d'espionnage au sein des étudiants, dans les écoles, les universités et dans leurs résidences; ils payent et instruisent les étudiants de Timor à l'espionnage de leurs collègues qui partagent le même toit ou le même bureau, en plus des autres étudiants indonésiens d'autres provinces qui font le même "service". Les professeurs aussi sont des espions. Ils travaillent activement avec les services secrets indonésiens."

(...) "Le comportement des étudiants timorais aggrave encore ce climat de méfiance; dans les écoles, ils se regroupent, évitant de se mêler aux étudiants indonésiens

(...) " la langue est aussi un des facteurs qui vient rehausser les hostilités déjà existantes. Les timorais ne sont nullement intéressés par la langue indonésienne".

(...) "Des plus de 200 étudiants recensés à Bali, seulement deux étudient la littérature indonésienne alors que la majorité a opté pour d'autres disciplines dont les plus fréquentées sont celles d'Economie, suivi de la Médecine et du Droit.

"Dans les écoles, on enseigne davantage sur l'Indonésie; le "Pancasila" - les 5 principes philosophiques de l'Etat Indonésien - est une discipline très importante et intervient dans pratiquement toutes les branches d'études. Quant à Timor-Oriental, on n'y fait aucune référence; il n'y a pas de débats/discussions élargis entre les étudiants de Timor sur les questions politiques, internationales, démocratiques dans d'autres pays, sur la situation économique, etc...Comme le disent les professeurs et les autorités militaires, ***"ce n'est pas un sujet pour les timorais"****. L'Indonésie est tout, et elle est la seule chose importante dans le monde. L'Indonésie a libéré le peuple de Timor du joug du colonialisme portugais; les timorais sont considérés comme un peuple en retard et selon les Indonésiens, pour se libérer de ce retard ils doivent assimiler tout ce qui est javanais ou les cultures des autres provinces d'Indonésie comme Bali, par exemple.*

"Tout étudiant timorais qui arrive à Bali pour y continuer ses études doit se présenter, à son arrivée, au commando militaire de Bali, pour une rencontre avec les autorités militaires au cours de laquelle il lui est fortement conseillé de ne pas se confiner à ses collègue de Timor, mais de se mélanger aux personnes locales ou autres et on l'instruit pour d'autres travaux, comme celui d'espion.

(...) "Comme je l'ai déjà dit, il n´y a pas de débats élargis et approfondis sur les questions internationales, mais souvent, elles surgissent inévitablement pendant les cours, bien que les professeurs et étudiants les plus brillants essayent toujours de s'esquiver par rapportes à des points d'aspect négatif ou vulnérable sur l'Indonésie; dans le cas de faits semblables à celui de Timor-Oriental, il est conseillé de ne pas en parler sous peine de punition et la peine la plus légère est celle de rater les examens, comme cela se produisit avec une collègue à moi qui dans une classe de "Pancasila" se mit à discuter le droit des peuples à l'autodétermination. En conséquence de son courage, elle fut la seule à échouer aux examens bien qu'étant l´élève la plus brillante et la plus distinguée de sa classe."

Aprés avoir souligné l'effort des Indonésiens pour transformer la mentalité de Timor en celle indonésienne, toute sorte de contrôle, *"la censure des lettres des parents et de la famille"*, etc... , Licinia Horta affirme:

(...) "Les étudiants ne se sentent pas indonésiens, La résistance armée dans les montagnes et la résistance dans les zones occupées stimulent l'esprit nationaliste et rendent de plus en plus hostiles les indonésiens".

(...) "Cette nouvelle génération sur laquelle parie l'Indonésie pour obtenir une mentalité javanaise/indonésienne et intégrationniste est aussi la génération qui a survécu aux massacres indonésiens depuis la 1ère invasion du 7 décembre 1975, puis en 78, 79, 80, etc... enfin, tout au long de ces années d'occupation indonésienne; les étudiants sont de cette génération qui à chaque fois qu'un parent meurt demande ***"Il est mort de maladie, par accident ou par les "tentaras" (soldats indonésiens)?***

Elle conclut:

"Pour le moment, le commandant indonésien, Prabowo, gendre du Président Suharto, semble être le seul et unique à admette que c'est une erreur que de parier sur cette nouvelle génération". Pour en finir avec la guerre à Timor-Oriental, il faudrait en exterminer tous ses habitants" dit un jour le commandant indonésien à Timor-Oriental quand les soldats de son 28ème bataillon "mordaient la poussière" sur le champ de bataille en voyant leurs plans militaires frustrés."

II.12 - Contribut à une approche politique du problème de Timor-Oriental

Synthèse de la communication présentée par le CPDM *(Commission pour les Droits du Peuple Maubère)*

(...) "Avec les esquisses de l'effondrement des blocs politico-militaires et (...) le recul généralisé des régimes de parti unique", l'encadrement international du problème de Timor a changé significativement.

Dans ce contexte, "*Quelques lignes-maîtresses pourraient bien se profiler:*

a) "Recul des zones d'influence et d'intervention directe des 2 super-puissances, avec l'émergence de nouveaux pouvoirs régionaux : le Japon sera le futur "patron" du SE asiatique".

> *(...) " La conséquence quelque peu inattendue du nouveau rôle du Japon peut être le changement de schéma d'alliances régionales dont la récente approche (même au niveau militaire) entre l'Indonésie et l'Australie est peut-être un symptôme.*
>
> *"Le Japon (mais aussi l'opinion publique japonaise) aura à l'avenir un rôle-clé dans cette zone du globe et devra être un objectif diplomatique privilégié".*

b) "(...) La réduction des conflits du globe affaiblit le rôle et le soutien des grandes puissances aux "gendarmes régionaux"; le régime dictatorial (dont l'Indonésie est une des derniers exemples à grande échelle) dans des pays stratégiquement importants était souvent appuyé directement ou indirectement (et parfois même en alternance) par l'une ou l'autre grande puissance bien que permettant des violations persistantes des droits de l'Homme dans leurs populations.

"Il est bien connu qu' à terme, cette stabilité des relations entre Etats est mieux garantie par des régimes où il existe des formes de plébiscite populaire du pouvoir, dans le sens de la formation de consensus nationaux par rapport à ces alliances. A cause de cela, les super-puissances (USA et URSS) se dédient dernièrement à la construction d'alternatives de pouvoir de ce genre chez leurs alliés."

c) "(...) Avec le désagrègement des blocs, le non-alignement perd sa raison d'être, l'Est s'approche de l'Ouest et la confrontation Nord (développé) et Sud (sous-développé) se renforce.

d) "(...) Le processus de freinage de l'idéologie des conflits et l'émergence de nationalismes : cas comme celui de Timor tendent au regroupement et non à la volatilisation".

Ceci car " *ils sont ancrés dans des racines plus profondes, de caractère ethnique, linguistique, religieux ou dans son ensemble : de type nationaliste"* et non plus dans les trafics d'influences politiques ou idéologiques des grandes puissances.

Se rapportant ensuite à l'état occupant, le CPDM considère que *"Malgré la stabilité politique, les facteurs de crise restent"* et sont même en train de s'aggraver car *"Le pouvoir est centralisé dans les mains d'un seul homme, le Président, supporté par les Forces Armées", (...)* Celui-ci *"est en train de vieillir (71 ans) et son remplacement proche (...) peut ouvrir un énorme conflit entre les factions".*

En outre, *"le processus de réorganisation économique augmentera les tensions internes" (...) "L'économie indonésienne reste hautement conditionnée, puisque les concessions et monopoles sont la forme normale de fonctionnement, et se caractérise encore par une intime union entre la faction militaire au pouvoir et le capital privé et public".*

(...) "Pour des raisons internes, mais principalement externes (de souligner les pressions des organismes et instances étrangères dignes de crédit - en particulier le Japon) on procède déjà, et de plus en plus à l'avenir, à une dérèglementation économique et au désarmement de normes qui empêchent le fonctionnement du marché en termes libéraux. Les principales conséquences prévisibles de ce processus sont : pénétration plus grande du capital étranger et par conséquent accès plus important aux grandes sphères de décision; affaiblissement de la la base de soutien économique, donc politique, des couches significatives de l'élite militaire au pouvoir, risquant de rendre les conflits internes plus aigus); l'ascension politique de la technocratie urbaine et du capital privé".

Finalement, les mouvements pro-démocratiques de défense des droits de l'Homme et écologistes qui prônent le changement, montent en Indonésie.

En se rapportant à la Puissance Administrative, le CPDM rappelle quelques incohérences, résultant essentiellement de la dépendance de sa politique externe relativement aux intérêts et pressions, notamment de ses "alliés" traditionnels.

En conclusion, le CPDM propose une stratégie d'action diplomatique, de négoces et des média et un *"soutien ferme, politique et financier, aux mouvements nationalistes"* en vue de la *"réalisation de l'exercice du droit à l'autodétermination de la part des timorais et la concrétisation de ce choix"* que l'on ne pense possible que dans un délai assez long (plus de 5 ans).

III - ASPECTS ANTHROPOLOGIQUES ET CULTURELS ET FORMES D'ORGANISATION SOCIALE ET POLITIQUE DE LA NATION DE TIMOR (*)

III.1 - Le timorais, prédateur ou écologiste ?

Synthèse de la communication de *M. Francisco Xavier de Meneses*

"Durant mon observation participante de la vie de Timor en 16 années de séjour dans l'île de Timor-Oriental, (1955-1971) et par une analyse critique de la tradition orale, j'ai tenté d'apprendre et de comprendre son système ancestral de protection du sous-sol, de l'environnement et encore des personnes et des biens.

"En plus des moyens humains communautaires comme vigiles, milices et rondes, dont l'utilisation me semble postérieure à la présence de l'Administration Portugaise, ils recouraient à des normes protectrices magico-religieuses d'efficacité pratique appréciable" (...).

"Comme authentique pivot ou noyau, simultanément motivateur et inhibiteur de ces normes protectrices, figure le LULIK (...)"

(...) "Le timorais croit en l'existence d'une force ou principe vital, dont l'idée se confond avec l'âme même des vivants et des esprits, que ce soit de leurs ancêtres ou de la Nature. Or, cette force vitale peut prendre des aspects superlatifs, devenant un pouvoir occulte, mystérieux qu'il faut dominer ou capturer, puisqu'il préside au destin corporel.

"On constate, cependant, une distinction qui, pour le timorais, semble assez évidente et nette entre les 2 aspects que ce pouvoir peut assumer : le bénéfique, protecteur ou tout au moins disciplinaire, et le maléfique et destructeur. Le premier aspect porte à considérer la force occulte comme vénérable, presque sacrée. C'est alors qu'apparait le mot lulik." (...)

Quant au second aspect, essentiellement maléfique, destructeur et désintégrant, il est désigné par buank ou suank.

"Un des cas typiques de protection de propriété par voie magico-religieuse était l'utilisation des Horok ou objets comme les.coupe-coupes, branches de certains arbres, cordes, etc... que l'on pendait dans l'enceinte d'une propriété ou à un arbre, après avoir effectué des rites pour capturer le lulik qui se retrouvait donc dans l'objet choisi, protégeant la propriété contre les intrus, et les voleurs craignaient alors que les.coupe-coupes leur traversent le corps - et même les âmes -, ou que le rameau les fustige ou bien que la corde les retienne avec ses noeuds, etc..."

"Un autre aspect intéressant était la protection que l'on obtenait contre l'érosion des forêts et le contrôle de l'utilisation des terres, selon certains rites après lesquels certaines forêts ou zones devenaient lulik" (...)

(*) Madame Maria Olímpia Lameiras et Monsieur Henri Campagnolo présentèrent une communication très intéressante sur " Peuples de Timor, peuple de Timor: diversités, convergence (La connaissance anthropologique comme fondement d'une stratégie)".
Les auteurs n'ayant pas pu en remettre un résumé à temps, comme c'était leur vif désir, il nous est impossible de l'inclure dans cette brochure.

"C'est par ce concept de *lulik* *comme force de discipline qu'autrefois la société de Timor réglait la distribution des aliments, la défense contre la promiscuité durant les fêtes et rituels, la défense de la propriété, etc..."*

"Par l'observation des méthodes agricoles traditionnelles de Timor, nous pouvons conclure sans grande marge d'erreur que la culture traditionnelle de Timor avait des mécanismes propres pour le maintien de l'équilibre économico-social et, au-dessus tout, l'équilibre homme-sol. Loin d'être un prédateur, comme on l'a affirmé et écrit si souvent à la légère, le timorais, à l'exception de ses excès dionysiaques, était un authentique écologiste.

"Cependant le temps ne s'arrête pas. La rupture de cultivation, les méthodes de surveillance par des moyens humains comme les gardes-des-forêts, les rondes, etc..., ont remplacé les processus traditionnels et la réduction du concept effectif de *lulik* *comme moyen disciplinaire socio-économique a eu quelques effets désastreux en matière de défense des forêts et des sols". (...)*

"La situation des sols et de l'équilibre socio-économique à Timor s'aggrave avec la conjoncture présente, avec une guerre d'usure , comme celle de la guerrilla fomentée par la résistance timoraise devant un envahisseur qui n'hésite pas à piller et incendier sans le moindre critère, et utilise même des lance-flammes et des bombes de napalm. On assiste aussi à l'exploitation agricole incontrôlée et inadéquate par rapport à la géographie des sols, comme on peut le voir avec le café, le caoutchouc et le clou-de-girofle et l'introduction des fameux "cash-crops" comme la canelle, le poivre et le thé. L'exploitation et exportation du bois de santal, interdit par les Portugais depuis le siècle dernier et depuis les années 20, atteignait les 560 tonnes en 1982, dépassant le record de production annuelle des XIXème et XXème siècles!" (et conduisant à une compléte rupture peu après).

III.2 - Les BÚNAK (Timor Oriental) : Organisation sociale et politique

Synthèse de la communication du Prêtre Apolinário Guterres, prête timorais et assistant religieux de la communauté de réfugiés de Timor - et de **M. João Santos, anthropologue.**

Après avoir fait une description ethnographique de l' *"organisation sociale et politique du TAZ (village) du groupe ethnolinguistique Búnak "* de la partie centrale et montagneuse de l'île de Timor, basé sur un travail sur le terrain, réalisé sur le territoire entre 1968 et 1975, puis *"poursuivi au Portugal près des éléments Búnak de la Communauté de Timor à Lisbonne"*, les auteurs concluent:

"Dans la ***société búnak****, nous voyons dans le* ***TAZ*** *un* ***"mini-état"*** *organisé, où il existe une structure famillialé, éducative, judiciaire, religieuse, militaire et économique basée sur un système de lignages.*

*"L'****attribution*** *des pouvoirs est par consensus. L'institution et la distribution des fonctions eurent leur origine depuis la fondation du* ***Taz.*** *L'exercice effectif et droit des diverses fonctions institutionnelles du Taz et l'interaction des divers agents sociaux selon les us et costumes traditionnels gèrent harmonie, sécurité et bien-être global. Comme système de contrôle et de décision communautaire, il existe dans le Taz l'assemblée du conseil des chefs des lignages - les* ***datomil/matazmil.***

"Le sacré - ***pho*** *- imprègne l'espace et la vie de la société búnak, où les rites sacrés cycliques sont célébrés communautairement et longuement par de grandes*

manifestations de fêtes, et tous les agents sociaux y participent.

*"**Croissant** naturellement dans le temps et malgré qu'il soit composé de plusieurs lignages, le **Taz** se maintient identique, **un et multiple à travers les générations, grandi et fortifié pa ses ramifications.***

*"Le **corps des Lal Gomo** (les maîtres de la parole, les détenteurs et transmetteurs authentiques de l'histoire et des traditions des ancêtres) **assure aux nouveaux-venus la transmission continuelle des traditions des ancêtres, la culture traditionnelle.***

*"Le **contact avec les portugais** provoqua des "innovations" par rapport à leur culture sans, que, pourtant, elle ait perdu ses caractéristiques fondamentales".*

III 3 - Culture et structure sociale

Synthèse de la communication de Luís Costa, de Timor, ex- prête, frère du poète Borja da Costa assassiné par les forces indonésiennes en décembre 1975, et Secrétaire de la Fondation Austronésienne Borja da Costa.

"Tous les timorais - partis, population et Eglise Catholique locale - doivent s'efforcer d'établir à Timor un gouvernemnt démocratique qui conduise la Nation de Timor à une consolidation de la liberté, de la démocratie et du développement. Le Gouvernement, et même l'opposition, doit travailler pour améliorer le niveau de vie et le bien-être du Peuple Maubère. Cependant, la question du choix de la voie à suivre dépend de la volonté du peuple et cette option se manifeste par des élections libres. A cet effet, dans la conjoncture politique présente, tous les timorais doivent s'unir afin de créer un unique bloc nationaliste pour que les Nations-Unies établissent des conditions favorables à une élection libre, sur le territoire. Car, sans ces conditions, on ne peut rien faire pour le bien du peuple de Timor.

"La réalité sociale et politique de Timor est structurée dans un système de caractéristiques démocratiques, où le chef élu a un pouvoir limité par le consensus général des vieillards _ Katuas - et normalement sans possibilité de succession héréditaire. Tant que l'influence européenne ne se fit sentir, l'organisation de Timor se structurait en un féodalisme primitif dirigé par un Liurai - le monarque.

"Les chefs du suco et des villages, les liurais, sont choisis librement entre la classe noble, qui forme une classe riche et puissante détentrice de l'autorité et de la justice. Les liurais sont choisis par vote parmi les paires réunis - les Datos -, les descendants de familles royales, du côté paternel ou maternel.

"Ce sont les chefs qui résolvent les questions et les disputes entre personnes de leur jurisdiction et ils ne recourent au Liurai que lorsque ces premiers sont incapables de trouver une solution. Les questions familiales sont résolues par le plus ancien - Katuas - du Knua. En outre, les Katuas sont les guardiens des traditions et bonnes moeurs d'un Knua ou suco. Ils veillent au bien-être et à l'harmonie entre tous les habitants.

"En effet, dans une première phase de la jeune Nation, il est nécessaire d'accepter que les "datos" et les "katuas", plus anciens et influents, fassent partie du conseil consultatif des royaumes et des Knuas.

"La division administrative doit respecter les frontières traditionnelles des royaumes, division ethno-linguistique, mais les circonscriptions (communes) peuvent être réduites et les bourgades disparaître pour donner place à un "Knua" plus grand (non limité à un groupe familial)" (...)

Quant à l'organisation familiale et au "barlaque" (mariage), Luís Costa défend la nécessité de mariage monogamique et qu'il faut *"sensibiliser les populations à l'égalité des droits entre hommes et femmes"* tout en respectant le véritable esprit traditionnel de la dote.

(...) "Dans la religion, le timorais se situe entre 2 mondes opposés : son "monde", le Cosmos, territoire où il habite et l'espace inconnu et indéterminé qui l'entoure, le Chaos, peuplé de mille démons et d'une infinité sans nombre d'âmes et de morts.

"Sa religion traditionnelle est l'animisme, religion qui est la vie propre de l'Homme en rapport avec tout ce qui l'entoure. Pour cela, chaque événement important de la vie d'un natif est accompagné de sacrifices, rituels et offrandes.

Dans son concept de sauvegarde, on trouve une triade sacrée: Maromak - le dieu par excellence; Rai - la terre, lieu des vivants; et Lalehan - le ciel, la résidence des dieux de la Nature et le manoir des ancêtres.

"Ainsi, les reliques concernant l'histoire de la communauté du Knua ou du royaume sont gardés dans la Uma Lulik, maison sacrée, sous la reponsabilité du Dato Lulik, sacerdote traditionnel .

"C'est dans cet ambiance de mysticisme et de l'imaginaire que, en 1515, selon la tradition orale des katuas, les premiers portugais, les missionnaires, accostent dans l'Ile du crocodile, Timor-Oriental. Pendant un siècle et demi, les missionnaires prêchèrent l'Evangile du Christ et enseignèrent les premiers pas de la culture portugaise. De nos jours, l'on peut affirmer que l'esprit d'Evangile, au travers de l'Eglise Catholique, est dans l'intime de tous les gens de Timor - chrétien ou indigent - et l'Eglise Catholique locale, par ses prêtres, est devenue ces dernières années le défenseur inconditionnel du Peuple Maubère.

"Tout gouvernement qui s'implanterait à Timor-Oriental devra respecter l'Eglise Catholique. L'éducation à apporter doit viser à une formation intellectuelle intégrale, humaine et spirituelle, en garantissant la liberté religieuse, de manière à favoriser en tous l'émancipation culturelle, sociale, économique et politique de la Nation de Timor.

"Dans l'éducation, la langue à utiliser sera le portugais tout en augmentant l'enseignement du "Tétum", langue nationale, et il faut développer et divulguer l'imaginaire des légendes et des contes de ce Peuple.

"La pratique traditionnelle de santé est une réalité millénaire des "matandoks", véritables dépositaires de connaissances ancestrales de plantes médicinales, qui ont guéri les maladies et les maux de la population, notamment bien avant l'introduction de la médecine occidentale.

(...) "Il est urgent de prépararer psychologiquement la population à envisager les pratiques traditionnelles de santé comme un complément et non pas comme une alternative à la science médicale. Il faut faire de même avec les matandoks dans le sens de fomenter la découverte et la recherche des effets des plantes médicinales, par la révélation de leurs connaissances.

"Dans le fond, il est urgent de développer une éducation sanitaire ample et efficace qui porte les gens au désir d'être sains et en bonne santé, et qu'ils sachent comment y arriver et, si nécessaire, faisant appel à des personnes compétentes."

III.4 - Le Timor-Oriental de demain

Synhèse de la communication de *Fátima Guterres*, de Timor, réfugiée au Portugal après avoir accompagné son mari dans la lutte de résistance, et ce jusqu'à sa mort, et après avoir été emprisonnée par les occupants indonésiens.

*"Quand le territoire de Timor-Oriental sera libre et indépendant et son peuple de même, de l'agression, de l'esclavage et de l'occupation indonésienne,militaire et criminelle que le Peuple Maubère subit depuis plus de 14 ans, et contre laquelle il lutte et offre résistance pour atteindre son objectif, - le **"droit de vivre libre",** - on devra en un premier lieu, réunir tous les timorais pour participer à la restructuration et la réorganisation de leur Patrie et détruire tout le système imposé par l'Indonésie.*

"Timor sera une république démocratique et ses organes gouvernementaux seront élus démocratiquement par le Peuple Maubère. Ce sera un pays non aligné et n'aura pas de bases militaires étrangères. Il aura de bonnes relations diplomatiques avec ses voisins et un gouvernement d'unité.

"Son système politique sera celui d'un régime pluripartiste.

"Comme tous les peuples du monde, le Peuple Maubère a également sa culture propre, langue, religion, traditions, us et coutumes. Donc, le peuple de Timor recommencera à pratiquer librement sa culture, en célébrant les fêtes traditionnelles dans les maisons sacrées ("Uma Lulik"), mariages ("Estilus") et deuil ("Kore metan"), après toutes ces années durant lesquelles l'Indonésie, par des menaces, tenta d'étouffer la culture du peuple de Timor, introduisant en son sein la culture indonésienne".

(...) "Le peuple utilisera la langue nationale, le "Tetum", qui se parle sur la quasi-totalité du territoire et le "Portugais" comme langue officielle. Les langues et dialectes devront être tolérés car ils sont dans nos principes démocratiques.

Après avoir mentionné la religion, la propriété des terres brûlées et les soins de santé, Fátima Guterres conclut de la façon suivante:

"Le Peuple Maubère prétend vivre libre et indépendant et créer une démocratie pour tous, défendre ses libertés et vivre dans la justice".

IV - LES EGLISES ET TIMOR-ORIENTAL

IV.1 - L'Eglise face à Timor-Oriental

Synthèse de la communication *La Paix est possible à Timor-Oriental* présentée par *Ana Nunes*

*"**<< L'Eglise n'a rien à craindre de l'intégration de Timor-Oriental à l'Indonésie>>"**, c'était là la promesse des évêques indonésiens et du Nonce Apostolique à Djakarta à l'Evêque portugais de Dili, en 1975, avant l'invasion militaire indonésienne". (...)*

(...) "Certains prêtres accompagnèrent les populations dans leur fuite vers les montagnes (...) D'autres restèrent dans les villes et villages sous occupation. Mais tous vécurent les horreurs d'une occupation militaire étrangère, dont la brutalité extermina un tiers de la population de Timor-Oriental. Et tous - ou presque tous - les membres de ce clergé fortifièrent dans leur souffrance, leur liaison étroite avec le peuple de Timor, partageant leur rejet de l'envahisseur et leurs aspirations à la liberté."

Les timorais trouvèrent en l'Eglise un des rares refuges pour leur identité et répondirent par une adhésion en masse; les catholiques qui, après 5 siècles de colonisation portugaise constituaient 30 % de la population, passèrent à 80% quelques années après la domination indonésienne. Et s'affirmer chrétien est aussi une façon de s'affirmer différent de l'occupant sociologiquement islamique."

Nommé Administrateur Apostolique du diocèse de Dili en 1977, après la sortie de l'Evêque portugais de Dili, Monseigneur da Costa Lopes assume des positions qui deviennent de plus en plus claires en défense de son peuple et dans la dénonciation du génocide pratiqué par l'Indonésie. Ses paroles ne plurent pas et en mai 1983, malgré les protestations du clergé et de la population en général, il est invité par le Vatican à présenter sa démission."

"Pour le remplacer, est nommé un jeune sacerdote salésien, Carlos Ximenes Belo, qui venait de rentrer à Timor après avoir conclu sa formation en Europe, où il avait passé les années de l'invasion et les suivantes".

*(...) "On craignait que sa nomination ait en vue de faciliter l'intégration. Moins ferme que son prédécesseur, Monseigneur Belo ne put cependant s'isoler de la souffrance qui l'entourait et assuma également la défense des droits de son peuple, en dénonçant en 1983 et 84, la situation de Timor-Oriental: **<<Nous vivons dans l'opression. Timor-Oriental est comme une prison. L'Indonésie recommence à coloniser Timor et les habitants deviendront des citoyens de seconde classse sur sa propre terre. La solution à ce conflit passe par le respect du droit d'un peuple à l'autodétermination...>>"**.*

(...) "En avril 1986, à la demande du Vatican, Mons. Belo rencontre secrètement Xanana Gusmão, le leader de la Résistance Armée, à qui il transmet une proposition de rédition en offrant, en échange, des garanties de sauvegarde de la vie des guerriers et la possibilité d'exil pour ceux qui le souhaitent" (...)

"En juillet 88, Mons. Belo est nommé Évêque titulaire mais continue comme Administrateur Apostolique du Diocèse (dépendant de Rome). Peu de mois après, en novembre, il reçoit le Président de l'Indonésie, Suharto., à l'inauguration de la cathédrale de Dili, construite avec l'argent offert par les Forces Armées et le Gouvernement

indonésien , ce que les timorais n'ont jamais vu d'un bon oeil et l'ont baptisée pour cela de "Cathédrales des roupies".

*"La visite du Président Suharto fut précédée et suivie d'une vague d'emprisonnements et de tortures, estimées à environ 3000 cas. Mons. Ximenes Belo qui venait de reçevoir la visite de Suharto dénonça la **"torture devenue chose courante à Timor".** Et la résidence de l'Évêque elle-même ne tarda pas à être placée sous surveillance de militaires armés et ses visiteurs étaient contrôlés.*

*"Libéré de son si long silence, Mons. Belo écrit en février 1989 au Secrétaire-Général des Nations-Unies en demandant un référendum pour le peuple de Timor car **"Jusqu'ici le peuple n'a pas encore été consulté; ce sont les autres qui parlent en son nom" (...)***

*"Quelques jours après, il dirige une longue lettre au Nonce de Djakarta pour justifier sa position, "**<< Tous les ans nous assistons aux mêmes abus. Nous avons déjà parlé aux autorités mais le résultat est toujours le même. C'est le peuple qui souffre. Il est donc urgent d'organiser un référendum pour demander au peuple de Timor s'il accepte l'intégration>>".***

*"Dès que sa lettre au Secrétaire-Général de l'ONU est connue, les pressions sur l'évêque de Dili augmentent. Ministres et chefs militaires indonésiens critiquent l'évêque, et le menacent même. Mons. Canalini, Nonce Apostoloque de Djakarta, les appuie indirectement en disant que **<< Mons. Belo écrit cette lettre en son nom personnel, en tant que citoyen de Timor. C'est de sa responsabilité à lui et non de l'Eglise Catholique>> ".***

*(...) Malgré les critiques, Mons. Belo réaffirme sa position et révèle dans une lettre à l'Evêque de Setúbal, les pressions auxquelles il est sujet: **<< Ici, les critiques des ministres du Gouvernement Indonésien sont amères et humiliantes, les "députés" de Timor furent obligés, sous la menace du revolver, de faire et signer une déclaration dans laquelle ils affirment que l'intégration, et donc le processus de décolonisation, est déjà fait>>.***

*"Les prêtres du diocèse, de leur côté, manifestent leur répudiation aux affirmations du Nonce: **<<le clergé de Dili rejette les opinions et les suggestions tendancieuses manifestées par certaines personnalités écclésiastiques>>,** écrivent les prêtres soutenant Mons. Belo **<<l'évêque est, par excellence, théologiquement, juridiquement et écclésialement le représentant de l'Eglise locale quand il parle comme tel, et ce, dans la ligne de l'Eglise et dans le sentiment du clergé et du peuple>>".***

Après, Ana Nunes fait allusion à l'ample divulgation que l' Osservatore Romano donna à une lettre pastorale signée de Mons . Belo mais, en fait, écrite par un prêtre indonésien, contrairement aux nombreuses lettres de l'évêque lui.même que l'organe du Vatican se refusa à publier et, enfin, se rapporte au dévouement de certaines organisations, personnalités, mouvements et communautés chrétiennes en défense des timorais.

IV.2 - L'Eglise et le Timor-Oriental

Synthèse de la communication du groupe *Paix et Justice pour le Timor-Oriental* présentée par le Père *José Lopes Baptista*

Dans la communication de ce groupe de solidariété de Porto, le Père José Lopes Baptista parle de l'action, des omissions et des espoirs de l'Eglise Catholique par rapport à Timor-Oriental, manifestant son admiration pour le *"travail clairvoyant et courageux de Mons. Martinho Lopes en tant qu'administrateur apostolique à Dili".*

Elle fait ensuite une brève référence à divers groupes chrétiens de solidariété avec Timor existant dans le pays et la prise de position en 1984, du Conseil Permanent de l'Episcopat Portugais qui affirmait:

(...) ***"Malgré les implications d'autre nature que l'on pourrait inventorier, il est illusoire de penser que par derrière ces tristes évènements qui se passent à Timor, il n'y ait pas la conscience d'une identité nationale fortement sentie, laquelle ne supporte pas de se voir réprimée ou annihilée. Timor aspire à la pleine expression de son identité propre, et l'en empêcher se traduit non seulement par un génocide physique mais par un génocide, disons, "culturel", ce-dernier beaucoup plus grave que le premier, car il affecte autant ceux qui meurent que ceux qui survivent et, non seulement les générations présentes, comme celles à venir".***

Le Pére Baptista se rapporte ensuite à un document du groupe Paix et Justice pour Timor-Oriental qui cite la lettre du 6 février 1989 dirigée au Secrétaire-Général des Nations-Unies par l'évêque de Timor (Administrateur Apostolique du Diocèse de Dili) Carlos Ximenes Belo, dans laquelle celui-ci écrit:

"Je prends la liberté d'écrire à son Excellence pour porter à sa connaissance que le processus de décolonisation de Timor Portugais n'est pas encore résolu par les Nations-Unies et qu'il convient de ne pas le laisser tomber dans l'oubli. Pour nous, le Peuple de Timor, nous pensons que nous devons être consultés sur le destin de notre patrie. C'est pour cela (...) qu'en qualité de responsable de l'Eglise Catholique et comme citoyen de Timor, je demande ici, Monsieur le Secrétaire-Général, de débuter un processus de décolonisation plus normal et démocratique, c'est-à-dire la réalisation d'un ***REFERENDUM.*** *Le Peuple de Timor doit être entendu en un plébiscite quant à son avenir. Jusqu'ici, le peuple n'a pas encore été consulté. Ce sont les autres qui parlent au nom du Peuple. C'est l'Indonésie qui déclare que le Peuple de Timor a choisi l'intégration, mais jamais le peuple de Timor n'a confirmé cela. Le Portugal charge le temps de résoudre le problème. Pendant ce temps, nous mourons peu à peu comme peuple et comme Nation" (...)*

Il cite ensuite les paroles du leader de la Résistance National, Xanana Gusmão qui dans une lettre datée du 5 octobre de la même année (1989) explique:

"Nous approuvons totalement la proposition de notre évêque de Dili, Ximenes Belo. Et nous ajoutons encore, pour mettre un point final à tous les doutes qui pourraient encore subsister, que si le cas se pose pour le Peuple Maubère de <<réaffirmer>> sous la supervision de la Communauté Internationale, son désir d'intégration à l'Indonésie, nous, guerriers des FALINTIL, déposerons les armes sans hésitation ni délai!"

Ainsi, *"le 7 septembre 1989, un groupe de 100 étudiants timorais, risquant la persécution, la torture, la mort "accidentelle" ou la "disparition", ose écrire au Secrétaire-Général de l'ONU pour manifester sa solidariété à la proposition de Mons. Belo. Entre autre chose, ils affirment qu'ils "reconnaissent la position prise par l'évêque de Dili, Mons. Carlos Ximenes Belo dans sa lettre adressée au Secrétaire-Général de l'ONU du 6 février 1989, comme étant l'expression politico-religieuse officielle du peuple de Timor-Oriental et la réalisation immédiate d'un << référendum>> comme la forme la plus viable pour une solution pacifique du cas de Timor".*

Le Groupe Paix et Justice pour Timor rappelle d'autres positions de soutien de divers évêques à ladite proposition de référendum:

(...) "L´évêque japonais, Aloisius Soma, Président de la Comission Justice et Paix Nipponne, envoya une lettre au Secrétaire-Général de l'ONU, souscrite par 114 évêques d'Asie et du Pacifique et par plus de mille prêtres, religieux et laiques des Eglises de cette zone du globe et dans laquelle ils manifestent tous leur solidariété à Ximenes Belo et au référendum proposé par celui-ci à l'ONU.

Il regrette aussi qu'après qu'un groupe et mouvement chrétien ait recueilli des lettres de solidariété avec l'Eglise de Timor, *"quand le 13 mars 1990 ils prétendaient les remettre au Nonce Apostolique au Portugal, Mons, Luciano Angeloni, afin qu'il les fasse parvenir par voie diplomatique à l'Administrateur Apostolique de Dili, le représentant du Saint-Siège à Lisbonne n'ait accepté que d'en être le porteur d'une seule et unique, et ait refusé les mille vingt-quatre restantes sous le prétexte que leur remise à Timor pourrait être considérée comme un geste politique..."*

Dans ce document, le groupe se demande, inquiet, *"quelle est la position de l'Eglise? En effet, il y a des indices et de longue date, de ce que dans certaines instances très influentes, se meuvent des forces qui ne regardent pas aux moyens de mener la communauté internationale à considérer l'annexation de Timor par l'Indonésie comme un fait accompli, naturel et irréversible".*

Le Groupe rappelle que

"Sa Sainteté le Pape rappela, à Djakarta, et devant le Gouvernement Indonésien que:

<<Parfois, certaines nations sont tentées de mépriser les droits humains fondamentaux, dans une recherche désorientée d'unité politique basée uniquement sur le pouvoir militaire ou économique. Cependant, cette unité peut être facilement dissoute>>

"Malheureusement, il semble que le Gouvernement indonésien ne se soit pas encore convaincu de la profondeur et de la portée des ces mots" (...)

Le Père Baptista rappelle encore *"la mission de tous les croyants dans la construction d'une société de personnes libres"* et conclut en présentant quelques *"perspectives de travail"*.

IV.3 - Responsabilité de l'Eglise et des Chrétiens dans la paix et l'autodétermination de Timor

Synthèse de la communication du *Père Bernardino Queirós Alves*

Le Père Bernardino Alves commence par décrire la mission de l'Eglise comme celle de la défense de la Vie et de la Paix. Il cite des documents pontifiques qui soulignent *"deux caractéristiques de ce que l'on appelle << structures de péché>> et qui mènent à des formes modernes d'impérialisme : l'avidité exclusive du gain et la soif de pouvoir "*

Il rappelle ensuite le devoir de solidariété et dit à ce propos:

"On ne peut s'empêcher de faire référence à l'importance des déclarations de l'Evêque de Coimbra au cours des célébrations du 13 octobre 1989 à Fatima, et de l'impact qu'elles ont eues: les indifférents, les mal informés ou en attitude de suspicion auront sans doute été interpellés par ses paroles: ***<< la situation dans laquelle se trouve le Peuple Maubère, sans le moindre respect, humilié et opprimé, est un des grands crimes de notre temps >>.*** *Et il souligna la position de l'évêque de Dili sur la nécessité et l'exigence du référendum pour que le Peuple Maubère choisisse librement son chemin.*

Il rappelle aussi la vivacité avec laquelle le cardinal Simones, Président de la Conférence Episcopale Hollandaise, exprime sa solidariété dans une lettre dirigée à l'évêque de Timor:

(...) " avec un profond respect pour votre courage, j'ai la ferme conviction que votre appel courageux et franc en faveur d'un référendum (...) ne peut être que le fruit d'une ample méditation et douloureuse expérience (...) de la triste situation et inexorable souffrance de votre peuple bien aimé"

et, pour terminer,

(...) *"En signe de fraternité et témoignage d'amour et d'espoir évangélique, je tiens à vous offrir à vous et à votre peuple la sympathie active et le fort soutien de la Communauté Catholique Hollandaise envers votre lutte courageuse..."*

Le Père Bernardino Alves ajoute encore:

"Il est réconfortant, mais c'est un défi pour les chrétiens, d'écouter le chef de la résistance, Xanana Gusmão dans sa lettre au Papa : << Le Peuple Maubère a toujours compté sur l'abnégation du clergé de Timor qui, en aucun moment, ne l'abandonna et leva toujours les yeux et éleva sa peine jusqu'au Saint-Siège".

Enfin, il présente quelques suggestions pour renforcer la solidarité, notamment:

"Contacts personnels de laiques responsables dans chaque diocèse avec leur évêque.

"Contact avec les paroissiens, les Ordres Religieux, divers organismes de l'église où l'on connaisse quelqu'un susceptible d'assumer la tâche d'information et de sensibilisation.

"Contact avec les Comissions Pontifiques dont le champ d'action est en rapport avec cette cause (Justice et Paix, Pax Cristi, etc...)

"Contacts avec la Presse Catholique, (...)

IV.4 - La visite du Pape Jean Paul II à Timor-Oriental

Synthèse du témoignage de *Ana Margarida Sales Luís*, étudiante timoraise, réfugiée au Portugal

"La visite du Pape à Timor commença pour la population bien avant sa concrétisation. Elle devint une question politique de la part de l'Indonésie pour qui celle-ci devait être vue aux yeux du monde comme une reconnaissance de l'intégration de la part du Vatican. Comme il est logique, le peuple devait réagir à cette situation. En mai, on commentait déjà et on spéculait sur ce qui se produirait et quelle langue Sa sainteté emploierait pour dire la Messe. Les persécutions recommencèrent et les possibilités de sortie du territoitre qui étaient programmées, par le biais de la Croix-Rouge furent annulées. Quelques jeunes furent emprisonnés, battus" (...) Après leur libération, ils furent de nouveau faits prisonniers en Octobre.

"A mesure que le temps passait les persécutions s'intensifièrent, il y eut des dénonciations et beaucoup de jeunes furent emmenés pou être interrogés par l'INTEL (police secrète), toujours de façon violente" (...)

"En juillet, on me confisqua mon passeport et on m'intima à me présenter à un interrogatoire de la Police secrète militaire (KOPSKAM) pour que je donne des informations détaillées sur JOSÉ MADEIRA, chef de la résistance juvénile. Comme je ne leur en fournis point, ils essayèrent de me coincer par des contradictions" (...)

(...) "Octobre arriva. L'Indonésie envoya à Timor-oriental beaucoup d'indonésiens, troupes ou non, pour que vêtus en civil, mais armés jusqu'aux dents, ils passent pour des natifs de l'île aux yeux des étrangers et de la presse lors des cérémonies de la visite du Pape. Et le 12 octobre eut finalement lieu l'arrivée de Sa Sainteté le Pape. Tous s'attendait à ce que la Messe fut célébrée en latin mais quand ils entendirent le Pape parler en Tetum, ils furent très satisfaits."

(...) Quand la Messe prit fin,un groupe (...) déploya des banderoles en anglais et portugais où l'on pouvait lire: "VIVE LE FRETILIN", "VIVE LA TERRE DE SANTA CRUZ", "VIVE L'INDEPENDANCE", "DEHORS, TRAÎTRES", "NOUS VOULONS LA PAIX ET LA LIBERTE POUR TIMOR" et d'autres que l'on ne put lire car les Indonésiens attaquèrent en force et s'emparèrent des panneaux. Commença alors une scène de combat de rue, avec jets de pierre et vols de chaises... Les étudiants répondirent de même (...)"

"Les élèves de l'Externat St José qui durant les cérémonies du Pape, étaient habillés en scouts, furent de suite poursuivis. Certains furent faits prisonniers. Les autres, plus chanceux, se réfugièrent dans la résidence de l'évêque ou à la Croix-Rouge. Mais même la maison de l'évêque ne fut pas respectée et des éléments de la police militaire (KOPSKAM) y pénétrèrent por aller chercher des jeunes. Ils alléguèrent qu'il s'agissait simplement d'un petit interrogatoire et qu'on les y ramènerait. En fait, ils furent battus et maltraités de façon barbare et ce fut à l'évêque d'aller les réclamer. Ils ne les laissèrent pas sortir tous sous prétexte que les interrogatoires continuaient mais c'était en fait les scènes de violence qui n'en finissaient plus.

"Le 15 novembre, à 9h30 du matin, à l'Externat St José (unique école portugaise) les classes se déroulaient, celles de l'instruction primaire , des enfants donc, comme vous le savez, du 1er au 6ème degré. Alors, 5 camions pleins de soldats armés et même des véhicules de timorais qui collaborent avec les Indonésiens, firent le siège de l'école. Comme les portes d'accès à l'école se trouvent fermées pendant les cours, les soldats pour prendre le lieu d'assaut, grimpèrent le long des murs de l'école S M A K (secondaire indonésienne).

"Dans la confusion provoquée par l'entrée des soldats, tirant des coups de revolver, la panique s'empara des enfants qui couraient dans tous les sens, non sans avoir été battus, attaqués, écrasés au passage, les menottes aux mains pour certains. Quelques uns durent même être hospitalisés pour mauvais traitements. Comme les soldats étaient supérieurs en nombre, ils en attrapèrent beaucoup, les poussèrent dans un coin, les battirent et les attachèrent jusqu'à ce qu'ils s'évanouissent: Puis, ils les entassèrent dans les camions et les conduisirent dans un lieu où ils pouvaient les battre de manière sauvage et les interroger sans témoins. Il y avait là 3 frères séminaristes qui ne tarderaient pas à être ordonnés prêtres, qui furent aussi victimes de sévices.

"Les jeunes, sans armes, et sans pouvoir réagir, en nombre bien inférieur à celui des soldats, se limitaient à crier:

<<Où est votre justice ?>>

"Mais on les battait de plus en plus comme des bêtes sauvages. Impuissants et dans les griffes des indonésiens, ils continuaient de crier:

<<Vous ne respectez pas le PANCA SILA, vous continuez à tuer et torturer sans le moindre respect pour les droits humains!>>

"Comme on avait prévenu l'évêque entretemps et qu'il se dirigeait vers l'Externat, les Indonésiens voyant en cela une défaite, répondirent avec haine:

<<C'est encore une chance que votre Chef (l'Evêque) soit venu si vite, sinon nous aurions laissé ici une bombe pour en finir une fois pour toutes avec ceux qui sont présents>>".

IV.5 - Déclaration sur le Timor-Oriental

Synthèse d'un document de la *Comisssion Permanente de l'Eglise Lusitane (de Communion Anglicane)*

La Comission Permanente de l'Eglise Lusitane voulut s'associer au deuxième Séminaire de Timor de l'Université de Porto, exprimant sa solidarité et réaffirmant une déclaration de Janvier 1988 dont nous citons:

"La comission permanente de l'EGLISE LUSITANE CATHOLIQUE APOSTOLIQUE EVANGELIQUE réunie le 16 janvier 88, en appela à la fin de la Guerre à Timor-Oriental et approuva la déclaration suivante:

"1 - Nous reconnaissons le droit inaliénable du peuple de Timor à l'autodétermination et à l'indépendance en accord avec les résolutions des Nations-Unies;

"2 - Nous en appelons aux paroisses de l'Eglise pour qu'elles proclament un jour de jeûne et prière, en 1988, afin de réfléchir et prier pour la fin de la guerre à Timor-Oriental, par une réconciliation durable, et garantie par une résolution juste et négociée, avec la participation des représentants du peuple de Timor;

(...) "4 - Nous prendrons des initiatives auprès des organes du pouvoir en implorant au nom de Dieu:

> *a) "La fin immédiate de toutes les actes de guerre et de violation des Droits de l'Homme;*
>
> *b) "Le retrait des troupes indonésiennes, et leur remplacement par des forces internationales sous l'égide de l'ONU;*
>
> *(...) d) "Que sous la supervision de l'ONU soit convoquée une conférence internationale qui couvre et fasse respecter la volonté livre et exprimée démocratiquement par le peuple maubère".*

V - STRATEGIES POUR OBTENIR LA PAIX ET L'AUTODETERMINATION

V.1 - Le cas du Sahara Occidental: un modèle pour Timor-Oriental?

Synthèse de la communication de *Pedro Pinto Leite*, licencié en Droit et spécialiste en Droit International Université de Leiden (Hollande)

"Le 21 mars passé, le monde put finalement fêter l'entrée de la Namibie dans la communauté internationale des nations. Il n'y a pas encore si longtemps, les adeptes de la "real politik" considéraient avec dédain les efforts de la SWAPO et de ses sympathisants, convaincue que l'Afrique du Sud, pour des raisons économiques et stratégiques, ne permettrait jamais l'indépendance du territoire. Et, cependant, après 70 ans d'administration sud-africaine, 40 années de débat sur l'avenir et 23 ans de lutte armée pour sa libération, la Namibie est aujourd'hui un Etat indépendant et souverain.

La liste des territoires qui attendent le moment d'achever leurs procès de décolonisation n'est pas encore épuisée. *"Deux d'entre eux, Timor-Oriental et le Sahara occidental ont beaucoup en commun, malgré la distance et les différences culturelles qui les séparent. Depuis que la Namibie est devenue indépendante, ce sont eux, les 2 plus grands territoires sur lesquels se penche encore la Comission de Décolonisation de l'ONU : le Sahara occidental est le plus étendu (Timor vient juste après) et Timor-Oriental est le plus peuplé (le Sahara vient juste ensuite). Mais le plus impressionnant est sans doute le paraléllisme que présente le passé récent de ces deux territoires" (...)*

*"Le territoire du Sahara occidental" (...) "est un territoire vaste (266.000 Km2) avec plus de 1000 Km de côte et riche en minerais; il est toutefois aride et peu peuplé : les auteurs se rapportent à des chiffres très différents les uns des autres quant au total d'habitants, entre les près de 74.000 du recensement de 1974 (...) accrus alors de 20.000 européens et les 117.000 d'une estimation de 1976, mentionnée dans des documents de l'ONU (Espiell, 59), les 139.000 d'une estimation faite en 77 (Goedvolk, 189) ou même les 151.000 (The Times Atlas). Les raisons d'une si grande imprécision réside dans le fait que sa population est constituée en grande partie par des nomades béduins (tribus liées entre elles par des liens très étroits et une langue commune - le **'hassania'** qui ressemble à l'arabe) qui, de tradition, ne donnent aucune importance à l'existence de frontières (...) Un autre facteur est dans le nombre incertain de réfugiés politiques qui se trouvent à l'extérieur : initialement près de 50.000".*

Mr. Pedro Pinto Leite décrit, en détail, l'évolution du Sahara Occidental:

- *la création d'une "Assemblée Représentative" et l'approbation, par celle-ci, d'une pétition à l'ONU dans laquelle déclarait que le territoire ne désirait pas l'indépendance;*
- *le réfus des Nations Unies de recconaître la validité de cette pétition puisque l'Assemblée Représentative" n'avait pas été élue démocratiquement;*
- *la création de plusieurs partis politiques, un de ceux-ci proposant l'integration du Sahara Occidental dans un pays voisin et deux autres défendant l'independance, quoique par differentes voies.*

Après, fait l'histoire des interventions étrangères, notament des pays voisins et l'abandon par la puissance administrative, l'occupation, la resistance armé et l'apui de l'Organisation d'Unité Affricaine au peuple sahauri.

Finalement, et dans la suite de longues et difficiles negotiations, réalisés dans le cadre des Nations Unies, (...)" *le 30 août 88, à Genève, le Maroc et le Front Polisario donnaient leur accord de principe aux propositions conjointes de l'OUA et de l'ONU en vue de la réalisation d'un référendum, organisé et fiscalisé par les Nations-Unies, et en coopération avec l'OUA, pour l'autodétermination du peuple saraui. Ils se mettaient notamment d'accord sur la composition d'un corps électoral et sur la question à poser lors du référendum".*

En conclusion, Pedro Pinto Leite rappelle que le droit à l'autodétermination du peuple saraui est un droit ialiénable et pour cela même *"tout acte qui entre en colision avec ce droit est juridiquement nul et sans valeur aucune".*

V.2 - Le Timor-Oriental: - Autodétermination et Indépendance

Synthèse de la communication de *Maître Manuel Tilman*, de Timor, ex-député et ex-membre du Secrétariat de la 1ère Comission Eventuelle de l'Assemblée de la République pour l'Accompagnement de la Situation de Timor

"L' Indépendance est (...) le but final du cheminement de tous les peuples sous le joug, dominés, colonisés qui luttent pour la paix et la liberté".

Après avoir rappelé quelques facteurs historiques, Manuel Tilman continue :

(...) "Le cheminement vers l'indépendance devra être fait (...) selon quatres grandes étapes :

"Première Etape - Le retrait des forces armées et de l'admnistration indonésiennes" (...)

En accord avec le droit international, et notamment le chapître XI de la Charte de l'ONU :

"Tous les membres devront résoudre les controverses internationales par des moyens pacifiques qui ne menacent ni la paix, ni la sécurité ou la justice internationales"

(...) "Le moyen pacifique, en la présente Question, sera la négociation directe avec la médiation du Secrétaire-Général de l'ONU.

"Les parties intervenantes seront le Portugal et l'Indonésie.

"Le sujet à négocier: le retrait des forces armées et de l'administration indonésiennes de Timor-Oriental (...)

Après quelques considérations sur la philosophie de la négociation, Manuel Tilman continue:

"Deuxième Etape - La reconstitution de l'Administration Portugaise -Exécution de la Loi nº 7/75, du 17 juillet

"Le retrait des forces armées et de l'administration indonésienne implique la reconstitution de l'administration portugaise à Timor-Oriental, dans les termes de l'Article 73 de la Charte, de la résolution 1514 (XV) du 14 décembre 1960 et de la résolution 3485 (XXX) du 12 décembre 1975 de l'A.G. de l'ONU pour instaurer

l'autodétermination et l'indépendance de ce terrritoire, comme le prévoit l'Article 293 de la Constitution de la République Portugaise et la loi 7/75 du 17 juillet du Conseil de la Révolution.

"Dans la Loi mentionnée ci-dessus, il est prévu que:

<<"L'Etat Portugais commet la définition du futur politique de Timor à une Assemblée Populaire représentative du peuple du terrritoire, constituée par élection directe, secrète et universelle, dans le respect strict des principes inscrits dans la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme". Une fois élue, il incombe à l'Assemblée Populaire de définir, par simple majorité et par vote direct et secret, le statut politique et administratif du territoire de Timor>>".

(...) "Cependant, vu les conséquences pesantes des coups d'état et contre-coups d'état pratiqués par les groupes politiques de Timor, des longues et dures années d'abandon, de l'invasion et occupation du territoire par l'Indonésie qui causèrent beaucoup de destruction et de mort, le Portugal, pour des raisons morales et de solidariété, devra rester quelque temps encore, si c'est là le désir des peuples de Timor-Oriental et du Portugal!"

"Troisième Etape - Le Référendum

"La permanence au-delà du temps prévu par la Loi 7/75 du 17 juillet, pour un délai de 5 ou 10 ans, devra être ratifiée par les Peuples de la République Portugaise et de Timor-Oriental"

"Quatrième Etape - L' Indépendance

"Le référendum déterminera quand cesseront toutes et quelconques prérrogatives de souveraineté et administration portugaises sur Timor-Oriental".

"Conclusion:

"L'acte solemnel qui marquera le terme de la souveraineté portugaise sur le territoire de Timor-Oriental sera signé à Dili, par le Président de la République Portugaise et par le Président de l'Assemblée Populaire.

"Ce jour-là, naîtra un nouvel Etat libre, ouvert, démocratique, pluraliste et asiatique qui prendra le nom de:

République démocratique de Timor-Oriental"

V.3 - Un Plan Global de Paix est nécessaire (*)

Synthèse de la communication de *Raúl de Brito*, député du Parti Socialiste et membre de la Comission Eventuelle de l'Assemblée de la République pour l'Accompagnement de la Situation de Timor (CEARST)

Le député Raúl de Brito commence par souligner l'importance de l'évolution politique en Europe de l'Est, en Afrique et dans le Pacifique, qui justifient l'espoir que l'on puisse trouver une *"solution juste, digne et internationalement acceptée, pour la question de Timor-Oriental.*

"Quelques événements remarqués ces derniers mois, à Timor-Oriental, et en Indonésie aident à consolider cette confiance. A remarquer les manifestations d'étudiants qui eurent lieu à Tassi Tolo et Dili, lors des passages de S.S. Jean-Paul II et de l'ambassadeur américain à Djakarta, à Timor-Oriental. Les confrontations eurent une double vertu : elles détruisent la fausse image vendue par l'Indonésie au monde extérieur d'une opposition militaire et divorcée du reste de la population ; et elles montrent au monde entier que les nouvelles générations d'étudiants rejettent l'occupation indonésienne et qu'elles sont solidaires de la lutte du peuple Maubère, en vue de la liberté et de l'indépendance.

"Toutefois, il existe des évènements moins positifs. L'attribution du Prix Population 1989 au dictateur Suharto par les Nations-Unies et l'Accord d'exploitation des richesses de la Mer de Timor, entre l'Indonésie et l'Australie, sont deux exemples paradygmatiques et qui montrent à l'évidence, les contradictions existantes entre l'esprit nouveau qui semble présider aux relations entre les nations et l'action concrête te des organisations internationales et de certains Etats."

Il se rapporte ensuite à l'action du Gouvernement Portugais dont les omissions n'empêchent Raúl de Brito de croire que le pays agit "Dans le strict respect de la défense du principe d'autodétermination et indépendance de Timor-Oriental"

Parlant des "négociations en cours, entre le Portugal et l'Indonésie, sous les auspices du Secrétaire-Général des Nations-Unies", et sur une éventuelle visite d'une délégation parlementaire portugaise à Timor-Oriental, le député Raúl de Brito conclut:

"Dans ces circonstances, et à mon humble avis, il ne reste pas d'autre solution aux autorités portugaises, que celle de présenter au Secrétaire-Général des Nations-Unies, une Proposition Globale de Paix, pour le conflit de Timor" (...)

"La proposition d'un référendum présentée par l'Administrateur Apostolique de Dili, Mons. Ximenes Belo, datée du 6 février 1989, et le Plan de Paix du leader de la résistance de Timor, Xanana Gusmão, du 5 octobre 1989, sont une bonne base de travail pour les autorités portugaises, puisque ce sont deux documents qui respectent dans l'esprit et à la lettre, la Charte et les Résolutions 1514 (XV) et 1541 (XV) des Nations-Unies et recueillent le soutien généralisé de tous ceux qui défendent une solution digne et juste pour Timor-Oriental".

(*) Ce titre est de la responsabilité du Coordinateur du Séminaire

V.4 - Stratégies pour la Paix

Synthèse de la communication de *Madame Teresa Cunha,* Présidente Nationale du Mouvement Chrétien pour la Paix

Teresa Cunha commence par rappeler que (...) *"la Paix devra se traduire par les désirs les plus authentiques et les plus profonds du Peuple au niveau politique, culturel et humain"*

(...) "Il n'y aura point de Paix, sinon celle des ***"cimetières",*** *sans que la liberté, la dignité et la justice soient leur Mère-Patrie. C'est dans cette radicalité que nous entendons situer la paix pour Timor-Oriental et pour tout son Peuple. D'ailleurs, je l'ai appris des réfugiés timorais, des Saharauis, des Palestiniens, des Namibiens... Tous m'ont fait comprendre que tout est négociable à l'exception de ces trois conditions qui équivalent à la Vie:*

"LA LIBERTE, LA DIGNITE, LA JUSTICE"

Elle se rapporte ensuite à certaines conditions pour l'obtention d'une Paix véritable.

"Une première condition est claire pour nous:

"Le Portugal doit assumer pleinement, et sans ambiguités, son histoire de plus de 400 ans à Timor, et la reconnaissance internationale de ce qu'il est l'Administraton administrante de ce territoire".

"Comme nous pensons ainsi, le dernier Congrès du MCP Portugais a approuvé par unanimité, une résolution où l'on demande au Gouvernement portugais de nommer un Comissaire pour Timor-Oriental.

Teresa Cunha propose ensuite *"l'interdiction de vente d'armes à l'Indonésie ainsi que des sanctions économiques jugées opportunes et nécessaires".*

"La seconde condition pour obtenir la Paix à Timor.Oriental est la reconnaissance claire de ce que le peuple de Timor doit participer à tout le processus de négociation, i.e., que le Portugal et l'Indonésie ne sont que deux des trois parties intéressées.

"Les représentants légitimes du Peuple de Timor-Oriental doivent être écoutés et appelés à intervenir activement dans la sphère des décisions. Cela implique, évidemment, un renforcement de la capacité d'intervention de Timor, que ce soit au niveau national ou international. Pour ce faire, on doit lui octroyer les moyens qui lui permettent effectivement de la développer et de l'exercer.

"Depuis 1975 qu'à Timor-Oriental la terreur et la mort sont du quotidien et défigurent le paysl. Les plus de 200.000 morts restent comme un des cris les plus douloureux de l'Humanité offensée et écrasée.

"Il nous semble donc que, sans un changement profond du tableau politique indonésien, de sa politique d'annexation et d'extermination - avec le soutien des USA, de l'Australie et d'autres pays occidentauxl démocratiques! - aucun effort pour la Paix ne pourra se réaliser.

"Ce sera

- *La fin de la violation des droits de l'Homme*
- *Le retrait des troupes indonésiennes et de son administration*
- *Le retour de tous les civils déplacés*
- *La cessation des contrats d'exploitation des richesses de la Mer de Timor*

avec les efforts conjugués du Portugal, des Nations- Unies et de Timor, ce qui rendra viable le retour à la légalité, l'exercice d'un véritable acte d'autodétermination, la réalisation de la décolonisation" (...)

Pour conclure, la Présidente du MCP Portugais rappelle que *"la Paix à Timor-Oriental possède déjà un Plan et une stratégie que nous considérons de grande valeur historique et politique. Je fais bien évidemment allusion au texte de Xanana Gusmão. Nous pensons qu'à partir du Plan de Paix, on pourra effectivement atteindre les objectifs pour lesquels nous luttons et tant de timorais résistent héroiquement.*

"L'occupation, la guerre et l'humiliation à Timor-Oriental ont une longue histoire de sang et de souffrance. Nous ne pouvons pas repousser, que ce soit une minute de plus un geste pour la liberté de toutes les femmes et hommes de Timor."

V.5 - Stratégie pour obtenir la Paix

Synthèse de la communication de *António Assunção Rosa*, étudiant de Timor et résidant au Portugal depuis 1987

(...) "La guerre à Timor-Oriental n'est pas une simple revendication pour une autonomie moindre ou majeure, dans le contexte de la Nation Indonésienne. La guerre à Timor-Oriental n'est pas une guerre civile au sein d'un même état, où l'on prétend imposer, par les armes, les exigences définies d'un secteur de la population. Nous n'avons rien, mais absolument rien, à voir avec la nature du gouvernement en Indonésie ni avec les autres aspects politiques, économiques, religieux, culturels ou ethniques de la grand nation Indonésienne. La guerre à Timor-Oriental est un conflit entre forces d'agression indonésienne et la résistance d'un Peuple Maubère à cette occupation continue et barbare.

"Dans le contexte de la domination indonésienne, la guerrilla ne change que difficilement sa stratégie de se confiner aux montagnes et le Maubère ne se conforme que difficilement à la domination indonésienne, d'où le fait que le transfert de la guerrilla des montagnes, vers la lutte urbaine, est une avancée très significative pour la question de Timor. Ce transfert de guerrilla, des montagnes vers les villes est un aspect de la résistance populaire, et exprime seulement la position de force d'une conscience nationale et patriotique de tous les fils de Timor (...)

"Une consultation organisée par le Gouvernement Indonésien ne bénéficiera qu'à leurs propres intérêts. D'ailleurs, le Peuple Maubère n'accepterait jamais une consultation organisée par le pouvoir occupant, dans ce cas, l'Indonésie, car la triste histoire de l'Irian Jaya (Papouasie occidentale) aujourd'hui 26 ème province indonésienne a servi de leçon aux timorais (...) qui répudient toute consultation organisée par les Indonésiens, en vue de l'autodétermination du Peuple Maubère.

"Il est nécessaire donc que, pendant la période de transition, tous les ***"transmigrasi"*** *- déplacés, prêtres, et militaires, abandonnent le territoire pour qu'il n'y ait pas de pressions sur eux. Dans la phase de politisation et de préparation psychologique, avant d'exercer son droit de vote, l'administration transitoire doit compter*

sur la présence portugaise, sous les auspices des Nations-Unies, et elle doit être formée de timorais et de Portugais - Eléments de la Convergence nationaliste et autres timorais, plus âgés, qui ont toujours montré leur volonté de l'autodétermination.

"Le Portugal, comme Puissance Administrante de Timor-Oriental, doit avoir une action plus énergique et plus cohérente dans la défense des droits du Peuple Maubère".

(...) "Le Vatican doit prendre une position cohérente et ouverte, c'est-à-dire de condamner les actes violents et barbares, pratiqués par l'Indonésie au lieu d'instruire le Nonce à Djakarta de tenter de persuader les guerrilleros à se rendre".

V.6 - Guerre de résistance: le pilier principal pour obtenir l'autodétermination et l'indépendance

Synthèse de la communication de *José Guterres*, de Timor, ex-combattant des Falintil

Capturé en 1979, durant les campagnes de siège et d'annihilation, il participa à l'attaque du poste émetteur de télévision de Dili, le 10 juin 1980 (jour du Portugal) et fut de nouveau arrêté et torturé par les forces indonésiennes. Il a fait partie du premier groupe de prisonniers envoyés au camp de concentration de l'île de Ataúro où il est resté 4 ans sans aucun jugement. Grâce à l'intervention de la Croix-Rouge Internationale, il arriva à s'échapper de Timor en février 1987.

Il a actuellement 27 ans et travaille au Cabinet d'Information du Fretilin.

"Malgré la grande différence numérique et bellique d'avec l'armée indonésienne, depuis le début de l'invasion, le FRETILIN décida toujours de maintenir la guerre de résistance comme la voie la plus importante pour obtenir la Paix."

(...) "Le FRETILN, non seulement organisa la partie militaire mais aussi la partie civile. A remarquer que entre 1975 et 78, 80% de la population se trouvait concentrée dans des zones contrôlées par le Fretilin.

*"On organisa alors des services de santé et sanitaire, on créa des écoles et il y eut un plus grand dévouement à l'agriculture, et les forces de la guerrilla elles-mêmes produisaient et fréquentaient les écoles. Le slogan des FALINTIL était **'Lutter, Apprendre et Produire'**. Le FRETILIN se prépara pour une guerre de résistance prolongée et à compter sur ses seules forces."*

(...) "En 1978 et 79, l'ennemi lança une campagne de siège et annihilation, en utilisant dans ses opérations un grand nombre d'effectifs, soutenus par l'artillerie lourde, la force aérienne et navale et même l'armement chimique, contre le FRETILIN et la population qui se trouvait sous son contrôle. La direction du FRETILIN se trouva réduite à 20%. Idem avec les FALINTIL. C'est à cette époque que le FRETILIN "perd" ses bases d'appui. La population qui le soutenait avait été en partie victime de bombardements de l'ennemi, de la faim et de la maladie et le reste avait été déportée vers des zones occupées par les Indonésiens.

"En la déportant, l'ennemi était conscient qu'il transférait les bases d'appui en son sein".

(...) "Avec ce transfert, une nouvelle étape de la lutte de résistance s'ouvrait avec l'élargissement du front armé en un front clandestin.

"Un an après, les populations déportées étaient clandestinement organisées pour continuer la guerre de résistance et obtenir la Paix. Ainsi, le 10 juin 1980, dans la capitale de Timor, Dili, la résistance clandestine, dirigée par un inconnu du nom de Pedro Fátima Manek, lance la première opération militaire à partir des zones occupées. Pedro Manek était commandant du Fretilin de la région Centre Nord, capturé pendant les campagnes militaires de 78/79 et après avoir été soumis à des interrogatoires et des tortures, avait rejoint les 30 combattants du FRETILIN pout être fusillé à Taci Tolu. Pedro réussit à s'échapper lors du transport au lieu désigné en sautant du camion. Il se réfugia dans les montagnes et réussit à entrer en contact avec un groupe de guerrilleros du Fretilin sous la direction d' Alex, tous survivants des fameuses campagnes.

"Cependant, Xanana battait le territoire national avec de petites colonnes pour réunir tous les survivants afin de réorganiser la résistance. Le groupe de guerrilleros sous la direction d'Alex n'avait pas encore été contactés mais ils se trouvaient déjà intégrés dans le nouveau réseau de Pedro Manek qui ignorait les battues de Xanana.

"Pedro entra à Dili, déguisé en vendeur de fruits et de charbon, contacta les sympathisants et militants du Fretilin qu'il connaissait et instaura rapidement un réseau clandestin à Dili.

"Le manque d'expérience sur le front clandestin et vu que la plupart d'entre eux avait déjà été dans les zones du Fretilin, firent que la direction adapta son expérience du front armé au front clandestin.

"Ainsi, ils adoptèrent les mêmes stratégies de la lutte armée dans celle clandestine : coups d'état, agressions à main armée et autres actions de violence. Ils ne pensèrent pas aux manifestations pacifiques. D'ailleurs, à cette époque-là, toute manifestation pacifique aurait été inévitablement ***'entourée'*** *par les forces ennemies. Il y avait alors beaucoup de disparitions et d'exécutions."*

(...) "Les manifestations des jeunes qui ont lieu de nos jours à Dili, sont seulement la continuation de la résistance qui a toujours existé dans les zones occupées, depuis 79, quand les bases d'appui furent transférées par l'ennemi.

(...) "L'atmosphère en zone occupée devenait de plus en plus tendue à mesure que parvenaient des informations de l'extérieur sur la situation politique de Timor. Le front clandestin devint source d'informations pour tous les fronts, armé ou diplomatique; il servait de moyen de communication entre les deux et informait de tout.

"Le maintien de la guerre de résistance a pour objectif d'éveiller l'attention de la communauté internationale à la détermination du peuple Maubère d'être indépendant et de condamner l'Indonésie pour son invasion et occupation du territoire de Timor, ainsi que pour les violations des droits de l'Homme commises par les forces indonésiennes à Timor et afin de trouver une solution au problème.

"La guerre de résistance devait se maintenir et s'intensifier jusqu'au retrait total des forces ennemies et de tous les Indonésiens de Timor.

"Le maintien de la guerre de résistance est le pilier principal pour obtenir la Paix. Les progrès d'aujourd'hui se doivent à elle uniquement.

"Les mots d'ordre lancés par le Fretilin depuis le début de la résistance sont bien clairs:

"PATRIE OU MORT "
"RESISTER, C'EST VAINCRE'"

V.7 - Stratégies pour obtenir la Paix et l'Autodétermination

Synthèse de la communication de *Luís Costa*, timorais

Ex-sacerdote catholique, il accompagna la majorité de la population de Timor protégée par le Fretilin dans les montagnes lors des premières années de l'occupation. Il fut arrêté, menacé et maltraité par les occupants. Il est Secrétaire de la Fondation Austronésienne "Borja da Costa" (nom du poète maubère et frère de Luís Costa, assassiné en décembre 1975)

(...) "L'histoire nous enseigne de ne pas répéter les mêmes erreurs qui conduirent l'Irian Jaya à tomber sous la domination indonésienne. Lors de la période de transition, le gouvernement de Djakarta manoeuvra les instances de l'ONU et plaça tous ses agents dans l'administration. Au moment du référendum en Papouasie, Djakarta manipula à sa guise et c'est pour cela que Suharto n'organisera jamais une consultation dans les intérêts du peuple de Timor. Il faut donc que lors de la transition, les prêtres, religieux, déportés et militaires abandonnent le territoire pour ne pas subir de pressions. (...)

"Le Portugal, comme puissance administrative, doit avoir une action plus énergique et plus cohérente pour la défense du peuple. Elle ne doit pas limiter son action à des discours ponctuels mais doit motiver et instruire ses ambassadeurs à être sensibles à la cause de Timor et développer une politique qui convainque l'opinion publique nationale et internationale sur la violation des droits de l'Homme, sur l'invasion et ses conséquences. Le Portugal doit appuyer la Convergence Nationaliste (CN) et proposer au Secrétaire de l'ONU que celle-ci fasse partie des négociations sur l'avenir de Timor.

"En outre, si le Portugal est réellement intéressé par l'autodétermination du peuple maubère, il doit garantir la formation des cadres timorais spécialisés pour le futur de Timor. On suggère donc que le Portugal établisse un programme spécial d'appui à l'enseignement secondaire avec matériel scolaire et programmes complémentaires et de coopération avec les Universités pour en faciliter l'accès sans exigences de <<numerus clausus>>" (...)

Ensuite, Luís Costa commente:

"Croyant la guerre gagnée, les Indonésiens augmentent les brutalités, ne respectent pas les promesses d'amnistie de Suharto et les assassinats et massacres de masse se généralisent. Les sacerdotes adoptent des attitudes courageuses et alors l'occupant exerce des pressions sur les prêtres, les catéchistes et les chrétiens de Timor, avec menaces, arrestations et assassinats" (...)

"L'Eglise Catholique se trouve sujette à des pressions politiques de la part des militaires et des civils indonésiens et à des injures constantes de la part des "laquais" timorais pour lui ôter toute crédibilité, et l'Eglise ressent l'isolement.

"Le facteur qui contribue à ce que l'Eglise Indonésienne ne soutienne pas plus Timor est le fait qu'elle se trouve compromise avec le régime de Suharto et non pas parce qu'elle constitue une minorité de 2,5% parmi les 170 millions d'habitants.

(...)"Il faut que tous les organismes (catholiques et protestants) dirigent leurs appels au Saint-Siège en faveur de Timor et que celui-ci maintienne sous sa juridiction le diocèse de Dili, jusqu'à ce que surgisse une solution juste basée sur le droit du peuple à l'autodétermination."

V.8 - La préservation de l'identité de Timor: quelques propositions structurelles

Synthèse de la communication du *Brigadier Mário Lemos Pires*, ex-gouverneur du Timor Portugais (1974-75)

Lemos Pires commence par faire de nombreuses citations sur le problème de Timor. En voici quelques-unes:

*(...) "**<< Ils tuèrent et humilièrent leurs parents, mais les enfants se dressent orgueilleux de ne pas être indonésiens et affrontent la mort pour proclamer leur différence>>** (Jean-Pierre Catry, du "Diário de Notícias du 7 février 90)*

*"**<< Le ministre indonésien de la Défense, le général Murdani, a déclaré fin février aux forces de Timor à Dili qu'il n'admettrait plus de 'violations de la loi et de l'ordre sur le territoire'; et que si quelqu'un veut se manifester en faveur de l'indépendance, nos forces armées (indonésiennes) détruiront toute tentative>>**" (Journal australien Herald, cité dans le Diário de Notícias du 16 mars 90).*

*"**<< Les Indonésiens auraient dû se diriger aux Nations-Unies au lieu d'envahir le territoire, puisqu'ils ne cessent de répéter que le processus de décolonisation était en cause>>**" (Ambassadeur Costa Lobo, de la Comission des droits de l'Homme de l'ONU, mentionné dans le Diário de Notícias du 7 février 90)*

Il tire ensuite des conclusions sur la ténacité de la résistance, le rôle important joué par l'église catholique de Timor *"dans la résistance à l'annexation de Timor"* et le rôle du Portugal qui malgré qu'il n'ait pas *"fait tout ce qu'il aurait dû ou pu faire"*, a toujours *"affirmé son obligation morale et historique envers le peuple de Timor"*.

Il rappelle que le *"gouvernement indonésien considère l'annexation irréversible" et que " l'opinion mondiale après une grande apathie, s'est enfin agitée en faveur du peuple de Timor".*

Il rappelle le danger de ce que *"l'identité de Timor ne puisse résister au temps, et que lorsque surgira la situation politique, il n'y ait plus de peuple de Timor, en tant que tel!"*

Finalement, il présenta *"quelques propositions structurelles" :*

"L'état portugais doit s'organiser de façon efficace pour gérer la question de Timor"

(...) "Le système adopté doit avoir comme priorité le rapport facile et fonctionnel des divers éléments intervenants pour obtenir un consensus et la convergence des efforts.

"Il est fondamental qu'il y ait une liaison et une entente entre les structures d'état et celle du peuple de Timor.

"D'un autre côté, le système doit avoir des rapports flexibles avec les organismes internationaux et les partenaires étrangers les plus privilégiés" (...)

"En vue de la préservation de l'identité et du patrimoine de Timor, on préconise 2 structures:

- *"Un "Institut (Fondation) luso-timorais", non d'Etat mais subventionné par lui, avec le but de maintenir et approfondir les relations culturelles entre le Portugal et Timor. Il préserverait aussi en phase transitoire, l'identité culturelle des timorais.*

- *"Un "Secrétariat Général des Affaires de Timor", organe dépendant du Gouvernement Portugais, de préférence de la Présidence du Conseil des Ministres, dans le but d'administrer le patrimoine (études, statistiques, documentation, etc...) et les citoyens (promotion de développement professionnel). Il serait dirigé par une Haute Autorité nommée par le Gouvernement et pourrait employer un pourcentage significatif de citoyens timorais (...).*

(...) En vue de la représentativité fonctionnelle du peuple de Timor, il est avantageux et même nécessaire que les timorais, libérés de la tutelle indonésienne, soient organisés pour rendre fonctionnelle une structure qui les représente. Actuellement, il s'agit de la Convergence nationaliste qui est la structure la plus adaptée."

"Le système préconisé devra donc, être ouvert, et toutes les organisations, mouvements ou sièges d'opinion, portugais , de Timor ou même étrangers, si positivement intéressés dans la résolution de la question de Timor, doivent être entendus ou contactés en fonction de leur intérêt ou opportunité."

V.9 - Timor-Oriental, projeter les voies du futur

Synthèse de la communication de *José Ramos Horta*, timorais

Fondateur de l'ASDT/Fretilin, représentant permanent du Fretilin auprès des Nations-Unies de 76 à 88, licencié en Relations Internationales de Antioch College, et auteur du livre "Funu, the unfinished saga of East Timor", il est aujourd'hui le directeur du Programme d'Entraînement Diplomatique de l'Université de New South Wales, en Australie.

"Timor-Oriental, dans le contexte géopolitique de 1975"

"1975, année noire de l'histoire de Timor-Oriental, d'une décolonisation avortée, de guerre civile, négligence et mépris, immaturité collective des aspirants à la direction politique de Timor et invasion sanglante, ce fut également l'année de grandes convulsions dans la région et dans le monde. De la corne d'Afrique à l'Afrique australe et à l'Indochine, les dominos tombèrent. On assista en Afrique à la destitution de Hailé Selassié et à la fin d'une longue présence américaine. Soumis au contrôle soviétique dans le golfe d'Aden et à l'énorme base navale de Berbere, les américains voient leurs positions dans la Mer Rouge et Indique, sérieusement en danger. La déroute US au Cambodge, Laos et Vietnam (le segment de film bien connu montrant l'hélicoptère US atterrissant sur le toit de l'ambassade américaine à Saigon, sauvant des dizaines d'américains et de collaborateurs en panique, illustrent bien le drame de leur débandade en 1975); le fiasco de l'intervention de

la CIA en Angola; l'irruption cubaine et la victoire du MPLA; la conquête du pouvoir au Mozambique par le Frelimo; la menace d'installation au Portugal d'un régime contraire aux intérêts US et à l'OTAN; tout cela semble confirmer la ***'théorie du domino'*** *de Lyndonn Bird Johnson. C'est dans ce contexte de changements draconiens que surgit la question de Timor. Ainsi, pour les USA humiliés et traumatisés par le Vietnam, affecté dans leur leur crédibilité de guardien du* ***'status quo',*** *Timor ne pouvait attirer l'attention des hautes hiérarchies du Département d'Etat et du Conseil de Sécurité National. D'ailleurs, Henri Kissinger instruisit son Ambassadeur lors de l'été 75 à réduire le volume des rapports sur Timor car, toujours selon lui,* ***<< les USA ont d'autres préoccupations majeures dans d'autres régions du globe>>.*** *Le désintérêt et le désengagement américains firent office de* ***'feu vert'*** *pour les militaires indonésiens qui décidèrent de résoudre le problème à leur convenance.*

"Pour les militaires indonésiens, les évènements dramatiques de 75 eurent un impact profond. La vague de victoire des forces de gauche sur les divers continents ne laissaient pas de les inquiéter aussi. Ainsi, l'installation à Timor d'un régime marxiste était tout simplement intolérable. Cependant, la paranoia des généraux indonésiens ne fut qu'un expédient pour écraser impitoyablement toute dissidence interne. J'ai toujours défendu et défendrai toujours la thèse de ce que l'invasion n'avait peu ou rien à voir avec une menace communiste, plus imaginaire que réelle, mais plutôt avec une préoccupation plus rationnelle et rélle: un Timor indépendant donnerait des espoirs aux autres groupes séparatistes latents dans le reste de l'archipel. Et, d'autre part, il a existé toujours, en Indonésie, un courant d'opinion qui ne cache pas son rêve de recréer une Indonésie plus forte au-delà des frontières coloniales hollandaises. L'invasion de Timor était donc un pas en avant dans cette logique.

"La théorie de la ***'menace'*** *soviétique dans le Sud-Est Asiatique (SEA) était même niée par les stratégistes indonésiens eux-mêmes, qui voyaient l'URSS et le Vietnam comme éléments neutralisateurs de l'expansion chinoise vers le sud. Djakarta ne fut jamais hostile à Moscou et vice-versa. Le KREMLIN n'avait pas l'intention de changer sa stratégie au nom d'une* ***'fraternité socialiste'*** *avec un FRETILIN idéologiquement flou (marxistes, sociaux-démocrates, anti-communistes primaires,...)*

"Jamais aucun dirigeant du FRETILIN ne fut reçu à Moscou et jamais le FRETILIN ne reçut un rouble ni un fusil russe!"(...)

"Au cours de trois rencontres en 1974, avec le Ministre des Affaires Etrangères, Adam Malik, j'insistai sur les points suivants:

"Un Timor Indépendant aurait des relations préférentielles avec l'Indonésie et autres pays de l'ASEAN et avec l'Australie;

"Un Timor Indépendant opterait pour l'intégration à l'ASEAN ;

" Un Timor Indépendant coordonnerait ses positions sur le plan de la sécurité et des relations externes avec l'Indonésie.

"Avec Adam Malik, j'ai abordé quelques questions concrètes et immédiates qui faisaient preuve de notre bonne volonté et de notre sérieux : l'envoi en Indonésie de jeunes pour étudier la diplomatie dans le MNE indonédien. Des officiers militaires de Timor pourraient aussi être préparés en Indonésie" (...)

"Le contexte de 1990"

"Le tableau régional et international de 1990 est dramatiquement différent du contexte de 1975. La paranoia de la menace communiste qui justifiait les régimes autoritaires de droite ne marche plus. De même, la paranoia de la menace impérialiste qui

justifiait les régimes totalitaires de gauche! Les mythes d'irréversabilité sont détruits, les tabous des frontières de Yalta, le pacte secret Riebentrop-Molotov, le pouvoir sacro-saint des Etats ont cédé à la démocratie, à l'autodétermination des peuples et à une plus grande acceptation de l'universabilité de l'application de la législation des droits de l'Homme" (...)

"Les vents du changement qui soufflent sur tous les continents ne se sont pourtant pas fait sentir en Indonésie.(...)

"Sur le plan tactique militaire, l'Indonésie détient toutes les initiatives et la supériorité sur Timor-Oriental. La résistance continue sans moyens suffisants pour en changer le plan stratégique. Les actions de la guerrilla sont limitées, sporadiques et sans grand impact. Mais la guerre est une hémorragie sociale et politique qui pourrait bien affecter la présence indonésienne. Je ne dirais pas économique car les dépenses sont facilement absorbées comme coûts d'entraînement et de préparation des forces armées. A vrai dire, Timor est un champ d'entraînement exceptionnel pour les forces armées indonésiennes. D'un autre côté, cette situation peut se prolonger pendant des années encore et provoquer un prix humain à payer, inimaginable pour les timorais.

"Sur le plan politique, l'Indonésie a perdu la guerre. Les 14 ans d'occupation sauvage n'ont servi qu'à aliéner les apologistes de l'intégration et renforcer les sentiments nationalistes. La nouvelle génération est au-devant du combat pour la liberté et constitue la garantie de ce que la résistance se poursuivra" (...)

"Comme il n'y a pas de perspectives de changement politique substantiel en Indonésie,il ne reste qu'une seule chose à faire : élever les coûts politiques et diplomatiques pour l'Indonésie afin que celle-ci recherche activement par la voie du dialogue,une solution véritable au conflit.(...)

"L'inter-dépendance croissante entre les pays rend chacun d'eux, plus vulnérable aux pressions externes" (...)

"D'oì il est possible de recourir à d'autres formes de pression dont l'impact serait équivalent au coût militaire".

Dans cette optique, Ramos Horta propose une offensive diplomatique basée sur le concept de *"conversations de tables rondes sans pré-conditions, dans le cadre de la Rés. 37/30 (...) de l'A.G. de l'ONU."*

"Le concept de conversations sans pré-conditions remettrait l'Indonésie à une position defensive, reprenant alors nous l'initiative diplomatique, multipliant nos actions sur des fronts-clés, à savoir:

" Initiatives auprès des USA, du Congrès américain, Département d'Etat, Maison Blanche, CIA, Pentagone, Presse, ONGs, etc...

Ramos Horta propose pour cela que l'on contracte les *"services d'un <<lobbyista>> américain, supervisionné par l'Ambassade".*

A New York, la résistance de Timor n'est pas une *"présence permanente pour manque de finances. Il faudrait obtenir une subvention pour maintenir à NY deux citoyens de Timor dynamiques parlant couramment au moins deux des cinq langues officielles de l'ONU, l'anglais, le français ou l'espagnol". (...)*

L'ex-représentant du Fretilin à l'ONU suggère aussi que la *"Résistance de Timor doit être en permanence à Strasbourg, Bruxelles et Genève".*

(...) " Elle doit aussi être représentée au Japon, à Tokyo,par un représentant qui couvrirait quelques pays de l'ASEAN (les Filipines et la Thailande) et la Corée du Sud" (...)

"Tout ceci implique un budget adéquat. Cependant, les dépenses ne seraient pas exagérées et pourraient être facilement couvertes par la volonté politique de qui de droit". (...)

"Par concommitance, notre stratégie doit se concentrer sur un embargo d'armes offensives à l'Indonésie, si celle-ci se maintient inflexible.

"La conjoncture régionale et internationale actuelle joue en notre faveur. L'Indonésie n'est pas en train d'affronter une menace extérieure, comme, d'ailleurs, elle ne l'a jamais fait. Le relâchement des tensions mondiales et régionales éliminent ladite paranoia des généraux qui ne peuvent plus justifier de l'acquisition de moyens de défense sophistiqués. Dans tous les pays industrialisés et producteurs d'armes, il existe des lois interdisant l'exportation d'armes vers les zones de conflit. C'est le cas pour les USA. Il ne serait donc pas irréaliste d'intenter un procès légal en Tribunal d'état dans le but d'obtenir l'interdiction de vente d'armes à l'Indonésie. D'autres pays comme le Canada, le Royaume-Uni et la Suède ont une législation identique.

"Finalement, on doit trouver des formes de soutien à la Résistance timoraise sur les divers fronts de combat". (...)

VI - SCEANCE DE CLOTURE: LE TIMOR - ORIENTAL, TERRE D'ESPOIR (*)

VI.1 - Intervention de Monsieur le *Général Ramalho Eanes*, ex-Président de la République (de 1976 à 1981 et de 1981 à 1986) et Conseiller d'Etat (**)

1 - *(...) "Timor comme problème de conscience pour la nation portugaise"*

"Sur cet aspect - d'importance capitale, à mon avis - tout a déjà été dit.

"Je me limiterais, toutefois, à le souligner en citant un poème récemment publié par João Sant'iago:

<<" Abandonnés là au bout du monde
Sur la terre qui fut nôtre et ne l'est plus ...
Maintenant esclaves, par notre faute et risque
(...)
Peu à peu meurent ceux qui sont restés,
- En tout homme existe une vérité -.
On meurt aussi un peu chaque jour,
Quand on perd la force, la liberté ">>

2 - "Timor, devant la communauté internationale représentée par l'ONU"

" Timor est, indiscutablement et de façon privilégiée, un problème de la communauté internationale. Ce n'est, ce n'a jamais été comme on l'a prétendu parfois, un simple contentieux entre l'envahisseur Indonésie et le Portugal.

"Notre pays n'est que puissance administrative et, même en cette qualité, représente et agit au nom de la communauté internationale, que les Nations-Unies personnifient. La responsabilité majeure, non inaliénable, est celle des Nations-Unies.

"La situation créée à Timor avec l'invasion, avec le génocide perpétré par l'occupant javanais, avec les violations systématiques des droits de l'Homme,a rendu le problème de Timor de plus en plus international, et la responsabilité des Nations-Unies est de plus en plus grande.

"Timor représente de nos jours, plus qu'à toute autre époque, une obligation inaliénable des Nations-Unies.

(*) A la scéance de clôture, outre les interventions qui sont reproduites ici, dans leur version quasi-intégrale, prirent la parole le Coordinateur du Séminaire et Monsieur Rui Quartim Santos (Ministre Plénipotentier de Première Classe qui est le plus haut fonctionnaire au Ministère des Affaires Etrangères, chargé spécialement de la question de Timor-Oriental). Vu le caractère circonstanciel de la première de ces interventions et le manque do texte rédigé de la seconde, nous avons choisi de les omettre.

(**) Intervention reproduite dans sa version presqu'intégrale

3 - " Timor dans le Contexte Géopolitique Mondial"

"Comme on le sait, de la deuxième guerre mondiale, sort un monde bipolarisé, avec une corrélation de forces extrêmement favorable à la puissance maritîme - les USA.

*"On sait aussi, que peu de temps après, la puissance continentale, l'URSS, cherche à modifier cette corrélation de forces. En vérité, l'expansionnisme soviéto-communiste montre sa détermination à questionner , **'sur le terrain même'**, la position des USA. Ce sont les temps de la discussion directe et indirecte (conflits classiques, crises, guerrillas) et de la Guerre Froide.*

"On se souvient, à ce propos, et quant au Pacifique, que:

- *"l'URSS appuie et stimule la guerre en Indochine (dès 1946) et que, après le retrait des USA, en 54, elle occupe la base de Cam-Ran et prend alors l'usufruit des facilités navales et aériennes à Da-Nang.*
- *"De 48 à 57, la guerrilla communiste dilacère la Malaisie.*
- *"De 49 à 53 la guerrilla perturbe les Filipines.*

*"De 50 à 53, la Guerre de Corée menace directement le **"contrôle de l'anneau maritîme"** des USA.*

- *"L'URSS se transforme en une surprenante force navale.*
  Dans la réponse à multiples facettes à l'offensive stratégique soviétique dans le Pacifique, les USA actualisent et renforcent aussi leur politique traditionnelle d'expansion à travers les Archipels (politique qui les avait déjà mené au XIXème siècle jusqu'aux Filipines).
- *"On sait encore que l'inimitié ancestrale sino-soviétique, modifia la position stratégique de l'Union Soviétique dans le Pacifique. Ainsi, à partir d'un certain moment, l'URSS :*

1. *"Cessa de questionner la domination stratégique des USA dans la région.*
2. *"Elit, comme objectif principal, la fragilisation de l'Empire Chinois, créant des obstacles à son expansion vers le sud (guerre Sino-Vietnamite, invasion Cambodgienne, vente d'armes à l'Indonésie) et l'obligeant à fixer des moyens militaires considérables à sa frontière S.E.*

*"C'est dans ce contexte géopolitique que l'on doit mettre en équation la problématique actuelle de Timor (on sait que, malheureusement, les grands pouvoirs - et pas seulement eux - obéissent à des logiques géopolitiques où les questions morales n'ont pas lieu d'être). Ce fut, d'ailleurs, cette logique géopolitique qui mena les USA à **'stimuler'**, (au minimum) les déjà désignés **"Etats de Sécurité nationale"** (de Marcos aux Filipines, de Lon Nol au Cambodge, de Suharto en Indonésie). Etats qui, selon A. Moreira, ont **"l'armée au pouvoir, l'ennemi identifié dans le communisme (...), nécessité assumée de sécurité contre l'agression qui pourra venir de sanctuaires externes".***

*"Et ce fut encore cette logique qui porta les USA à **"autoriser"** objectivement, l'invasion de Timor et à reconnaître objectivement aussi, la validité de son **"intégration"** à l'Empire Javanais.*

*"Logique de la même nature qui porta l'URSS à considérer l'invasion de Timor comme un **"acte mineur"**. Elle l'assuma comme un revers indirect pour son ennemie traditionnelle, la Chine. Et en profita, évidemment, comme motif d'attaque aux USA dans la cénografie de la Guerre Froide d'alors.*

"La Chine elle-même, vu son alliance tacite avec les USA, et ses innombrables vulnérabilités (internes et externes) réagit avec prudence, se limitant pratiquement à soutenir, sans grande conviction, à la position portugaise.

"Les différents pouvoirs régionaux, n'avaient aucun intérêt économique à devenir hostiles à l'Indonésie et pas de raison politico-stratégique pour contrarier la politique des USA dans la région.

"Timor ne pouvait donc pas, pour cet ensemble de raisons, (qui d'ailleurs furent défendues politiquement au Portugal, à un certain moment, par des éléments hautement placés) recevoir d'autre réponse internationale en ces temps de Guerre Froide.

"La situation internationale est aujourd'hui bien différente, ainsi:

1. *"Les USA ont laissé tomber Marcos, aux Filipines.*
2. *"La Guerre Froide a cessé,ce qui a rendu la Chine plus vulnérable, et celle-ci n'est plus une menace dans la région.*
3. *"La position des USA et de ses Alliés s'est significativement renforcée dans le Pacifique.*
4. *"La situation internationale fait que le pouvoir américain a de plus en plus de difficultés à "appuyer" les "Etats de Sécurité Nationale", et donc l'Indonésie, que ce soit devant l'opinion publique ou sur la scène internationale.*

4 - "La question de Timor comme problème politique de l'Etat Portugais"

"Sur ce sujet également, tout a déjà été dit. Mais il continue d'être l' obligation politique irrécusable de l'Etat Portugais de :

1. *"Tout faire dans le sens de mettre un terme au génocide, également culturel, auquel l'Indonésie soumet le peuple Maubère.*
2. *"Assumer entièrement le rôle de puissance administrative en le poussant à la limite de sa capacité.*
3. *"Obliger la communauté internationale, et spécialement par le biais des Nations-Unies, à assumer la responsabilité principale par rapport à Timor, qui est simultanément un cas de décolonisation, d'agression extérieure, de génocide et de crimes contre l'Humanité.*
4. *"Ne pas refuser, en toute cohérence, d'action qui admissiblement, puisse mener à la réelle autodétermination, acceptée par le peuple Maubère.*
5. *"Profiter de la situation internationale présente et de la vulnérabilité conséquente de l'Indonésie pour une nouvelle offensive auprès de l'opinion publique internationale et des gouvernements amis (USA et CEE en particulier).*

5 - "Solutions"

"La situation internationale présente et les opportunités nouvelles qu'elle ouvre, pour la résolution du problème de Timor conseillent une étude soignée et urgente de la situation et des possibilités d'action.

"C'est dans ce cadre que je terminerais en suggérant que l'on constitue un groupe de définition d'une stratégie, à adopter pour le cas de Timor complémentaire à celle du gouvernement. Du groupe d'étude, feraient partie obligatoirement des représentants en nombre suffisant du peuple de Timor et de l'Eglise Catholique.

"Profitant des résultats de cette conférence, l'étude considèrerait notamment:

1. *"La situation actuelle de Timor (dans le cadre interne et externe présent).*
2. *"Les vulnérabilités de l'Indonésie (internes et externes).*
3. *"Les modalités d'action, non gouvernementales, conseillées.*
4. *"L'éventuelle création d'organes et la mobilisation de moyens nécessaires à l'opérationnalité de la stratégie adoptée.*

"Le groupe fonctionnerait indépendemment du gouvernement portugais, pour éviter que ses actions, ou les mesures qu'il proposerait, puissent être utilisées contre l'image et l'action, externes, de l'Etat Portugais.

"A l'horizon politique du peuple Maubère, brille justement, un nouvel et justifié espoir de liberté. Liberté qu'il mérite pleinement pour un ensemble de raisons politiques et morales indiscutables, et également, pour le courage impressionnant qui le porta à résister à toutes les pressions de dissolution de la part de l'Empire Javanais, menant une lutte admirable de guerrilla, dans un espace insulaire réduit, sans sanctuaires de récupération.

"A Xanana Gusmão, symbole de la détermination et de la lutte du peuple de Timor, est dû hommage que je lui rends moi-même ici."

VI.2 - Intervention de Monsieur *Paulo Pires*, timorais et Président de la Comission Politique de l'UDT (Union Démocratique de Timor) (*)

"Il nous plaît de constater, avec une joie toute particulière, la présence de tant de personnalités responsables des divers Organes de Souveraineté Nationale, aux niveaux les plus divers de la Société Civile Portugaise, et la présence de personnalités étrangères, celles de responsables des divers groupes de Solidariété envers la question de Timor-Oriental, la présence aussi permanente et engagée de la Communication Sociale. Cela signifie objectivement que le temps est loin où la question de Timor était presque considérée ***Tabou****. Finalement les organes de Souveraineté nationale, la Société Civile Portugaise et autres structures de notre communauté assument avec entrain la question de Timor qui, il y a quelques années en arrière, semblait se perdre dans le silence et l'oubli.*

(*) Intervention reproduite presqu'intégralement

"L'heure est arrivée pour le Portugal d'assumer, sans hésitations, sans complexes de quelqu'ordre que ce soit, publiquement, sa mission historique envers le peuple de Timor, honorant ainsi les compromis célébrés il y a 500 ans avec les divers royaumes d'alors et qui constituent de nos jours le Peuple de Timor.

"Durant les siècles de vie commune, il y eut des liens durables qui se créèrent entre les Peuples du Portugal et de Timor, des liens d'amitié, des liens de culture, etc... Ces liens ne peuvent être rompus par les évènements conjoncturels de l'histoire des Peuples. Ces liens, malgré les circontances actuelles, continuent latents et vifs.

"Ce fut le Portugal qui nous rendit différents de nos voisins indonésiens. C'est avec le Portugal que nous avons construit, décade aprés décade, siècle après siècle, notre identité culturelle et spirituelle.

"C'est pour ces raisons que le Portugal est aussi responsable que nous, timorais, de notre identité propre, de notre culture, de notre religion, de l'histoire. Nous l'avons écrit en commun.Ce quelquechose qui nous unit dépasse inclusivement les coordonnées de l'espace et du temps, vide le contenu formel des principes et des normes qui régissent le rapport entre les Peuples.

"Si, par hypothèse académique, le tableau institutionnel, juridique, national et international changeait, en retirant au Portugal sa responsabilité envers Timor, ce quelquechose qui nous unit se maintiendrait, exigeant du Portugal l'acceptation de sa responsabilité morale et historique. C'est ce lien qui fait de Portugal le responsable numéro un de la libération du Peuple de Timor et de l'indépendance de l'île.

"Le Portugal ne pourra clamer bien haut qu'il ***"a donné de nouveaux mondes au monde"*** *que lorsque Timor aussi sera indépendant, comme les autres colonies d'expression officielle portugaise. Pour cette tâche historique, qui équivaut aux aventures des découvertes Portugaises des XVème et XVIème siècles, le Portugal doit nous prendre en compte, nous, les timorais et leurs représentants.*

"La Convergence Nationaliste a déjà réalisé des tâches importantes dans une phase difficile de notre lutte. Elle est maintenant dans une autre phase de croissance et de développement. A partir d'aujourd'hui, elle devra être plus élargie et devra inclure toutes les forces vives de notre Comunauté en Diaspora, elle devra inclure les valeurs de Timor qui prétendent aussi la libération du Peuple et aspirent à une Patrie Indépendante.

"Notre Résistance ne peut se limiter à la lutte armée puisque conjoncturelle; elle ne peut se limiter à la lutte politico-diplomatique car stratégique; notre Résistance doit s'étendre à toutes les dimensions de notre Société de Timor, lesquelles constituent le fondement de l'identité du Peuple de Timor. Toutefois, un élève en 74/75 m'écrivait la chose suivante: ***<<ils peuvent tuer le corps, mais jamais ils n'arriveront à tuer l'esprit>>.***

"Nous formulons des voeux pour que des initiatives de ce genre soient réalisées dans d'autres Universités Portugaises, dans d'autres Instituts, des Fondations, etc..

"Je ne peux m'empêcher de terminer mon intervention sans diriger une parole de merci au Recteur de l'Université de Porto, une parole d'amitié au Professeur Barbedo de Magalhães, Coordinateur de ce Séminaire et aux groupes de soutien qui ont rendu possible cette initiative."

VI.3 - Intervention de *Abílio Araújo*, timorais, membre du Comité Central et Chef de la Délégation du Fretilin en Service à l'Extérieur (DFSE) (*)

(...) "Le 26 avril passé, trois étudiants timorais Fernão Trindade, 17 ans, Mário Trindade de 22 et Felisberto Mascarenhas de 23 furent arrêtés et torturés par la police militaire indonésienne à Timor. Les étudiants furent arrêtés et torturés! Ce sont là les informations que nous reçevons d'Australie, en date d'aujourd'hui. Je commence par parler de ce fait pour rehausser un autre, évident, celui que, tout au long de ces jours et en ce moment précis, il y a un peuple qui lutte ,un peuple qui continue à résister et il y a un régime qui continue d'exercer toute sa barbarie sur un peuple innocent, sans défense, qui réclame uniquement sa liberté.

"Heureusement, votre présence, Mesdames et Messieurs, prouve une fois de plus qu'il existe au Portugal un consensus sur la nécessité de mettre fin au génocide et au martyre du peuple de Timor.

***"Timor, terre d'espoir"** fut le signe de ce deuxième séminaire. Timor attend du Portugal une force pour joindre à la sienne, une détermination pour unir à la sienne, qu'elle démontre depuis 15 ans. Après ces 15 années, malgré les difficultés, malgré les problèmes, malgré les crises qui se produisirent au sein de la Résistance, malgré la division du début de la guerre civile, malgré tout cela, nous avons eu l'occasion de voir dans ce Séminaire la contribution de ceux de Timor, des dirigeants de la Convergence Nationaliste, des membres de l'UDT et du Fretilin, d'autres indépendants qui manifestent leur volonté de travailler à cet objectif commun qu'est la libération du Timor indépendant" (...)*

"Durant ces 15 années de souffrance, nous continuons dans un procès, pardonnez l'expression, d'auto-critique. La société de Timor, les timorais, les responsables de Timor continuent de s'efforcer pour dépasser tout ce qui pourrait constituer un obstacle à un engagement plus important de tous les timorais, dans cette lutte. Et l'exemple vient justement de notre peuple, du sein de notre territoire où les forces vives, l'église, la résistance armée, et les éléments actifs de la résistance clandestine font tout leur possible pour montrer au monde leur détermination de liberté et d'indépendance. Egalement pour montrer au régime d'Indonésie que les timorais ne se laisseront pas abattre facilement. La stratégie, le plan militaire des généraux indonésiens de prendre Timor en 3 jours est pratiquement remis en cause. C'est que le peuple de Timor continue de résister et de lutter.

"L'esprit d'unanimité anime les dirigeants de la Convergence Nationaliste pour que celle-ci devienne un instrument efficace pour la prossécution de notre lutte à l'extérieur. Nous avons la notion de ce que la C.N. est un pas, mais un pas historique, nécessaire, susceptible de donner naissance à d'autres développements et c'est dans ce cadre que je veux affirmer ici que les responsables de la C.N. ne gaspilleront jamais les valeurs intellectuelles, professionnelles, et les capacités que les timorais individuellement ou en groupe ont démontrées tout au long de ces 15 dernières annés.

"Je veux friser les paroles de Monsieur Paulo Pires qui disait que nous tous sommes bien peu pour la grande entreprise qui nous attend. Mais il y a notre détermination, il y a notre volonté. Nous espérons que de la part du Portugal il y aura aussi

---

(*) Intervention reproduite quasi-intégralement *une réponse à cette détermination qui est la nôtre. Nous sommes un peuple réduit, nous sonmmes un peuple faible, nous sommes sans défense mais nous possédons une grande volonté de continuer notre lutte pour notre libération et indépendance.*

"Notre peuple, durant toutes ces années, a augmenté son identité, identité qui fut forgée avec le soutien du Portugal. En poursuivant notre lutte, à Timor, nous sommes conscients de ce que nous allons aussi maintenir vivante la langue Portugaise et la présence des Portugais en Extrême-Orient, allons préserver l'amitié qui a toujours uni le peuple de Timor au peuple portugais.

"Mesdames, Messieurs, nous allons quitter cette réunion, pleins d'espoir, fortifiés, certains que l'effort de ces jours-ci sera motif et fournira des pistes pour notre action. De notre part, timorais, nous ferons tout pour collaborer aux efforts du Portugal en vue de la libération de notre pays. Et nous espérons que cet effort conjoint aura pour résultat de grandes espoirs, non seulement pour nous qui sommes à l'extérieur mais principalement pour notre peuple qui combat à Timor-Oriental".

VI.4 - Intervention de Monsieur le Député du PSD (Parti Social Démocratique) *António Sousa Lara*, Président de la Comission Eventuelle de l'Assemblée de la République pour l'Accompagnement de la Situation de Timor (*)

Le Député Sousa Lara est Docteur en Sciences Sociales, Professeur de Chaire de l'Université Lusíada et Professeur de l'Université Internationale. Auteur de plusieurs ouvrages et publications, parmi lesquels *"La Subversion de l'Etat"* et *"Elements de Sciences Politiques"*, il est membre de diverses institutions académiques du Portugal, Brésil, Espagne et Italie. Il a été décoré de plusieurs titres honorifiques étrangers : - la Croix de Malte, le Saint Sépulcre, Isabelle la Catholique, le Mérite Civil d'Espagne, Polonia Restituta, etc...

*"J'ai lu et entendu avec le plus grand intérêt et profit, les précieuses communications présentées ici et qui, je crois, constituent un **"dossier"** très précieux et de grande actualité sur ce sujet.*

*"Je sais qu'il est de l'intention de l'Université de Porto de promouvoir la publication des **"actes"** de ce deuxième Séminaire, comme cela a été le cas du premier.*

*"L'édition serait de double utilité si elle incluait à la fin de chaque communication, un petit sommaire en anglais ou français rendant ainsi possible sa divulgation à l'étranger. Plus que des archives de bonnes positions, il importe de transformer ces **"actes"** en une véritable arme de trait.*

"Cela tombe sous le sens et cela d'ailleurs n'est que justice que l'on considère la question de Timor comme un problème d'hommes politiques. A vrai dire, ce sont des politiques, des civils et des militaires qui l'ont déclenché et il leur revient donc, en premier lieu et de par la nature même de leurs fonctions, la charge de telles responsabilités.

(*) Intervention reproduite presqu'intégralement

"Mais les drames inhérents à la situaton si criante dans laquelle se trouve le peuple de Timor et qui n'est pas très publicitaire en soi, regardent l'Humanité toute entière.

"Il nous parvient des rapports dignes de foi de prisonniers politiques, séquestrés, torturés, mutilés et même exécutés à l'âge de quinze ou seize ans, de sacerdotes emprisonnés et villipendés, de stérilisations compulsives de jeunes maubères, de déplacements forcés de la population, de famine provoquée délibérément, de migrations forcées, de violations permanentes du courrier, d'un rosaire infini d'irrespect brutal des droits de l'Homme les plus élémentaires et évidents.

"Ces sujets sont-ils de la compétence exclusive des politiques ou la société civile (les sociétés civiles, pour mieux dire) devront-elles aussi se révolter de ***motu proprio?***

"Et s'il s'agit, comme je le pense, du devoir de tous, je m'interroge:

"Où sont les boycotts à l'Indonésie, par exemple ?

"Où sont les syndicats d'ouvriers qui pourraient former une chaîne internationale de solidariété contre une dictature aussi ignoble; où sont les universités et le reste des écoles qui devraient se joindre à l'initiative courageuse et digne de louanges de l'Université de Porto, par la promotion d'une chaîne de débats et de colloques sur la situation de Timor, en en montrant son identité politique, culturelle, historique et religieuse; où est la communication de masse, nationale pour commencer, mais aussi internationale, qui pourrait utiliser le si puissant 4ème pouvoir pour agiter les consciences endormies et ignorantes ou effrayer les connivences complices en dévoilant la vérité toute crue de ce génocide; où sont les églises revêtues de leur autorité et les confessions religieuses chrétiennes qui viennent de célébrer l'indépendance de la Namibie; où sont les pays de l'Europe de l'Est qui célèbrent avec joie leur liberté - la Pologne, Mon Dieul, pour le moins elle qui fut maintes fois victime de persécutions et de génocides et finalement victorieuse car ferme et intransigeante dans son combat; où sont les Etats-Unis d'Amérique, nos amis, champions de la démocratie et de la liberté, défenseurs des droits de l'Homme, où sont-ils dans ce calvaire ?

"Ne nous dîtes pas de nous accalmer et de faire baisser le cri de révolte de celui qui n'a déjà plus de voix.

"Ceux qui veulent la tolérance, qu'ils aillent la demander aux timorais qui vont mourir, ceux qui prétendent la patience à ceux qui vont être torturés.

"Il n'y a pas de dictatures éternelles. Celle de Suharto succombera bien un jour.

"La fable du lion mourant se répètera, une fois de plus.

"Mais en ce moment, ce qui importe ce sont les personnes concrètes qui souffrent aujourd'hui, personnes toutes différentes et qui ne se repètent pas.

"Nous pouvons toujours faire quelquechose de plus, et ensemble nous pouvons beaucoup. Il suffit de dire avec conviction ***"je veux".***

"Cher Recteur, Mesdames, Messieurs:

"Je veux terminer comme j'ai commencé il y a quelques jours avec des paroles de gratitude et d'espoir.

"A l'Université de Porto, je dirais, infiniment reconnaissant: merci, félicitations et continuez ainsi.

"Et à nous tous, apprenons que la fraternité d'une lutte côte-à-côte, car c'est d'un combat qu'il s'agit, rapproche ceux qui, même de loin, se retrouvent alors en frères dans un idéal commun. "

VI.5 - Synthèse de l'intervention de *M. le Professeur Alberto Amaral.* Recteur de l'Université de Porto (*)

Après avoir remercié la présence de tous les participants, notamment ceux de l'Etranger, les personnalités politiques, les citoyens de Timor et représentants de la Convergence Nationaliste, après s'être félicité de la collaboration de diverses instances et groupes de solidariété à la réalisation de ce Séminaire, le Recteur rappelle *"un ensemble de droits inaliénables (des peuples) parmi lesquels on compte, naturellement, celui d'exister, celui de l'autodétermination politique, celui du maintien de la culture. Droits auxquels s'associe naturellement le respect des Droits de l'Homme (...) que l'Indonésie ne cesse de piétiner systématiquement"*,

Il continue:

"Nous assistons depuis des années à une longue série de complicités internationales qui ont fait oublier parfois le problème du Timor-oriental, d'autant plus que des évènements sur la scène internationale assument fréquemment et quotidiennement une ombre dans l'opinion publique, obcurcissant par là même le drame de ce peuple opprimé.

"Toutefois les destins de l'histoire sont imparables et ces dernières années nous ont enseigné que les dictatures ne sont point éternelles et qu'heureusement, la rapidité à laquelle les dictateurs disparaissent de la scène politique a augmenté significativement depuis une dizaine d'années. Il convient donc de répéter ici dans toute sa frontalité que l'Indonésie vit un régime dictatorial et comme tel, aura son destin tracé.

"Il est donc vital de garder espoir en l'avenir, mais non un espoir contemplatif mais bien un espoir agissant. Il est donc fondamental d'éveiller la communauté internationale au problème de Timor-Oriental, que ce soit par l'action constante auprès de l'opinion publique ou par l'utilisation de diverses méthodologies qui furent ici exposées et que j'évite de répéter.

"Dans de telles situations, les universités de par leur indépendance, de par leur poids moral, en tant que sièges libres de discussions d'idées et de principes, elles pourront jouer un rôle extrêmement significatif. Dans ce cadre précisément, cette nouvelle intervention de l'Université de Porto.

"En tant que Recteur de l'Université je tiens à assumer ici un compromis, compromis qui vient de l'idée du député Sousa Lara, soit la publication de documents produits lors de ce Séminaire, accompagnés naturellement de résumés en français ou en anglais, lesquels seront envoyés aux Universités congénères de l'Europe et du monde entier, ainsi que la demande d'intervention auprès des organismes internationaux auxquels nous appartenons parmi lesquels je citerais:

(*) L'Université de Porto est la plus grande du Pays en nombre d'élèves et de cours.

- *le Conseil des Recteurs Européens;*
- *L'Association Internationale des Universités;*

demandant la divulgation du cas de Timor, auprès des communautés universitaires de tous les pays. On a fait de même récemment par rapport à la Turquie et naturellement un soutien du même genre sera facile à obtenir pour le Portugal et dans le cas de Timor.

"Pour terminer enfin, je remercie une fois de plus la participation de tous, la collaboration de l'organisation et avec un dernier mot à nos frères de Timor: - N'abandonnez pas la lutte car nous non plus, ne manquerons pas à notre devoir. Merci infiniment."

BIBLIOGRAPHIE

(1) - **James Dunn**
Timor, a people betrayed. The Jacaranda Press, 1983

(2) - Jornal "O Século", Lisboa, 11/9/1974

(3) - **Richard Wash e George Munster**
Australia's defense and foreign policy documents, 1968-1975

(4) - **United Nations Department of Political Affairs, Trusteeship and Decolonizations.**
Decolonizations nº 7, August 1976 - Issue on East Timor

(5) - **A. Barbedo Magalhães**
Timor-Leste, mensagem aos vivos, Limiar, porto, 1983.

(6) - **Jill Jolliffe**
East Timor, nationalism and colonialism, University of Queensland Press, 1978

(7) - **Tribunal Permanente dos Povos**
Sessão sobre Timor-leste, Documentos, CDPM, Lisboa, 1981

(8) - **John G. Taylor**
The Indonesian Ocupation of East Timor, 1974 - 1989 - A chronology CIIR, London 1990

(9) - **Senate Standing Commitee on Foreign Affairs and Defense.** The human rights and conditions of the people of East Timor, Australiam Government Publishing Service, Canberra, 1983

(10) - **A Paz é Possível em Timor-Leste**
Timor-leste, 1974-1984 - cadernos Libertar nº 2, Lisboa, 1984.

(11) - **Em Timor-Leste a Paz é Possível**, nº 20, Maio de 1987

(12) - **Matra**, Janeiro de 1989

(13) - **César Principe**
Os Segredos da Censura. Editorial Caminho, Lisboa 1979

(14) - **Timor-Leste, Caminhos para a Paz** - Mesa Redonda com deputados de todos os grupos parlamentares realizada no Porto em 19 de Abril de 1986; Edição do Pe. José Lopes Baptista, Igreja da pasteleira, Porto, 1986

(15) - **Amnistia Internacional**
Timor-Leste; Direitos Humanos - Londres e Lisboa, Junho de 1985

(16) - **Jornal de Notícias**; Porto, 17.10.1983.

(17) - **Diário de Lisboa**; 3.1.1984

(18) - **Tapol bulletin nº 98**, UK, Abril de 1990

(19) - **Tapol bulletin nº 99**, UK, Junho de 1990

(20) - **Expresso**, Lisboa 23/6/1990

(21) - **Em Timor-Leste a Paz é Possível**, nº 34, Lisboa, Agosto de 1990

(22) - **Tapol bulletin nº 100**, UK, Agosto de 1990

(23) - **El País**, Madrid, 13/10/1989

(24) - **Informação Timor-Leste**; Comissão para os Direitos do Povo Maubere, Lisboa, nº 46, Novembro de 1989

(25) - **Timor Link**, nº 20/21 Catholic Institute for International Relations, London, Jan. Fev. 1990

(26) - **Em Timor-Leste a Paz é Possível**, nº 32, Fev. 1990

(27) - **Tapol bulletin nº 96**, Dezembro 1989

(28) - **Relatórios da Descolonização de Timor. II** - Relatório da Comissão de Análise e Esclarecimento do Processo de Descolonização de Timor. Presidência do Conselho de Ministros, Lisboa, 1981

(29) - **Adriano Moreira**
O drama de Timor. Intervenção, Lisboa, 1977

(30) - **Frans seda**
East Timor. Iustitia et Pax. Nemi, 7-12 November 1985

(31) - **João Loff Barreto**
The Timor drama, Timor Newsletter, Lisboa, 1981.

Vote approuvé à l'unanimité par l'Assemblée de la République le 03/05/390

"Les 28, 29, 30 avril et 1er Mai, s'est réalisé le Deuxième Séminaire sur Timor-Oriental, promu par le Rectorat de l'Université de Porto, auquel ont participé des représentants de la Comission Eventuelle pour l'Accompagnement de la Situation à Timor-Oriental, des groupes de solidariété avec le peuple de Timor, des personnalités religieuses, politiques et culturelles, nationales et étrangères, notamment des Etats-Unis , de la Grande-Bretagne et de l'Australie ainsi que l'Evêque résignataire anglican de New York Paul Moore, et un élément du Ministère des Affaires Etrangères.

"Durant le Séminaire, on procéda à une large réflexion sur ce grave problème, dont on détachera les témoignages recueillis sur le réitèrement de la violation des Droits de l'Homme du peuple de Timor-Oriental de la part de la puissance qui l'a envahi.

"L'Assemblée de la République salue la réalisation de ce Deuxième Séminaire sur Timor-Oriental, se félicite du succès de cette initiative et réaffirme sa disponibilité , et ce dans le cadre de ses attributions, de développer tous les efforts possibles en vue de contribuer à l'objectif constitutionnel d'autodétermination et d'indépendance de Timor-Oriental"

Publication du Rectorat de l'Université de Porto - Portugal